

---

ENTENTE DE PRINCIPE KUUJJUARAPIK (1993)  
SUR LE  
COMPLEXE GRANDE-BALEINE

KUUJJUARAPIK AGREEMENT-IN-PRINCIPLE (1993)  
RESPECTING THE  
GREAT WHALE COMPLEX

---

*RAM*

**ENTENTE DE PRINCIPE KUUJUARAPIK (1993)  
SUR LE  
COMPLEXE GRANDE-BALEINE**

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b>PAGE</b>
<b>PRÉAMBULE.....</b>	<b>1</b>
<b>1. OBJETS DES ENTENTES .....</b>	<b>3</b>
1.1 Objets de l'entente de principe.....	3
1.2 Objets de la convention définitive.....	3
<b>2. CONVENTION DÉFINITIVE .....</b>	<b>4</b>
2.1 Négociation et signature de la convention définitive.....	4
2.2 Entrée en vigueur de la convention définitive.....	4
<b>3. NÉGOCIATIONS.....</b>	<b>5</b>
3.1 Cadre des négociations.....	5
3.2 Documentation relative à divers aspects du complexe .....	5
3.3 Résiliation de l'entente-cadre .....	5
<b>4. DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>6</b>
4.1 Préambule : partie de l'entente de principe.....	6
4.2 Reconnaissance de la conformité du complexe à la Convention de la Baie James et du Nord québécois.....	6
4.3 Non-dérogation aux droits des parties en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.....	6
4.4 Absence d'incidence sur les droits des Inuit aux programmes provinciaux et fédéraux.....	6
4.5 Suspension des procédures judiciaires .....	6
4.6 Comité de mise en oeuvre.....	7
4.7 Comités de liaison.....	7

G.A.  
ML

4.8	Respect par les non-autochtones du régime de chasse, de pêche et de trappage.....	7
4.9	Sécurité et accès.....	8
4.10	Nature des obligations.....	8
4.11	Harmonisation.....	8
4.12	Intervention de tiers.....	9
4.13	Droit de préemption - Matériel et biens excédentaires .....	9
4.14	Installations d'hébergement et de loisirs .....	9
4.15	Aide à Kuujuarapik pour l'infrastructure.....	9
4.16	Protocole relatif aux lieux de sépulture .....	10
4.17	Protocole relatif aux réclamations des utilisateurs inuit .....	10
<b>5.</b>	<b>DESCRIPTION TECHNIQUE DU COMPLEXE.....</b>	<b>10</b>
5.1	Conception du complexe.....	10
5.2	Représentations auprès des autorités environnementales et gouvernementales .....	10
5.3	Changements à la conception du complexe .....	11
<b>6.</b>	<b>ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE, ATTÉNUATION ET MESURES DE CORRECTION PARTICULIÈRES D'HYDRO-QUÉBEC .....</b>	<b>11</b>
6.1	Participation à l'évaluation et à l'examen en matière d'environnement .....	11
6.2	Recherches et suivi.....	12
6.3	Société Mitirtuuq.....	12
6.4	But de Mitirtuuq.....	13
6.5	Mandat de Mitirtuuq .....	13
6.6	Autorisations requises par Mitirtuuq.....	14
6.7	Financement de Mitirtuuq.....	14
6.8	Travaux généraux et travaux particuliers.....	15
6.9	Financement de l'entretien .....	15
6.10	Travaux hors grille.....	15
6.11	Durée du mandat de Mitirtuuq .....	16
6.12	Mécanismes relatifs aux affectations budgétaires.....	16
6.13	Coordination des activités.....	17
6.14	Mesures de correction particulières d'Hydro-Québec.....	17
6.15	Politique de Mitirtuuq relative aux dépenses .....	17
6.16	Administration de Mitirtuuq .....	17

7.	EMPLOI ET FORMATION D'INUIT .....	18
7.1	Objectif .....	18
7.2	Établissement d'une stratégie d'emploi inuit .....	18
7.3	Formation d'Inuit .....	19
7.4	Analyse des lois, règlements, conventions collectives, etc. ....	19
7.5	Parachèvement de la stratégie d'emploi inuit dans la convention définitive.....	19
8.	ENTREPRISES INUIT .....	19
8.1	Objectif général .....	19
8.2	Entreprises inuit .....	20
8.3	Contrats.....	20
8.4	Rôle du comité de mise en oeuvre.....	20
8.5	Promotion de la participation inuit aux contrats et à l'emploi .....	21
8.6	Étude de faisabilité .....	21
9.	DISPOSITIONS FINANCIÈRES .....	22
9.1	Constitution des Fonds.....	22
9.2	Gestion des Fonds.....	22
9.3	Établissement de fiducies .....	23
9.4	Versements .....	23
9.5	Répartition des versements .....	24
9.6	Autres Fonds .....	24
9.7	Objets et buts des Fonds.....	25
9.8	Registres.....	25
9.9	Conflits.....	26
9.10	Suspension ou annulation de la construction du complexe.....	26
9.11	Autorisation partielle ou conditionnelle.....	27
9.12	Modification importante .....	27
9.13	Retards .....	28
9.14	Facteurs de calcul .....	28
9.15	Révision périodique.....	29
9.16	Modification des fins des Fonds.....	29
10.	MERCURE.....	29
10.1	Mercure.....	29

P.H.
   
AL ✓

11.	RÉSOLUTION DES CONFLITS .....	30
11.1	Résolution des conflits.....	30
12.	MODIFICATION .....	30
12.1	Modification .....	30
13.	ENTRÉE EN VIGUEUR.....	30
13.1	Entrée en vigueur.....	30

## ANNEXES

ANNEXE 5.1	Description technique du complexe
ANNEXE 6.5.1	Grille des travaux et des activités
ANNEXE 6.5.3	Liste représentative des études et des activités d'Hydro-Québec
ANNEXE 6.14	Mesures de correction particulières d'Hydro-Québec
ANNEXE 9.6A	Utilisation du Fonds de développement culturel inuit
ANNEXE 9.6B	Utilisation du Fonds des utilisateurs inuit
ANNEXE 9.7.1	Utilisation des Fonds de développement socio-économique et communautaire inuit et du Fonds de développement socio-économique inuit du Nunavik
ANNEXE 11.1A	Résolution des conflits
ANNEXE 11.1B	Schéma du mécanisme de résolution des conflits

## SIGNATAIRES

**ENTENTE DE PRINCIPE KUUJJUARAPIK (1993)  
SUR LE  
COMPLEXE GRANDE-BALEINE**

**ENTENTE ENTRE**

**SOCIÉTÉ MAKIVIK**, société dûment constituée par une loi spéciale de l'Assemblée nationale du Québec, ayant son siège social à Kuujjuaq (Québec), agissant et représentée aux fins des présentes par ses représentants soussignés, dûment autorisés à signer la présente entente de principe, tel qu'ils le déclarent

(ci-après « Makivik »),

**ET**

**HYDRO-QUÉBEC**, société dûment constituée par une loi spéciale de l'Assemblée nationale du Québec, ayant son siège social à Montréal (Québec), agissant et représentée aux fins des présentes par ses représentants soussignés, dûment autorisés à signer la présente entente de principe, tel qu'ils le déclarent

(ci-après « Hydro-Québec »)

**ET**

la **SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES**, société dûment constituée, ayant son siège social à Montréal (Québec), agissant et représentée aux fins des présentes par ses représentants soussignés, dûment autorisés à signer la présente entente de principe, tel qu'ils le déclarent

(ci-après la « SEBJ »),

(ci-après parfois collectivement les « parties »).

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* (la « CBJNQ ») du 11 novembre 1975 admet qu'il existe la possibilité d'un aménagement hydroélectrique futur qui y est appelé le complexe Grande-Baleine (le « complexe »);

P. J.  
AL

**ATTENDU QUE** le complexe projeté, s'il est entrepris, aura d'importantes répercussions sociales, économiques, culturelles et environnementales sur la région touchée par celui-ci et sur les Inuit qui y résident et qui en utilisent les ressources;

**ATTENDU QUE** la présente entente de principe et la convention définitive qui y est prévue comportent des avantages sociaux, économiques et culturels importants pour les Inuit qui résident dans le Territoire, tel qu'il est défini à l'article 1.16 de la CBJNQ, et qui en utilisent les ressources;

**ATTENDU QUE** les Inuit ont les droits, les avantages et les intérêts prévus dans la CBJNQ et que la jouissance et l'exercice de certains d'entre eux pourraient être touchés par le complexe, et le seront dans certains cas;

**ATTENDU QUE** Makivik agit aux fins de la présente entente de principe en son propre nom et en celui des Inuit du Québec;

**ATTENDU QU'**Hydro-Québec souhaite entreprendre le complexe et en a demandé l'autorisation aux organismes compétents;

**ATTENDU QUE** Makivik a conclu le 23 janvier 1992 un protocole d'accord avec le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec, l'Administration régionale Kativik, l'Administration régionale crie et le Grand Conseil des Cris (du Québec) (le « protocole d'accord sur l'évaluation environnementale ») portant sur l'harmonisation et la coordination des processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement applicables au complexe;

**ATTENDU QUE** les parties ont jugé qu'il était dans leur intérêt de convenir, aux termes du dernier paragraphe de l'alinéa 8.1.3 de la CBJNQ, de certaines mesures générales et particulières d'atténuation, de correction et d'ordre financier et d'autres mesures de compensation compte tenu des répercussions susmentionnées du complexe;

**ATTENDU QUE** le 6 février 1991, Hydro-Québec et Makivik ont conclu une entente-cadre prévoyant la conclusion de la présente entente de principe et, par la suite, de la convention définitive sur les mesures précitées ayant trait au complexe;

**ET ATTENDU QU'**Hydro-Québec et Makivik ont négocié les modalités de l'entente de principe prévue, tel qu'il est énoncé ci-après, et souhaitent maintenant conclure l'entente en question;

**PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI EST ÉNONCÉ CI-APRÈS.**

CPA  
AL

## 1. OBJETS DES ENTENTES

### 1.1 Objets de l'entente de principe

Les objets de la présente entente de principe sont

- 1.1.1 d'énoncer les principes de base et prévoir un cadre pour la négociation d'une convention définitive entre les parties à l'égard du complexe qui intègre, définit et précise les dispositions de la présente entente de principe;
- 1.1.2 d'identifier les sujets dont les parties ont terminé la négociation et qu'elles souhaitent inclure dans une convention définitive, essentiellement selon les modalités énoncées dans la présente entente de principe.

### 1.2 Objets de la convention définitive

Les objets de la convention définitive dont il est question à l'article 1.1 seront

- 1.2.1 de faciliter la réalisation du complexe, lequel, sous réserve des modalités des autorisations dont il est question dans le préambule (6<sup>e</sup> paragraphe), doit être construit conformément à une description et à une définition finales de celui-ci, lesquelles doivent être énoncées dans la convention définitive;
- 1.2.2 de prévoir un cadre pour la réalisation de mesures d'atténuation et de correction particulières convenues avec les Inuit à l'égard du complexe et pour leur participation à celle-ci;
- 1.2.3 de faciliter la participation équitable et significative des Inuit, en particulier ceux de Kuujjuarapik, Umiujaq, Inukjuak et Chisasibi, relativement au complexe;
- 1.2.4 de faire en sorte que les Inuit, en particulier ceux de Kuujjuarapik, Umiujaq, Inukjuak et Chisasibi, tirent des avantages sociaux et économiques directs et indirects du complexe, tant à court qu'à long terme, durant sa construction et son exploitation;
- 1.2.5 de créer et de favoriser, pour les Inuit, des occasions à long terme sur le plan économique afin d'accroître la stabilité

*P.A.*  
*M*



économique et sociale dans la partie du Territoire se trouvant au nord du 55<sup>e</sup> parallèle;

- 1.2.6 d'assurer la protection et l'amélioration de l'environnement au moyen de la promotion de recherches continues visant à faire le suivi des répercussions du complexe sur la région et sur ses habitants;
- 1.2.7 de faire en sorte que les Inuit de Kuujuarapik, Umiujaq, Inukjuak et Chisasibi puissent, dans la plus grande mesure possible, conserver leurs moyens de subsistance dans le Territoire.

## 2. CONVENTION DÉFINITIVE

### 2.1 Négociation et signature de la convention définitive

À moins de convenir d'autres délais, les parties doivent de bonne foi faire ce qui suit :

- 2.1.1 négocier les modalités d'une convention définitive relative au complexe, et s'entendre sur celles-ci, au plus tard trois (3) mois après que l'étude d'impact sur l'environnement soumise par Hydro-Québec à l'égard du complexe est déclarée complète par les autorités compétentes mais, dans toute éventualité, au plus tard dix-huit (18) mois suivant la date de la signature de la présente entente de principe;
- 2.1.2 approuver et signer la convention définitive dans les trois (3) mois suivants, conformément à un processus d'approbation ou de ratification de la convention définitive par les Inuit, dont les parties auront mutuellement convenu au préalable.

### 2.2 Entrée en vigueur de la convention définitive

La convention définitive, au moment de son entrée en vigueur, remplacera la présente entente de principe. Si les parties sont incapables de conclure une entente définitive dans les délais prévus à l'article 2.1 ou toute prolongation de ceux-ci, la présente entente de principe sera

- 2.2.1 nulle et sans aucun effet;
- 2.2.2 sans préjudice des droits des parties.

P. J.  
AL

Sauf stipulation contraire expresse à l'égard de certaines dispositions transitoires, la convention définitive entrera pleinement en vigueur au moment où Hydro-Québec aura été autorisée à construire le complexe par les autorités compétentes et lorsqu'elle aura subséquemment décidé de le faire par résolution dûment adoptée par son conseil d'administration, dont un avis doit être donné à Makivik conformément à une disposition relative aux avis qui doit figurer dans la convention définitive.

### 3. NÉGOCIATIONS

#### 3.1 Cadre des négociations

Les parties doivent poursuivre les négociations par le biais d'un comité principal de négociation chargé de négocier les modalités de la convention définitive, ainsi que par le biais des sous-comités sectoriels dont elles peuvent convenir de temps à autre. Les négociations se dérouleront selon le calendrier et aux endroits dont conviennent les parties de temps à autre.

#### 3.2 Documentation relative à divers aspects du complexe

Makivik reconnaît qu'Hydro-Québec lui a fourni de la documentation sur les aspects techniques, environnementaux et sociaux du complexe. Hydro-Québec doit fournir toute documentation supplémentaire que Makivik pourra raisonnablement lui demander aux fins de la négociation de la convention définitive. Sans toucher la validité de la documentation échangée entre les parties à la présente entente de principe, celles-ci reconnaissent qu'est seule jugée officielle la documentation jointe à la présente entente de principe ou à la convention définitive ou qui y est expressément mentionnée, ou encore celle qui est déposée auprès du Bureau de soutien commun conformément au protocole d'accord sur l'évaluation environnementale ou auprès du Groupe d'échanges d'informations techniques mis sur pied aux termes d'une lettre du 23 janvier 1992 signée par Hydro-Québec.

#### 3.3 Résiliation de l'entente-cadre

L'entente-cadre relative à la négociation de la présente entente de principe, datée du 6 février 1991, est résiliée par les présentes.

PA  
M

#### **4. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

##### **4.1 Préambule : partie de l'entente de principe**

Le préambule de la présente entente de principe en fait partie intégrante.

##### **4.2 Reconnaissance de la conformité du complexe à la Convention de la Baie James et du Nord québécois**

Les parties doivent mutuellement reconnaître, dans la convention définitive, que la construction et l'exploitation du complexe, selon la description technique qui doit y être énoncée, elle-même fondée essentiellement sur celle qui est énoncée à l'annexe 5.1 de la présente entente de principe, sont conformes à la CBJNQ.

##### **4.3 Non-dérogação aux droits des parties en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois**

Aucune disposition de la présente entente de principe ou de la convention définitive ne doit modifier les droits des parties en vertu de la CBJNQ et des lois qui l'ont mise en vigueur, ni y déroger. Les parties reconnaissent que la présente entente de principe est conforme aux dispositions de la CBJNQ et découle de l'application de ces dernières.

##### **4.4 Absence d'incidence sur les droits des Inuit aux programmes provinciaux et fédéraux**

L'intention des parties est qu'aucune disposition de la présente entente de principe ne touche les droits des Inuit aux programmes et au financement provinciaux et fédéraux.

##### **4.5 Suspension des procédures judiciaires**

Pendant que la présente entente de principe est en vigueur, Makivik ne doit intenter aucune procédure judiciaire ni entreprendre aucune action ou activité en vue d'empêcher, de retarder ou de modifier le complexe, tel qu'il est décrit au chapitre 5 et à l'annexe 5.1. Toutefois, dans l'éventualité où les parties ne réussissent pas à conclure une convention définitive, nulle disposition de l'entente de principe ne constitue une renonciation des Inuit ou une quittance de leur part relativement à l'un quelconque de leurs droits ou recours à l'égard du complexe. De plus, le présent article 4.5 ne doit pas avoir pour effet d'empêcher Makivik de participer pleinement à l'évaluation et à l'examen environnementaux du complexe en conformité avec la CBJNQ et le protocole d'accord sur l'évaluation environnementale ou de restreindre la portée et l'application des

dispositions du chapitre 6 de la présente entente de principe à l'égard de l'évaluation des répercussions du complexe et des mesures de correction nécessaires pour les atténuer.

De la même manière, la convention définitive doit prévoir, comme il est énoncé dans le paragraphe précédent et sous réserve des mêmes conditions, que ni Makivik ni l'une quelconque des parties intervenantes dont il est question à l'article 4.12 ne doivent tenter les procédures judiciaires ou entreprendre les actions ou les activités qui y sont mentionnées.

La convention définitive doit prévoir qu'aucune de ses dispositions, notamment l'engagement prévu dans le paragraphe précédent des présentes, ne diminue la responsabilité d'Hydro-Québec à l'égard de toutes pertes ou tous dommages particuliers qui résultent de la construction ou de l'exploitation du complexe, lorsque ces pertes ou dommages n'ont pas été expressément visés par les dispositions de la convention définitive et la CBJNQ, ni n'empêche les Inuit de faire des réclamations à cet égard.

#### **4.6 Comité de mise en oeuvre**

Les parties conviennent d'établir un comité de mise en oeuvre pour faciliter la mise en oeuvre de la convention définitive. Il doit comprendre un nombre égal de dirigeants d'Hydro-Québec et des Inuit. Les détails relatifs aux membres, le mode de fonctionnement et, outre ceux qui sont énoncés dans la présente entente de principe, les mandats du comité de mise en oeuvre doivent être énoncés dans la convention définitive.

#### **4.7 Comités de liaison**

La convention définitive doit également prévoir la création d'un ou plusieurs comités de liaison, qui comprennent des représentants des parties et des communautés inuit de Kuujjuarapik, Umiujaq, Inukjuak et Chisasibi, pour servir de forum pour l'échange d'information et le règlement de problèmes éventuels relatifs aux activités d'Hydro-Québec sur les chantiers de construction liés au complexe et à leurs répercussions sur les Inuit.

#### **4.8 Respect par les non-autochtones du régime de chasse, de pêche et de trappage**

Dans le cadre de ses activités de construction liées au complexe et conformément aux lois canadiennes et québécoises applicables, Hydro-Québec doit, en consultation avec Makivik, établir des règles et des procédés internes à l'intention de ses employés, ainsi que de ses mandataires, entrepreneurs et sous-traitants et leurs employés, quant au respect des lois et règlements applicables à

P. J. M.

la chasse et à la pêche, notamment du régime de chasse, de pêche et de trappage établi aux termes de la CBJNQ. Les détails de ces règles et procédés de même que les mécanismes de consultation établis pour en assurer le respect doivent être énoncés dans la convention définitive.

À cet égard, les parties doivent passer en revue conjointement leurs données, dossiers, études et expériences respectifs sur ce sujet, particulièrement l'expérience d'Hydro-Québec liée aux divers chantiers de construction et aux installations d'exploitation du complexe La Grande, afin de mettre au point des règles, procédés et mécanismes distincts qui tiennent compte des conditions particulières (nombre d'employés, emplacement par rapport aux terres de catégorie I ou II, aux communautés autochtones et aux populations fauniques, etc.) applicables aux divers campements prévus pour le complexe.

#### 4.9 Sécurité et accès

Sous réserve de restrictions raisonnables en matière de sécurité et d'un avis suffisant, Hydro-Québec doit permettre aux Inuit de traverser librement les chantiers du complexe pendant la construction, et, par la suite, de traverser ou contourner librement les structures principales achevées.

La convention définitive doit énoncer les stratégies et les moyens, conçus d'après les expériences antérieures, qu'Hydro-Québec doit mettre en oeuvre pour atténuer les répercussions qui peuvent découler de la présence temporaire d'un nombre important de travailleurs de la construction et pour assurer la sécurité aux endroits où des travaux de construction liés au complexe sont en cours.

#### 4.10 Nature des obligations

Hydro-Québec et la SEBJ sont solidairement responsables de toute obligation stipulée dans la présente entente de principe ou la convention définitive en faveur de Makivik ou des Inuit, ou des deux, que cette obligation ait été attribuée à Hydro-Québec ou à la SEBJ.

#### 4.11 Harmonisation

Les parties reconnaissent que, relativement aux obligations concernant le complexe qu'Hydro-Québec peut avoir envers les Cris et les Naskapis aux termes de la CBJNQ et de la Convention du Nord-Est québécois, il pourrait être nécessaire de prévoir, dans la convention définitive, des mécanismes pour harmoniser l'exécution, par Hydro-Québec, de ses obligations envers les Inuit découlant de la convention définitive avec l'exécution de toutes ces obligations

P.H.  
M

envers les Cris et les Naskapis, sans pour autant réduire l'exécution des obligations envers les Inuit.

#### 4.12 Intervention de tiers

Dans la convention définitive, les parties peuvent prévoir l'intervention, outre celle des parties aux présentes, de corporations foncières inuit, de corporations de villages nordiques et d'autres sociétés touchées situées dans le Territoire au nord du 55<sup>e</sup> parallèle, ou la conclusion de sous-ententes avec celles-ci.

#### 4.13 Droit de préemption - Matériel et biens excédentaires

Les Inuit disposent d'un droit de préemption comportant des modalités aussi avantageuses que celles qui sont offertes à des tiers quant à l'achat, avant qu'il ne soit enlevé ou démoli, de tout matériel ou bien au nord du 55<sup>e</sup> parallèle, qui se rapporte à la construction du complexe et qu'Hydro-Québec juge excédentaire. Les modalités d'exercice de ce droit de préemption doivent être énoncées dans la convention définitive.

#### 4.14 Installations d'hébergement et de loisirs

La politique d'Hydro-Québec est de ne pas établir de communauté permanente aux fins de la construction de ses installations et généralement de démanteler après cette période les structures temporaires requises à cet effet. Hydro-Québec s'engage, par la présente entente de principe, à appliquer cette politique au complexe.

Aux fins de l'exploitation, Hydro-Québec entend maintenir la politique appliquée au complexe La Grande, soit de mettre sur pied des installations permanentes d'hébergement et de loisirs de même que des cafétérias à certains endroits, en conformité avec les lois applicables, plutôt que d'établir des communautés permanentes.

Si Hydro-Québec modifie cette politique et décide de construire des communautés permanentes aux fins de l'exploitation du complexe, elle doit respecter toutes les lois applicables et les dispositions de la CBJNQ, y compris, le cas échéant, celles qui prévoient la consultation des Inuit.

#### 4.15 Aide à Kuujjuarapik pour l'infrastructure

La construction du complexe peut entraîner l'aménagement ou l'expansion de certaines infrastructures à Kuujjuarapik, notamment des rues, des immeubles, le prolongement du système de distribution d'eau et du système

d'égouts qui, autrement, n'auraient pas été nécessaires avant un certain nombre d'années. Le cas échéant, Hydro-Québec doit aider, d'une manière qui doit être énoncée dans la convention définitive, les Inuit de Kuujuarapik à l'égard de l'aménagement ou de l'expansion de ces infrastructures et de leur financement.

#### **4.16 Protocole relatif aux lieux de sépulture**

Makivik et Hydro-Québec doivent, en consultation avec les communautés inuit, conclure un protocole relatif aux lieux de sépulture inuit qui envisage, entre autres, la possibilité de transférer les restes funéraires dans l'éventualité où ces lieux de sépulture seraient perturbés par les travaux associés au complexe.

#### **4.17 Protocole relatif aux réclamations des utilisateurs inuit**

Makivik et Hydro-Québec doivent conclure un protocole relatif aux mesures de compensation ou de correction à l'intention des utilisateurs particuliers inuit pour la réimplantation et le déplacement, le cas échéant, de campements et de matériel par suite des travaux associés au complexe.

### **5. DESCRIPTION TECHNIQUE DU COMPLEXE**

#### **5.1 Conception du complexe**

L'intention des parties est que la conception définitive du complexe décrite dans la convention définitive corresponde fondamentalement à celle soumise aux fins de l'approbation environnementale, dont l'étendue et les restrictions figurent dans la description préliminaire énoncée à l'annexe 5.1.

Si les autorisations et permis environnementaux autorisent la construction du complexe selon les principaux éléments et caractéristiques de conception soumis, mais exigent la modification d'un ou plusieurs de ces éléments et caractéristiques dans le but de réduire globalement les répercussions du complexe, les parties conviennent de réviser en conséquence l'annexe 5.1 ou l'annexe semblable de la convention définitive, si Hydro-Québec décide de procéder à la construction du complexe selon ces exigences.

#### **5.2 Représentations auprès des autorités environnementales et gouvernementales**

Les représentations que fera Hydro-Québec auprès des autorités environnementales et gouvernementales compétentes doivent être conformes à l'intention selon laquelle les modalités des autorisations environnementales se rapportant au complexe reflètent et intègrent les dispositions de la convention

J.D.  
M

définitive concernant la description technique du complexe et toute autre disposition de la convention définitive précisée par les parties.

Si, pour des raisons indépendantes de la volonté d'Hydro-Québec, de telles dispositions ne sont pas reflétées et intégrées dans les autorisations en question, ces dispositions et toutes les autres dispositions de la convention définitive continueront de lier les parties dans la mesure où elles ne seront pas incompatibles avec les autorisations environnementales en question se rapportant au complexe.

### 5.3 Changements à la conception du complexe

Les parties reconnaissent que la conception définitive du complexe n'est pas encore arrêtée. Par conséquent, Hydro-Québec peut apporter ultérieurement certains changements conformes à la conception définitive du complexe telle qu'elle est décrite dans la convention définitive et dans tout certificat d'autorisation et tout permis de construction relatifs au complexe et dans les limites de ceux-ci; elle doit toutefois en informer Makivik.

## 6. ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE, ATTÉNUATION ET MESURES DE CORRECTION PARTICULIÈRES D'HYDRO-QUÉBEC

### 6.1 Participation à l'évaluation et à l'examen en matière d'environnement

Hydro-Québec, en qualité de promoteur, et Makivik, en qualité d'intervenante, participent aux processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement applicables au complexe conformément à la CBJNQ et au protocole d'accord sur l'évaluation environnementale.

Afin de conclure une convention définitive, Hydro-Québec et Makivik doivent poursuivre la collaboration et la discussion bilatérales de manière (i) à permettre aux Inuit de comprendre et d'apprécier à fond les répercussions environnementales et sociales du complexe décrites dans l'étude d'impact sur l'environnement d'Hydro-Québec et (ii) à permettre aux parties, aussi complètement que possible, de tenir compte dans la convention définitive de la mesure dans laquelle ces répercussions peuvent être empêchées ou atténuées et des conséquences de celles qui ne peuvent l'être.

De plus, l'intention des parties est que les activités entreprises conformément au présent article facilitent l'évaluation et l'examen environnementaux du complexe.

M.



## 6.2 Recherches et suivi

Conformément aux programmes internes approuvés d'Hydro-Québec et aux modalités de toute autorisation relative au complexe, Hydro-Québec doit poursuivre des recherches et un suivi avant et après la mise en service du complexe, aux fins suivantes :

- 6.2.1 améliorer, dans la mesure jugée utile, les données environnementales et sociales de base pertinentes obtenues par Hydro-Québec et ses prévisions des répercussions du complexe sur l'environnement et le milieu social;
- 6.2.2 évaluer l'exactitude des répercussions et l'efficacité des mesures d'atténuation et de correction identifiées antérieurement;
- 6.2.3 identifier au besoin des mesures d'atténuation et de correction non identifiées antérieurement à l'égard de ces répercussions.

Les parties conviennent de réviser périodiquement les priorités liées aux recherches, aux mesures d'atténuation et de correction et au suivi précités.

## 6.3 Société Mitirtuuq

La convention définitive doit prévoir l'établissement d'une société de travaux d'atténuation et de correction, appelée en français la « Société Mitirtuuq », en inuktitut, « Mitirtuuq » et, en anglais, « Mitirtuuq Corporation ». Makivik doit faire établir Mitirtuuq à titre de corporation sans but lucratif dans les soixante (60) jours suivant la décision d'Hydro-Québec, par résolution de son conseil d'administration, de procéder à la construction du complexe, lorsqu'elle y aura été autorisée. La constitution de Mitirtuuq de la manière précitée doit être conforme aux dispositions de la convention définitive qui y sont applicables.

Les membres de Mitirtuuq doivent comprendre, sans restriction, les communautés inuit de Kuujuarapik, Umiujaq, Inukjuak et Chisasibi, par l'intermédiaire de leur corporation foncière ou d'un autre organisme de leur communauté, ainsi que Makivik et Hydro-Québec. La composition de Mitirtuuq doit être fixée par la convention définitive, qui doit prévoir en outre que cette composition peut être modifiée selon les modalités convenues par Makivik et Hydro-Québec.

Le conseil d'administration de Mitirtuuq doit se composer de six (6) à huit (8) personnes désignées par les membres précités de Mitirtuuq. Le nombre de

personnes désignées par chacun de ces derniers doit être fixé dans la convention définitive.

La convention définitive doit établir les règles relatives à la prise de décisions par Mitirtuuq, aux droits de vote exercés par les personnes désignées par chacun de ses membres et à la structure administrative de Mitirtuuq. Toutefois, ces règles sont conformes au principe de l'égalité des droits de vote entre Hydro-Québec d'une part et les parties inuit d'autre part, et comprennent, le cas échéant, les exceptions nécessaires qui doivent figurer dans la convention définitive.

#### 6.4 But de Mitirtuuq

Les parties inuit et Hydro-Québec ont convenu d'établir Mitirtuuq à titre d'organisme désigné pour entreprendre certains travaux et activités d'atténuation, de recherche, de suivi et de correction à l'égard du complexe au profit des communautés et personnes touchées par celui-ci.

#### 6.5 Mandat de Mitirtuuq

Le mandat de Mitirtuuq doit être établi dans la convention définitive et doit, sans restriction, comprendre ce qui est énoncé ci-après.

- 6.5.1 Elle s'acquitte des travaux généraux et des travaux particuliers qui figurent à la grille des travaux et des activités, annexe 6.5.1 des présentes, qui décrit les mesures d'atténuation dont Hydro-Québec et Mitirtuuq sont chacune responsables.

Les caractéristiques des travaux généraux, sans restriction, sont les suivantes : ils sont susceptibles d'être exécutés pendant la construction du complexe ou immédiatement après; leur objectif général est de protéger ou mettre en valeur les ressources touchées; ils sont exécutés au gré de Mitirtuuq, sauf stipulation contraire.

Les caractéristiques des travaux particuliers, sans restriction, sont les suivantes : ils sont susceptibles d'être exécutés pendant la construction du complexe et par la suite, sur une plus longue période; leur objectif général est de faciliter les activités d'exploitation et les activités traditionnelles des communautés et particuliers inuit; ils sont exécutés au gré de Mitirtuuq, sauf stipulation contraire.

PA  
AL

- 6.5.2 Elle sert d'intermédiaire privilégié par lequel Hydro-Québec informe les Inuit au moment opportun des détails du programme de mesures environnementales et du plan de suivi qu'elle projette à l'égard du complexe pour la période suivante, tels qu'ils sont élaborés, mis à jour, arrêtés ou modifiés de temps à autre, ainsi que des résultats qui en découlent.
- 6.5.3 Elle participe, dans la mesure précisée dans la convention définitive, à certaines études, activités et mesures entreprises ou à entreprendre par Hydro-Québec relativement au complexe, dont une liste représentative figure à l'annexe 6.5.3 des présentes.
- 6.5.4 Elle donne suite, le cas échéant, aux engagements contenus dans la présente entente de principe et dans le chapitre correspondant de la convention définitive, selon les modalités énoncées dans celles-ci, relativement à certaines des mesures de correction particulières d'Hydro-Québec énoncées à l'article 6.14 et appelées les « travaux d'Hydro-Québec » dans la grille des travaux et des activités (annexe 6.5.1) jointe aux présentes.
- 6.5.5 Elle donne suite à toute autre mesure particulière d'atténuation et de correction visée par l'article 6.10 des présentes et qui peut être précisée dans la convention définitive, ou encore qui peut être convenue entre Makivik et Hydro-Québec de temps à autre par suite de l'autorisation du complexe et des modalités de celle-ci.

## 6.6 Autorisations requises par Mitirtuuq

Il est prévu que la portée de l'autorisation demandée par Hydro-Québec pour le complexe englobe les mesures d'atténuation et les travaux de correction dont on envisage de charger Mitirtuuq qui, par conséquent, ne serait pas tenue d'obtenir d'autres autorisations qui exigeraient des études d'impact sur l'environnement. Dans l'éventualité où ces autorisations et études sont nécessaires, Makivik et Hydro-Québec doivent décider mutuellement des modalités conformément auxquelles Mitirtuuq y procède.

## 6.7 Financement de Mitirtuuq

Pour ce qui concerne les activités dont on envisage de charger Mitirtuuq conformément aux alinéas 6.5.1, 6.5.2 et 6.5.3 des présentes, Hydro-Québec finance Mitirtuuq, à même un budget expressément prévu à cette fin, pour une somme de TRENTE MILLIONS DE DOLLARS (30 000 000 \$) (dollars constants,

30  
M

prenant le 1<sup>er</sup> septembre 1993 comme date de référence). Cette somme ou son solde à tout moment, après versement à Mitirtuuq, le cas échéant, est ajusté pour tenir compte de l'inflation au moment de tout versement à Mitirtuuq selon le taux d'indexation défini à l'alinéa 9.14.2 des présentes.

La convention définitive doit prévoir (i) que les parties aux présentes peuvent convenir mutuellement de verser à Mitirtuuq, aux fins de la réalisation de son mandat énoncé aux présentes, la totalité du solde de la somme précitée deux (2) ans après la mise en service du dernier groupe turbine-alternateur du complexe et, de plus, (ii) que Mitirtuuq peut, au terme d'un second délai de deux (2) ans, verser tout solde de la somme précitée à une entité inuit selon les modalités dont les parties aux présentes peuvent convenir mutuellement.

#### 6.8 Travaux généraux et travaux particuliers

Il est entendu que les activités entreprises par Mitirtuuq à titre de travaux généraux et de travaux particuliers doivent être menées, de son propre chef ou sur proposition de toute partie inuit ou d'Hydro-Québec, conformément aux priorités établies par Mitirtuuq, pourvu que la priorité soit accordée d'office aux activités prévues à la liste des travaux généraux et des travaux particuliers qui sont des modalités de toute autorisation relative au complexe, conformément aux modalités de la présente entente de principe et de la convention définitive.

#### 6.9 Financement de l'entretien

Sauf convention contraire entre les parties, celles-ci conviennent que le financement nécessaire à l'entretien des installations qu'Hydro-Québec ou Mitirtuuq peut mettre en place conformément à la grille des travaux et des activités (annexe 6.5.1) soit assuré par Hydro-Québec, d'une part, pour les travaux de cette dernière et les travaux généraux de Mitirtuuq, et par Mitirtuuq, d'autre part, pour les travaux particuliers de Mitirtuuq.

#### 6.10 Travaux hors grille

Si, par suite des modalités de toute autorisation relative au complexe ou de son propre chef, Hydro-Québec décide de réaliser toutes mesures d'atténuation et tous travaux de correction dont l'envergure ou le type ne correspond pas aux travaux d'Hydro-Québec ou aux travaux généraux ou particuliers de Mitirtuuq conformément à la grille des travaux et des activités (annexe 6.5.1), elle en conserve la responsabilité ou encore elle en négocie l'exécution par Mitirtuuq selon les modalités dont l'une et l'autre doivent convenir mutuellement de bonne foi, conformément à l'alinéa 6.5.5, y compris la majoration du financement si cela est nécessaire.

P. J. M.

Dans la mesure nécessaire et de manière à compléter la présente entente de principe, les parties doivent de bonne foi tenter de préciser, dans la convention définitive, l'envergure proposée des travaux d'Hydro-Québec et des travaux généraux et particuliers de Mitirtuuq dans une grille définitive des travaux (annexe 6.5.1).

#### 6.11 Durée du mandat de Mitirtuuq

La convention définitive doit fixer la période pendant laquelle Mitirtuuq doit s'acquitter de son mandat et exercer ses activités. Toutefois, l'intention des parties est que

- 6.11.1 la durée du mandat englobe à la fois les phases de la construction et de l'exploitation du complexe;
- 6.11.2 la somme visée à l'article 6.7, d'après sa valeur en dollars constants de 1993, soit affectée aux travaux généraux et aux travaux particuliers de Mitirtuuq dans une proportion de soixante pour cent (60 %) et quarante pour cent (40 %) respectivement, pourvu toutefois que les parties puissent convenir, dans la convention définitive, de ramener ces proportions entre cinquante pour cent (50 %) et soixante pour cent (60 %) pour les travaux généraux et entre quarante pour cent (40 %) et cinquante pour cent (50 %) pour les travaux particuliers;
- 6.11.3 l'affectation des sommes aux travaux généraux tienne compte du fait que les activités sont plus intensives pendant les phases de la construction et de la mise en service et la phase suivant immédiatement la mise en service du complexe (environ quinze (15) ans), et que le financement des travaux particuliers soit affecté pendant les dernières étapes de la phase de la construction, la phase suivant immédiatement la mise en service et la phase de l'exploitation, cette dernière phase étant établie, aux fins des présentes, à environ trente-cinq (35) ans;
- 6.11.4 la convention définitive prévoie qu'Hydro-Québec et Makivik peuvent, de temps à autre pendant l'étape de l'exploitation, passer en revue le mandat et les activités de Mitirtuuq.

#### 6.12 Mécanismes relatifs aux affectations budgétaires

Sous réserve du financement global maximal établi aux termes de l'article 6.7 des présentes, Hydro-Québec et Mitirtuuq doivent mettre en place les

*Per*  
*M*

mécanismes nécessaires pour assurer l'harmonisation entre les affectations budgétaires annuelles d'Hydro-Québec et les prévisions annuelles des dépenses de Mitirtuuq relatives à ses activités pour l'année suivante. Ces mécanismes doivent prévoir au besoin l'ajustement des versements annuels prévus conformément aux exigences d'exploitation réelles de Mitirtuuq pour toute année donnée. Lorsque le plan de réalisation ou l'exécution d'un travail particulier de Mitirtuuq dépasse une année civile, les versements peuvent être ajustés pour en tenir compte. Aux fins de la convention définitive, les parties doivent établir un tableau provisoire du financement de Mitirtuuq, pour la phase de la construction et la phase suivant immédiatement la mise en service du complexe, qui indique la répartition des fonds entre les travaux généraux et les travaux particuliers.

#### **6.13 Coordination des activités**

La convention définitive prévoit que Mitirtuuq et Hydro-Québec doivent coordonner leurs activités de recherche, de suivi, d'atténuation et de correction afin d'en éviter le doublement.

#### **6.14 Mesures de correction particulières d'Hydro-Québec**

En contrepartie de la nécessité de corriger les répercussions du complexe et de l'utilisation de la région de Kuujuarapik pour l'implanter, Hydro-Québec entreprend ou fait entreprendre à ses frais les mesures de correction particulières d'Hydro-Québec décrites à l'annexe 6.14 selon les modalités qui y sont énoncées et qui seront précisées dans la convention définitive. Ces mesures sont également désignées les « travaux d'Hydro-Québec » à l'annexe 6.5.1 des présentes, la grille des travaux et des activités.

#### **6.15 Politique de Mitirtuuq relative aux dépenses**

La convention définitive doit prévoir des dispositions à l'égard de la gestion interne de Mitirtuuq afin d'assurer (i) le contrôle requis des utilisations permises des fonds et (ii) le maintien d'un équilibre entre les utilisations permises.

#### **6.16 Administration de Mitirtuuq**

Mitirtuuq doit assurer le paiement de tous ses frais d'administration, y compris, sans restriction, ceux liés à sa constitution en société, à son personnel, au secrétariat du conseil d'administration et à la participation des administrateurs. Pour toute année donnée, elle les impute aux comptes ouverts pour ses travaux généraux et ses travaux particuliers proportionnellement aux versements reçus et répartis entre ces comptes pour cette année.

BA  
M

## 7. EMPLOI ET FORMATION D'INUIT

### 7.1 Objectif

La convention définitive doit énoncer un programme pour promouvoir la formation et l'emploi d'Inuit pendant la construction et l'exploitation du complexe.

### 7.2 Établissement d'une stratégie d'emploi inuit

La convention définitive doit prévoir qu'Hydro-Québec, en collaboration avec Makivik et l'Administration régionale Kativik, élaborera une stratégie d'emploi détaillée à l'égard des Inuit, précisée dans la convention définitive dans la mesure possible, dont les buts seront les suivants :

- 7.2.1 déterminer le nombre approximatif et les divers genres de postes à combler au sein d'Hydro-Québec et de ses mandataires qui découlent de la construction du complexe;
- 7.2.2 cerner les possibilités de formation et d'emploi pour les Inuit auprès des principaux fournisseurs d'Hydro-Québec et de la SEBJ;
- 7.2.3 préciser les types et les niveaux de compétences nécessaires pour occuper ces emplois;
- 7.2.4 établir, par catégorie d'emploi, des objectifs réalistes à l'égard de la participation des Inuit aux occasions d'emploi liées au complexe; ces objectifs doivent pouvoir être haussés et entraîner un degré significatif de participation;
- 7.2.5 établir un processus d'embauche en faveur des Inuit en ce qui a trait à la main-d'oeuvre requise pendant la construction et l'exploitation du complexe et visant des mesures raisonnables pour offrir la priorité aux Inuit dans certains cas, conformément à l'alinéa 29.0.31 de la CBJNQ;
- 7.2.6 établir un programme de soutien aux employés Inuit pour les intégrer à la main-d'oeuvre en place qui peut comprendre, sans restriction, les éléments suivants :
  - a) la création d'un poste de « conseiller des Inuit » pour aider les employés inuit pendant la construction et l'exploitation du complexe;

3,1  
A

- b) la formation sur le tas et autres programmes de perfectionnement des compétences afin d'inciter les Inuit à travailler au sein d'Hydro-Québec et leur permettre d'y obtenir de l'avancement, y compris des mécanismes de suivi et d'examen et des séances d'orientation.

### **7.3 Formation d'Inuit**

La Commission scolaire Kativik et l'Administration régionale Kativik sont responsables de la formation d'Inuit aux fins d'emplois liés à la construction du complexe. Les parties collaborent pour conseiller la Commission scolaire Kativik et l'Administration régionale Kativik quant aux programmes de formation et au suivi.

### **7.4 Analyse des lois, règlements, conventions collectives, etc.**

Aux fins de la convention définitive, Hydro-Québec doit, en collaboration avec Makivik, analyser les incidences des lois, règlements, conventions collectives et exigences linguistiques sur l'embauche d'Inuit pour la construction du complexe.

### **7.5 Parachèvement de la stratégie d'emploi inuit dans la convention définitive**

Les parties conviennent que des mesures particulières relatives à la stratégie d'emploi d'Inuit pendant l'exploitation du complexe seront mises au point après l'entrée en vigueur de la convention définitive, conformément à un mécanisme qui doit y figurer, dans la mesure où il n'est pas possible de le faire dans la convention définitive jusqu'à ce qu'Hydro-Québec ait parachevé son plan d'exploitation pour le complexe.

## **8. ENTREPRISES INUIT**

### **8.1 Objectif général**

L'objectif du présent chapitre consiste à promouvoir le développement économique des Inuit, en particulier le développement de l'entrepreneurship et de la compétence inuit ainsi que l'emploi de main-d'oeuvre inuit par le biais de l'octroi de contrats et l'achat de biens et de services, conformément aux modalités énoncées dans le présent chapitre. La portée des mesures nécessaires à cet effet doit être énoncée dans la convention définitive.

SPH  
AL



## 8.2 Entreprises inuit

Dans le présent chapitre, on entend par « entreprise inuit », une entreprise individuelle appartenant à un Inuk, une société de personnes, y compris une coentreprise, dont au moins cinquante pour cent (50 %) appartient à un ou à plusieurs Inuit, une coopérative ou une corporation sans capital-actions dont la majorité des membres ayant droit de vote sont des Inuit, une compagnie à capital-actions dont la majorité des actions comportant droit de vote appartiennent en propriété véritable à un ou à plusieurs Inuit, ou encore une compagnie dont la majorité des actions comportant droit de vote appartiennent à l'une des personnes ou entités précitées.

## 8.3 Contrats

Afin de promouvoir le développement économique des Inuit, la convention définitive doit prévoir qu'Hydro-Québec établit et maintient en vigueur un mécanisme, précisé dans la mesure possible dans cette dernière, favorisant l'octroi, à des entreprises inuit, de certains contrats de biens et de services nécessaires pour la construction, l'exploitation et l'entretien du complexe. De manière à promouvoir la participation des entreprises inuit à l'exécution de ces contrats, Hydro-Québec les conçoit spécialement pour ces entreprises inuit, dans la mesure où cela est compatible avec des exigences raisonnables en matière de calendriers d'exécution, de coûts et de qualité.

Le présent article ne restreint nullement la portée des dispositions de l'alinéa 29.0.31 de la CBJNQ relativement à la priorité des autochtones quant aux contrats dans le Territoire, non plus qu'il n'y déroge.

## 8.4 Rôle du comité de mise en oeuvre

La convention définitive doit prévoir que le comité de mise en oeuvre dont il est question à l'article 4.6 est chargé de surveiller la mise en oeuvre des engagements énoncés dans le présent chapitre, en tenant compte notamment des éléments ci-dessous.

- 8.4.1 Hydro-Québec informe le comité de sa procédure générale d'octroi de contrats et le consulte à l'égard de changements qui peuvent avoir des incidences sur la mise en oeuvre du présent chapitre.
- 8.4.2 Hydro-Québec transmet au comité les renseignements qui seront précisés dans la convention définitive afin d'aider ce dernier à relever les domaines où des contrats pourraient être accordés à

P.1  
AL

des entreprises inuit conformément aux dispositions du présent chapitre.

8.4.3 Deux fois par année pendant la construction et une fois par année pendant l'exploitation, Hydro-Québec remet au comité une liste des appels d'offres qu'elle entend émettre à l'égard du complexe au cours des six (6) ou douze (12) mois suivants, selon le cas. Le comité examine cette liste afin d'établir si des entreprises inuit peuvent exécuter certains contrats; le cas échéant, Hydro-Québec procède à un appel d'offres à l'intention des entreprises inuit. La convention définitive doit aussi prévoir des mesures permettant aux entreprises inuit d'exécuter des contrats imprévus qui doivent être accordés afin de répondre à des besoins nouveaux ou urgents.

8.4.4 Le comité doit fournir des conseils sur les méthodes que les parties et d'autres organismes compétents peuvent appliquer afin d'aider les entreprises inuit à se familiariser avec la procédure d'octroi de contrats d'Hydro-Québec et de les inciter à présenter des soumissions.

8.4.5 Le comité doit promouvoir l'établissement de nouvelles entreprises inuit pour bénéficier de contrats relatifs au complexe lorsqu'aucune entreprise inuit existante n'est en mesure de le faire.

## 8.5 Promotion de la participation inuit aux contrats et à l'emploi

La convention définitive doit prévoir des mesures pour favoriser la participation des Inuit à l'exécution des contrats octroyés par Hydro-Québec et l'embauche de personnel inuit aux fins de la réalisation du complexe.

## 8.6 Étude de faisabilité

Pendant la négociation de la convention définitive, les parties s'engagent à étudier la possibilité et l'opportunité d'intégrer, aux contrats accordés par Hydro-Québec, des dispositions visant à favoriser la participation d'entreprises inuit à l'exécution des sous-contrats et l'embauche de personnel inuit pour les exécuter.

PA

AL

## 9. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

### 9.1 Constitution des Fonds

Les parties reconnaissent qu'il est approprié de prévoir des avantages à long terme pour les Inuit et les communautés inuit et elles conviennent que la convention définitive prévoit la constitution des Fonds suivants (ci-après appelés les « Fonds ») :

- 9.1.1 Fonds de développement socio-économique et communautaire inuit de Kuujjuarapik;
- 9.1.2 Fonds de développement socio-économique et communautaire inuit d'Umiujaq;
- 9.1.3 Fonds de développement socio-économique et communautaire inuit d'Inukjuak;
- 9.1.4 Fonds de développement socio-économique et communautaire inuit de Chisasibi;
- 9.1.5 Fonds de développement socio-économique inuit du Nunavik.

### 9.2 Gestion des Fonds

Les Fonds dont il est question à l'article 9.1 sont gérés de la manière décrite ci-après.

- 9.2.1 Il est prévu que les Fonds de développement socio-économique et communautaire dont il est question aux alinéas 9.1.1 à 9.1.4 soient utilisés par les Inuit affiliés à chacune des communautés qui y sont nommées et qui y résident, et à leur avantage. Par conséquent, chacun des Fonds est la propriété d'entités inuit déjà créées ou mises sur pied aux fins des présentes, et ils sont gérés et contrôlés par celles-ci. Ces entités sont précisées dans la convention définitive et désignées, dans chaque cas, par les Inuit affiliés à ces communautés et qui y résident d'une manière approuvée conjointement par les parties aux présentes.
- 9.2.2 Le Fonds de développement socio-économique inuit du Nunavik dont il est question à l'alinéa 9.1.5 est la propriété de Makivik, ou encore d'une entité inuit déjà créée ou mise sur pied aux fins des présentes, et il est géré et contrôlé par l'une ou l'autre. Cette entité est précisée dans la convention définitive et

37  
AL

désignée par Makivik d'une manière approuvée par Hydro-Québec.

- 9.2.3 Makivik, ou encore l'entité inuit désignée par Makivik et approuvée par Hydro-Québec de la manière précitée, doit utiliser ce Fonds pour le compte des Inuit et des communautés inuit du Territoire et à leur avantage, y compris les Inuit et les communautés inuit de Kuujjuarapik, Umiujaq, Inukjuak et Chisasibi.

### 9.3 Établissement de fiducies

Les parties aux présentes reconnaissent que les Fonds ou une partie des Fonds dont il est question à l'article 9.1 peuvent être utilisés plus efficacement par le biais de fiducies désignées d'après chacun de ceux-ci, par exemple la Fiducie de développement socio-économique inuit du Nunavik. Les parties aux présentes conviennent que Makivik et les communautés inuit qui désignent les entités inuit mentionnées à l'article 9.2 peuvent les établir ou les faire établir par acte de fiducie, à titre de fiducies pour recevoir les versements aux Fonds. Toute fiducie doit utiliser la somme qui y est versée à l'usage et à l'avantage de ses bénéficiaires, qui sont les communautés inuit et les Inuit visés par celle-ci.

Dans l'éventualité où Makivik ou les communautés inuit décident d'établir ou de faire établir ces fiducies, la convention définitive doit prévoir des dispositions qui exigent, entre autres, (i) la protection et l'accroissement des Fonds constituant l'actif de ces fiducies selon des pratiques de gestion valables et (ii) l'approbation de la modification de tout acte de fiducie particulier par les Inuit visés par le Fonds qui fait l'objet de la fiducie.

### 9.4 Versements

La convention définitive doit prévoir qu'Hydro-Québec verse l'ensemble des sommes ci-après aux entités inuit désignées et approuvées dont il est question ci-dessus, qui sont responsables de chacun des Fonds, d'après la répartition entre les Fonds énoncée à l'article 9.5 ci-dessous et selon les montants respectifs prévus dans un calendrier de versements qui doit figurer dans la convention définitive.

- 9.4.1 Hydro-Québec verse une somme de TRENTE MILLIONS DE DOLLARS (30 000 000 \$) (courants) au moment où son conseil d'administration décide, par résolution, de procéder à la construction du complexe; elle ne doit en aucun cas verser cette somme plus de trente (30) jours après cette date.

30,000,000 \$  
AL

- 9.4.2 Hydro-Québec fait sept (7) versements annuels égaux de TROIS MILLIONS DE DOLLARS (3 000 000 \$) (courants) totalisant VINGT ET UN MILLIONS DE DOLLARS (21 000 000 \$) (courants). Le versement initial est fait dès le début de tous travaux d'infrastructure liés à la construction du complexe mais ne doit en aucun cas être fait plus de trente (30) jours après cette date. Ce versement initial est suivi de six (6) versements annuels égaux, qui doivent chacun être faits le premier jour ouvrable de janvier, à compter du mois de janvier qui suit le début de tous travaux d'infrastructure liés à la construction du complexe.
- 9.4.3 Hydro-Québec fait quarante-deux (42) versements annuels. Le versement initial est de DOUZE MILLIONS VINGT MILLE CINQ CENTS DOLLARS (12 020 500 \$) (courants), exigible le premier jour ouvrable de janvier suivant le dernier versement aux termes de l'alinéa 9.4.2 ci-dessus; il est suivi de quarante et un (41) versements annuels faits le premier jour ouvrable de janvier et fondés sur le versement de l'année précédente, indexés annuellement conformément au taux d'indexation défini à l'alinéa 9.14.2.

## 9.5 Répartition des versements

Les versements prévus à l'article 9.4 doivent être répartis entre les quatre (4) Fonds de développement socio-économique et communautaire et le Fonds de développement socio-économique inuit du Nunavik créés aux termes de l'article 9.1, conformément au calendrier qui doit figurer dans la convention définitive. Il est toutefois entendu que la somme globale versée au Fonds de développement socio-économique et communautaire inuit de Kuujjuarapik, au Fonds de développement socio-économique et communautaire inuit d'Umiujaq, au Fonds de développement socio-économique et communautaire inuit d'Inukjuak et au Fonds de développement socio-économique et communautaire inuit de Chisasibi doit se situer entre trente pour cent (30 %) et cinquante pour cent (50 %) et que la somme versée au Fonds de développement socio-économique inuit du Nunavik doit se situer entre cinquante pour cent (50 %) et soixante-dix pour cent (70 %).

## 9.6 Autres Fonds

La convention définitive doit prévoir que l'entité inuit responsable du Fonds de développement socio-économique inuit du Nunavik peut, entre autres, établir un Fonds de développement culturel inuit ou un Fonds des utilisateurs inuit, ou les deux, aux fins respectivement décrites dans les annexes 9.6A et 9.6B des présentes. Dans cette éventualité, une part des sommes affectées et versées

au Fonds de développement socio-économique inuit du Nunavik pourrait être affectée et versée à ces Fonds selon les modalités qui doivent être convenues entre les parties et énoncées dans la convention définitive.

## 9.7 Objets et buts des Fonds

Les intentions des parties à l'égard des objets et des buts des Fonds établis à l'article 9.1 des présentes sont énoncées ci-après.

9.7.1 Il est prévu que les Fonds dont il est question à l'article 9.1 soient utilisés par les Inuit et les communautés inuit visés expressément à cet article, et à leur avantage. Chacune des entités inuit désignées et approuvées qui en a la propriété, les gère et les contrôle, doit utiliser les versements reçus d'Hydro-Québec et les investir, ainsi que tout revenu qui en découle, dans le but général de fournir des avantages économiques, sociaux et communautaires à court et à long terme aux Inuit et aux communautés inuit. Elle doit notamment les utiliser pour les projets, activités, programmes et autres fins permises qui doivent être établis pour chaque Fonds dans la convention définitive, d'après ceux énoncés à l'annexe 9.7.1 des présentes.

9.7.2 La convention définitive doit prévoir des dispositions à l'égard de la gestion interne des Fonds afin d'assurer (i) le contrôle requis des usages permis des Fonds, (ii) le maintien d'un équilibre entre les usages permis, (iii) le maintien d'un équilibre entre l'utilisation et l'investissement de l'actif des Fonds de manière que ces derniers soient dépensés et engagés en temps utile aux fins prévues, et (iv) la gestion de l'actif des Fonds de sorte qu'il ne soit pas accumulé d'une manière qui retarderait indûment la participation des Inuit et des communautés inuit aux avantages prévus à leur intention par suite de l'établissement des Fonds.

## 9.8 Registres

La convention définitive doit prévoir le droit, pour les parties aux présentes, d'examiner les états financiers, les registres, les portefeuilles de placements et les autres documents relatifs à tout Fonds, à tout moment raisonnable aux bureaux de l'entité inuit chargée de la gestion et du contrôle de ce Fonds.

La convention définitive doit prévoir la préparation, par chacune des entités inuit propriétaire des Fonds et chargée de leur gestion et de leur contrôle,

2017

AM

de rapports annuels qui présentent un sommaire de l'utilisation de l'actif du Fonds dont elle est responsable. Des exemplaires doivent être transmis aux parties à la présente entente de principe et doivent généralement être mis à la disposition des bénéficiaires inuit de ces Fonds de la manière énoncée dans la convention définitive.

La convention définitive doit prévoir la vérification annuelle externe des comptes et des opérations financières de chaque Fonds. Un exemplaire du rapport des vérificateurs doit être transmis aux parties à la présente entente de principe.

## 9.9 Conflits

La convention définitive doit prévoir que tout conflit entre Hydro-Québec et l'entité inuit responsable de tout Fonds, quant aux usages permis de ce Fonds, est assujéti au mécanisme de résolution des conflits énoncé au chapitre 11 et à l'annexe 11.1 des présentes, ainsi qu'au chapitre correspondant de la convention définitive. Si, après l'application de ce mécanisme, une dépense est jugée contrevenir aux dispositions applicables à l'utilisation d'un Fonds donné, soit du commun accord des parties intéressées, soit selon la décision définitive d'une personne ou d'un organisme compétent, Hydro-Québec peut, à son seul gré, déduire cette dépense du prochain versement prévu pour ce Fonds, à moins qu'un règlement relatif au remboursement de cette dépense ne soit intervenu entre les parties intéressées.

## 9.10 Suspension ou annulation de la construction du complexe

9.10.1 Dans l'éventualité où la construction du complexe serait suspendue pour des raisons raisonnablement indépendantes de la volonté d'Hydro-Québec après l'obtention de l'autorisation et le début de la construction, les versements annuels visés à l'article 9.4 qui doivent être faits après cette suspension sont suspendus si celle-ci dure, à toute date prévue pour un versement, depuis plus d'un (1) an. Dans ce cas, les versements suspendus sont entiercés pour le compte des bénéficiaires inuit prévus en conformité avec les modalités d'entiercement qui doivent figurer dans la convention définitive. Tout versement entiercé, ainsi que tout intérêt y afférent aux termes des modalités d'entiercement, doivent être remis aux bénéficiaires inuit intéressés dès la reprise de la construction du complexe, mais en aucun cas plus de trente (30) jours après cette date.

9.10.2 Dans l'éventualité où, après l'obtention de l'autorisation et le début de la construction, la construction du complexe serait

30  
M

annulée, soit simultanément avec la suspension précitée, soit à la suite de celle-ci, ou si cette suspension dure plus de cinq (5) ans, les parties doivent négocier de bonne foi pour déterminer la part des fonds entiers qui doit être versée aux Inuit eu égard aux répercussions du complexe à la date de la suspension ou de l'annulation, sous réserve du versement de la totalité de ces fonds entiers aux entités inuit initialement désignées pour les recevoir si l'annulation ou la suspension survient après la coupure de la Grande rivière de la Baleine à l'emplacement du réservoir-bief d'amont de GB 1.

9.10.3 Les autres dispositions de la convention définitive conservent leur plein effet pendant toute suspension, pourvu toutefois que les parties à la convention définitive négocient de bonne foi les modifications qui pourraient être nécessaires par suite de la suspension de la construction du complexe.

9.10.4 Les sommes visées à l'article 9.4 demeurent exigibles conformément aux dispositions des présentes, sans égard à toute circonstance qui entraînerait toute réduction, suspension ou interruption de l'exploitation du complexe après sa construction et sa mise en service.

#### 9.11 Autorisation partielle ou conditionnelle

Dans l'éventualité où le complexe ferait l'objet d'une autorisation partielle ou suspensive de sorte que la construction soit entreprise ou ne puisse être menée à terme qu'après la réalisation de conditions suspensives ou l'obtention d'autres autorisations, les versements prévus à l'article 9.4 sont reportés en partie de manière que la tranche effectivement versée corresponde au pourcentage que représentent les sommes dépensées ou engagées par Hydro-Québec pour la portion autorisée du complexe par rapport à son coût de construction total prévu (Partie 2, Tome 4, c. 9, par. 9.1.3, Rapport d'avant-projet), pourvu que ces versements paraissent à titre de comptes créditeurs reportés aux livres d'Hydro-Québec et soient remis aux entités inuit désignées pour les recevoir avec l'intérêt couru sur ceux-ci, composé annuellement, dès la réalisation des conditions suspensives précitées ou l'obtention d'une pleine autorisation qui permet à Hydro-Québec de procéder à la réalisation du complexe, mais en aucun cas plus de trente (30) jours après cette date.

#### 9.12 Modification importante

Dans l'éventualité où la conception du complexe serait modifiée conformément à l'autorisation qui s'y rapporte, avec, comme résultat, une

5,1  
AL



modification de plus de cinq pour cent (5 %) de la puissance installée (3 212 MW) ou de la productibilité annuelle moyenne (16,2 TWh) proposées (Partie 2, Tome 4, c. 1, par. 1.2, Rapport d'avant-projet), calculées de la même manière et fondées sur les mêmes critères que ceux utilisés par Hydro-Québec dans son rapport d'avant-projet pour établir cette puissance installée et cette productibilité annuelle du complexe, les parties conviennent de réviser les sommes prévues aux articles 6.7 et 9.4 des présentes afin de déterminer, le cas échéant, les ajustements adaptés aux circonstances, pourvu que tout ajustement soit au plus égal à la différence entre le pourcentage que représente cette modification et le seuil de cinq pour cent (5 %) précité.

### 9.13 Retards

Dans l'éventualité où, pour des raisons raisonnablement indépendantes de la volonté d'Hydro-Québec, le complexe ne serait pas autorisé d'ici le 31 décembre 1996 et que, par conséquent, tout versement visé par l'article 9.4 serait reporté à une année postérieure à celle qui est prévue par les parties dans le calendrier des versements de la convention définitive, le versement en question, sauf les quarante et un (41) versements dont il est question à l'alinéa 9.4.3, doit être ajusté proportionnellement pour tenir compte de l'inflation pour chaque année ou partie de celle-ci entre la date de versement prévue et celle du versement réel. Le taux d'indexation appliqué à cet ajustement correspond au taux d'inflation à long terme prévu de trois pour cent (3 %). Pour plus de clarté, aucun versement, sans égard au retard précité relatif à l'autorisation, fait conformément au calendrier des versements de la convention définitive, n'est ajusté pour tenir compte de l'inflation, sauf les quarante et un (41) versements dont il est question à l'alinéa 9.4.3, qui sont automatiquement ajustés selon le taux d'indexation (alinéa 9.14.2).

### 9.14 Facteurs de calcul

- 9.14.1 Les versements énoncés dans le présent chapitre sont exprimés en dollars courants et en utilisant, aux fins d'établir le versement initial prévu à l'alinéa 9.4.3, un taux d'actualisation nominal de neuf et demi pour cent (9,5 %) et un taux d'indexation à long terme annuel moyen prévu de 1,030, convenus entre les parties.
- 9.14.2 Aux fins de l'indexation des quarante et un (41) versements indexés dont il est question à l'alinéa 9.4.3 des présentes, le taux d'indexation, qui représente l'ajustement pour tenir compte de l'inflation, est fondé, au 30 septembre de chaque année, sur l'indice des prix à la consommation pour le Canada, indice d'ensemble, non désaisonnalisé (IPC), publié (présentement dans le catalogue n<sup>o</sup> 62-001) par Statistique Canada ou le

201  
AL

successeur de celle-ci, en utilisant l'indice annuel moyen obtenu en divisant par douze (12) le total des indices publiés pour chaque mois, d'octobre à septembre. Le quotient obtenu en divisant l'indice annuel moyen pour les douze (12) mois courants par l'indice annuel moyen des douze (12) mois précédents est le taux d'indexation (le « taux d'indexation »). L'indice annuel moyen est arrondi à la première décimale et le taux d'indexation, à la troisième. Dans l'éventualité d'une modification à la période de base officielle, les indices publiés seraient convertis en fonction de la base équivalente en vigueur en 1993 à l'aide du facteur obtenu auprès de Statistique Canada ou son successeur.

#### 9.15 Révision périodique

La convention définitive doit prévoir que, à compter d'une date anniversaire (qui doit y être précisée) du début des versements annuels à long terme dont il est question à l'alinéa 9.4.3 et périodiquement par la suite, les parties doivent examiner le calendrier des versements annuels à long terme pour déterminer l'opportunité de le modifier et de rajuster les versements compte tenu des circonstances qui prévalent à ce moment, pourvu que cet examen et l'ajustement qui en découle ne modifient d'aucune manière les calculs d'actualisation en dollars de 1993 établis aux fins des présentes à l'égard des versements visés par l'article 9.4.

#### 9.16 Modification des fins des Fonds

La convention définitive doit prévoir, à compter d'une date anniversaire (qui doit y être précisée) du début des versements annuels à long terme dont il est question à l'alinéa 9.4.3, la modification possible des usages et des fins établis pour chacun des Fonds dans la convention définitive, de manière à tenir compte des usages et des fins possibles d'un Fonds particulier qui n'auraient pas été prévus par les parties dans cette dernière mais qui seraient par ailleurs conformes aux usages et fins qui y sont énoncés.

### 10. MERCURE

#### 10.1 Mercure

Les parties conviennent d'établir, dans la convention définitive, les modalités qui s'appliquent à elles relativement aux répercussions du mercure associées au complexe. La convention définitive doit également prévoir que les modalités de cette dernière ne portent pas préjudice aux droits et aux recours

201  
M

des Inuit et de tout particulier inuit découlant de la présence de substances toxiques, y compris le mercure, en conséquence du complexe.

## 11. RÉSOLUTION DES CONFLITS

### 11.1 Résolution des conflits

La convention définitive doit inclure le mécanisme de résolution des conflits énoncé à l'annexe 11.1A pour la résolution de conflits qui peuvent survenir de temps à autre relativement à l'interprétation, à l'administration ou à la mise en oeuvre de la convention définitive.

## 12. MODIFICATION

### 12.1 Modification

La présente entente de principe ne peut être modifiée que par un protocole écrit signé par les parties. Toute modification à la présente entente est nulle et ne lie aucunement la partie qui n'y a pas consenti de la manière précitée.

## 13. ENTRÉE EN VIGUEUR

### 13.1 Entrée en vigueur

La présente entente de principe entre en vigueur à la date de sa signature par les parties.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente entente de principe aux endroits et aux dates indiqués ci-dessous.

5.11  
AL

## ANNEXE 5.1

### DESCRIPTION TECHNIQUE DU COMPLEXE

Aux fins de la présente entente de principe, le complexe est décrit ci-après.

1. Le complexe comprend trois (3) centrales, ainsi que leurs ouvrages connexes, le réseau de transport collecteur à 315 kV et l'infrastructure nécessaire à la construction et à l'exploitation, comme l'illustre de façon générale la planche 1 jointe à la présente.
2. Les trois centrales prévues, appelées « GB 1 », « GB 2 » et « GB 3 », auront une puissance installée totale de 3 212 MW.
3. La Grande rivière de la Baleine sera fermée par un barrage approximativement au km 80, créant le réservoir-bief d'amont de GB 1. Les eaux de la Grande rivière de la Baleine à cet endroit, ainsi que les eaux détournées de la Petite rivière de la Baleine, seront acheminées vers la centrale de GB 1 située dans la vallée Domanchin et se jetteront dans le détroit de Manitounuk. L'évacuateur de crues de GB 1 sera situé au barrage fermant la Grande rivière de la Baleine et se déversera dans le lit d'origine de celle-ci.
4. La centrale de GB 2 et l'évacuateur de crues de GB 2 seront situés le long du cours naturel de la Grande rivière de la Baleine approximativement au km 223 et au km 225 respectivement, et la centrale de GB 3 et l'évacuateur de crues de GB 3, approximativement au km 285 et 295 respectivement.
5. Le lac Bienville servira de réservoir principal du complexe grâce à l'installation d'une structure de contrôle, également utilisée comme évacuateur de crues, approximativement au km 370. Le niveau des eaux du réservoir Bienville ne sera pas haussé au delà de 399,0 m au-dessus du niveau moyen de la mer.
6. Un barrage situé approximativement au km 41 détournera les eaux de la Petite rivière de la Baleine, qui seront acheminées par un canal vers la rivière Boutin; celle-ci sera fermée par un barrage aproximativement au km 29. À partir de la rivière Boutin, les eaux seront ensuite acheminées vers la rivière Coats, qui se jette à son tour dans le réservoir-bief d'amont de GB 1. Le niveau maximal du bassin de dérivation formé par la Petite rivière de la Baleine, la Boutin et la Coats, qui sera fixé dans la convention définitive, ne doit pas dépasser 240 m au-dessus du niveau moyen de la mer.

30  
AL

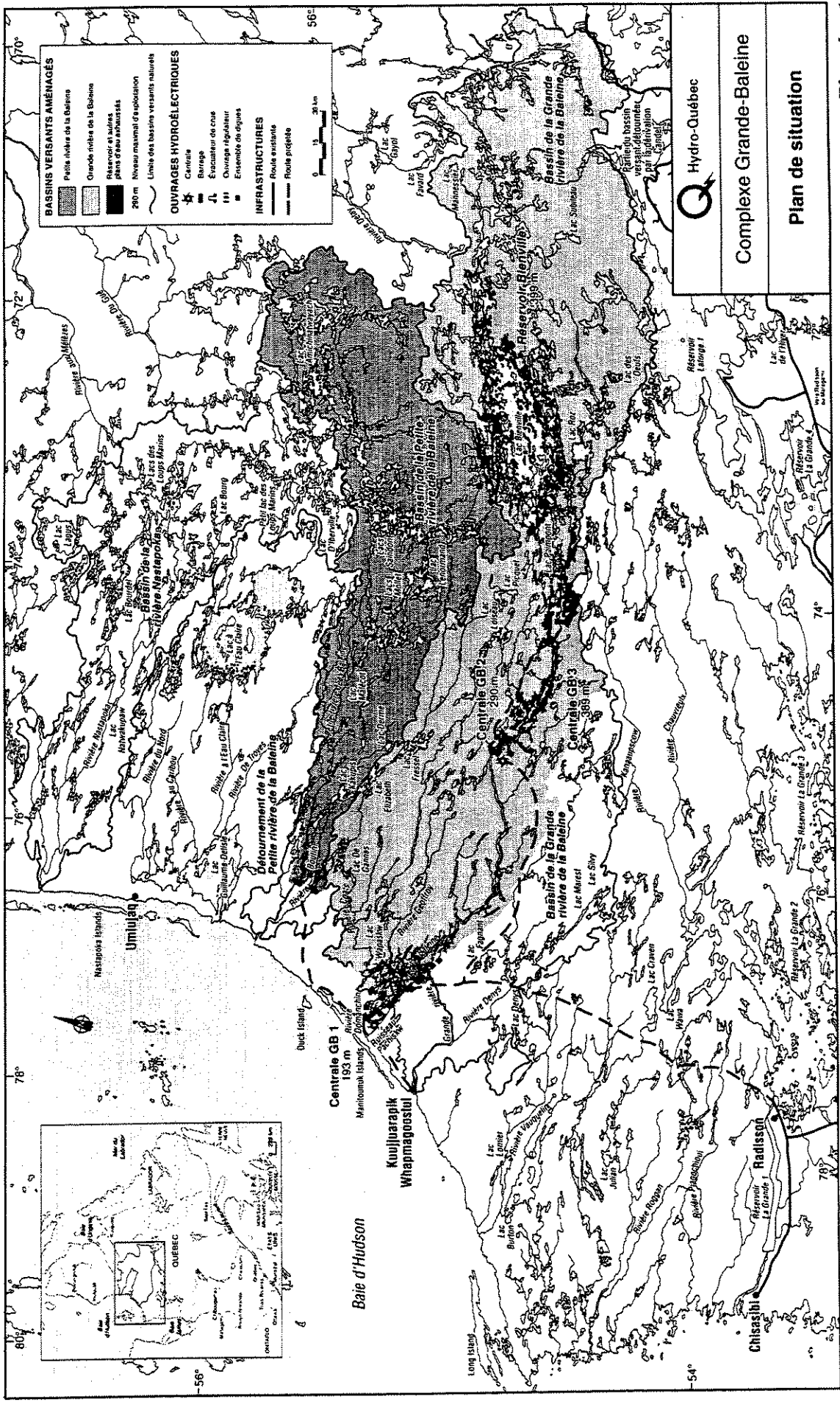
7. Un réseau collecteur, transportant l'électricité générée par le complexe au réseau de transport du complexe La Grande, se composera de quatre (4) lignes à 315 kV se terminant aux postes Radisson et Chissibi, situés à l'extrémité nord du réseau de transport de la Baie James et se rapportant au complexe La Grande, dont la configuration générale est la suivante :

- a) deux (2) lignes parallèles partant de la centrale de GB 1 pour atteindre le poste Radisson;
- b) une troisième ligne reliant les centrales de GB 2 et de GB 3;
- c) une quatrième ligne partant de GB 3 pour atteindre le poste Chissibi.

8. L'infrastructure de transport et de logement ainsi que les installations auxiliaires suivantes seront construites :

- a) la route de LG 2 à GB 1 d'environ 240 km;
- b) la route de Whapmagoostui/Kuujuarapik à GB 1 d'environ 40 km;
- c) la route jusqu'à Bienville, à partir du km 174 le long de l'axe nord-sud reliant LG 2 et GB 1, d'environ 295 km;
- d) l'aéroport de Kuujuarapik déplacé à l'emplacement D-1;
- e) l'aéroport permanent de GB 2 et GB 3;
- f) l'aéroport temporaire de Fagnant;
- g) environ six (6) campements de travailleurs établis aux chantiers de GB 1, de GB 2 et de GB 3 et au réservoir Bienville;
- h) d'autres campements plus petits à proximité des lieux où les travaux de détournement de la Petite rivière de la Baleine sont effectués;
- i) deux (2) villages familiaux temporaires situés respectivement près de GB 1 et de l'aéroport de GB 2 et GB 3; toutefois, si le programme de construction et de mise en service du complexe est modifié de manière à prévoir la construction des centrales de GB 2 et GB 3 ultérieurement à celle du réservoir Bienville, un village familial temporaire peut être construit près du campement de travailleurs de ce réservoir;
- j) des centrales diesel temporaires, à chacun des campements et villages;
- k) un aéroport près du point de détournement de la Petite rivière de la Baleine;
- l) la route entre GB 1 et le détournement de la Petite rivière de la Baleine, d'environ 87 km.

DPH  
AL



**BASSINS VERSANTS AMÉNAGÉS**

- Petite rivière de la Baie
- Grande rivière de la Baie
- Plaque et bassins plans d'eau aménagés
- 200 m Niveau maximal d'exploitation
- Limite des bassins versants naturels

**OUVRAGES HYDROÉLECTRIQUES**

- Centrale
- Barrage
- Évacuateur de crue
- Ouvrage régulateur
- Ensemble de ouvrages

**INFRASTRUCTURES**

- Route existante
- Route proposée

**Hydro-Québec**

**Complexe Grande-Baie**

**Plan de situation**

Planche 1

DL

## ANNEXE 6.5.1

### GRILLE DES TRAVAUX ET DES ACTIVITÉS

#### TRAVAUX DE MITIRTUUQ

TRAVAUX D'HYDRO-QUÉBEC	Travaux généraux	Travaux particuliers
<ul style="list-style-type: none"><li>• restauration des zones d'emprunt et espaces utilisés pour aménagement des infrastructures temporaires</li><li>• installation de nichoirs pour rapaces sur les pylônes</li><li>• relocalisation d'un nid d'aigle royal</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• restauration : platières argilo-silteuses des tronçons de rivières à débit réduit</li><li>• déboisement en bordure du détournement de la rivière Coats</li><li>• aménagement de frayères</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• aménagement de pistes de motoneige supplémentaires</li><li>• aménagement d'étangs de chasse de la sauvagine</li><li>• gestion de la sauvagine et aménagement d'étangs et de corridors pour les oies</li><li>• nids pour eiders</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• aménagement de tourbières pour eaux usées</li><li>• aménagement d'habitats pour sauvagine dans le Québec méridional</li><li>• déflecteurs pour accentuer ou créer zones d'eau vive</li><li>• récupération des débris ligneux dans la mesure nécessaire pour l'exploitation</li><li>• cartographie des réservoirs et autres modifications hydrographiques</li><li>• aménagement de rampes d'accès dans la mesure requise pour la construction et l'exploitation</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• ensemencement de poissons</li><li>• coupes de rajeunissement</li><li>• deux (2) seuils dans tronçons des rivières à débit réduit</li><li>• récupération supplémentaire de débris ligneux</li><li>• aménagement de rampes d'accès supplémentaires</li><li>• aménagement de zones de pêche dans les réservoirs</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• gestion des mammifères marins</li><li>• abris d'urgence</li><li>• aménagement d'aires d'accostage</li><li>• construction et entretien de routes et pistes d'accès</li><li>• aménagement d'aires de stationnement</li></ul>

30  
M

## TRAVAUX DE MITIRTUUQ

### TRAVAUX D'HYDRO-QUÉBEC

#### Travaux généraux

#### Travaux particuliers

- études et suivi selon l'annexe 6.5.3
  - mesures de correction selon l'annexe 6.14
- aménagement de zones de pêche de rechange
  - restauration des berges
  - déboisement : bois et débris
  - amélioration des frayères et des ruisseaux
  - production de plants
  - mini-digues
  - piscicultures et aleviniers
  - mécanismes d'adaptation sociale
  - amélioration des berges
  - aménagement d'aires d'accostage
  - construction et entretien de routes et pistes d'accès
  - aménagement d'aires de stationnement
  - amélioration des chenaux
  - aides à la navigation
  - phares et indicateurs
  - système d'information pour la communauté
  - cartographie des conditions de la glace
- fourniture de matériel de sécurité
  - études et suivi : habitudes de récolte des Inuit
  - études et suivi : accès aux aires d'exploitation
  - études et suivi : amélioration des habitats
  - études et suivi : changements du milieu social
  - études et suivi : déséquilibre de l'écosystème
  - études et suivi du milieu social
  - campements et installations pour l'exploitation
  - aide aux utilisateurs inuit de Kuujjuarapik, Umiujaq, Inukjuak et Chisasibi, harmonisée avec le Fonds des utilisateurs inuit, si celui-ci est établi conformément à l'article 9.6 de l'entente de principe

301  
M



### ANNEXE 6.5.3

## LISTE REPRÉSENTATIVE DES ÉTUDES ET DES ACTIVITÉS D'HYDRO-QUÉBEC

Les Inuit ont participé ou encore pourraient participer, entre autres, aux études et aux activités ci-dessous entreprises par Hydro-Québec à l'intérieur de la zone d'étude pour le complexe, telle qu'elle est décrite dans le rapport d'avant-projet d'Hydro-Québec, ou qui pourraient être entreprises dans cette zone ou aux endroits précisés ci-dessous si Hydro-Québec procède à la construction du complexe. Hydro-Québec a assumé les frais associés aux études et aux activités décrites ci-dessous, y compris ceux relatifs à la participation des Inuit à ces études et activités lorsque celle-ci en fait partie intégrante et lorsque celle-ci a été sollicitée par Hydro-Québec, ou encore lorsque Hydro-Québec a retenu les services des Inuit à l'égard de ces études et activités selon des modalités acceptées par ces derniers, et elle continuera de le faire. Par ailleurs, lorsque le degré de participation est supérieur à celui demandé par Hydro-Québec, ou lorsque les Inuit participent à ces études et activités de leur propre chef, Mitirtuuq en assume les frais.

#### 1. Études

Avant la mise en service du complexe, études sur les sujets suivants :

- a) les phoques annelés, les phoques barbus et les phoques à selle dans le détroit de Manitounuk;
- b) la répartition des bélugas dans les estuaires de la Grande rivière de la Baleine, la Petite rivière de la Baleine et la Nastapoka;
- c) le benthos;
- d) les sédiments dans le détroit de Manitounuk;
- e) les lagopèdes et leurs zones de nidification et d'alimentation;
- f) l'habitat et les zones de frai du corégone et de la truite mouchetée à la Petite rivière de la Baleine et à la Grande rivière de la Baleine;
- g) les caribous, leurs trajets migratoires et les pressions exercées par les chasseurs;

P.A.  
DL

- h) la nidification, l'alimentation et les trajets migratoires des oies et les pressions exercées par les chasseurs.

Il est reconnu qu'Hydro-Québec pourrait, de temps à autre, participer à des études sur les espèces dont il est question aux alinéas g) et h) ou encore sur d'autres espèces, et dont la gestion peut revenir à un ou à plusieurs organismes gouvernementaux. Hydro-Québec fournira à Makivik tous les renseignements pertinents qu'elle possède à l'égard de ces études.

## 2. Activités de recherche et de suivi

Après la mise en service du complexe, des études et des activités de surveillance et de suivi seront entreprises sur les éléments suivants :

- a) l'érosion et la sédimentation à l'embouchure de la Grande rivière de la Baleine après la coupure afin de déceler l'érosion induite des falaises situées au sud de Kuujjuarapik ou la sédimentation induite pouvant perturber la navigation;
- b) les habitudes de récolte des phoques annelés et des phoques à selle dans le détroit de Manitousuk pendant au moins cinq (5) ans après la mise en service afin de suivre l'évolution de la population de phoques dans le détroit de Manitousuk;
- c) les bélugas dans les estuaires de la Petite rivière de la Baleine et de la Grande rivière de la Baleine pendant au moins cinq (5) ans après la mise en service de GB 1 afin de noter les changements de leurs habitudes de fréquentation de ces estuaires;
- d) la teneur en mercure des poissons et des mammifères marins dans les réservoirs projetés et dans le détroit de Manitousuk;
- e) la teneur en mercure de la sauvagine, y compris les eiders et les huards, dans les réservoirs projetés et dans le détroit de Manitousuk;
- f) les zones de nidification et d'alimentation de la sauvagine à l'intérieur de la zone d'étude pour le complexe;
- g) les zones de frai du corégone à la Petite rivière de la Baleine et à la Grande rivière de la Baleine;

P.A.  
DL

- h) les répercussions des eaux provenant du canal de fuite de GB 1 sur les courants et l'agitation de l'eau dans le détroit de Manitounuk;
- i) l'habitat, l'alimentation et les trajets migratoires des caribous et des oies à l'intérieur de la zone d'étude pour le complexe;
- j) le benthos dans le détroit de Manitounuk pendant au moins cinq (5) ans après la mise en service;
- k) les répercussions de l'opération de l'évacuateur de crues à la coupure de la Grande rivière de la Baleine.

### 3. Activités de suivi sur le milieu social

- a) utilisation du territoire : axes de circulation, lieux de campement, techniques de chasse et pêche;
- b) alimentation;
- c) retombées économiques et leurs effets sur l'organisation sociale et le mode de vie;
- d) évolution des perceptions des Inuit sur le projet et ses répercussions.

Q.P.  
DL

## ANNEXE 6.14

### MESURES DE CORRECTION PARTICULIÈRES D'HYDRO-QUÉBEC

1. Hydro-Québec doit construire un nouvel aéroport et les ouvrages connexes à l'emplacement D-1, situé à environ 10 kilomètres au nord de Kuujjuarapik, tel qu'il est indiqué sur la planche 2 jointe à la présente, sous réserve des conditions suivantes :

- a) l'obtention par Hydro-Québec des autorisations gouvernementales applicables à la construction du complexe et sa décision d'y procéder;
- b) la désignation, à titre de terres de catégorie III, des terres où l'aéroport et les ouvrages connexes seront situés et la prise en compte de cette désignation pour la sélection éventuelle de terres de catégorie I.

Les parties doivent faire tout leur possible pour que l'aéroport existant de Kuujjuarapik soit désaffecté et son emplacement restauré. Les caractéristiques du nouvel aéroport à l'emplacement D-1, qui doivent être énoncées en détail dans la convention définitive, comprennent une piste de 1 500 mètres, une tour de contrôle, un aérogare, un hangar et des installations d'entreposage et de réparation, ainsi que du matériel de navigation et d'atterrissage. L'objectif convenu entre les parties est que les Inuit participent à la planification, à la construction et à l'exploitation du nouvel aéroport.

2. Les parties reconnaissent que des problèmes de salinité résultent à l'occasion de l'emplacement actuel de la prise d'eau de Kuujjuarapik. Dans le contexte des discussions relatives à son déplacement possible et de l'élaboration d'une solution temporaire, Hydro-Québec s'engage à collaborer avec les ministères et organismes gouvernementaux compétents afin d'assurer une source viable d'alimentation en eau et à devancer au besoin les investissements afin que cette solution temporaire puisse être intégrée à la solution permanente, sous réserve de l'entrée en vigueur de la convention définitive.

3. Si le détournement proposé de la Petite rivière de la Baleine est autorisé, les parties doivent faire en sorte que Mitirtuuq ou l'organisme désigné par cette dernière procède, au cours de la saison de construction suivant l'achèvement de la route de LG 2 à GB 1, à l'amélioration et à l'achèvement de la route actuelle s'étendant d'Umiujaq jusqu'au lac Guillaume-Delisle (longueur approximative de 8 km lorsqu'elle sera terminée), dont un tracé préliminaire figure sur la planche 3 jointe à la présente. À cet égard, Hydro-Québec verse au plus la somme de sept cent mille dollars (700 000 \$) (dollars constants de 1993, indexés jusqu'à ce que la construction débute, conformément au taux d'inflation à long terme prévu dont il est question à l'alinéa 9.14.1 des présentes). La municipalité d'Umiujaq est responsable de l'obtention de tout permis nécessaire.

P.A.  
M

4. Si le détournement proposé de la Petite rivière de la Baleine est autorisé, Hydro-Québec doit construire une route carrossable toute l'année, y compris l'aménagement d'un service de traversier, s'étendant du km 46 environ sur la route entre GB 1 et le détournement de la Petite rivière de la Baleine jusqu'à Umiujaq (la « route d'Umiujaq ») (longueur approximative de 100 km), dont un tracé préliminaire figure sur la planche 4 jointe à la présente. La construction doit débuter au cours de la saison de construction suivant l'achèvement du détournement de la Petite rivière de la Baleine; il est prévu qu'elle s'échelonne sur deux saisons de construction.

Pour le financement de la construction précitée, qu'Hydro-Québec doit achever, le budget de cette dernière prévoit actuellement la dépense d'une somme maximale de quinze millions de dollars (15 000 000 \$, prenant le 1<sup>er</sup> septembre 1993 comme date de référence). Hydro-Québec peut à son gré négocier l'exécution de l'engagement précité par Mitirtuuq, selon les modalités dont l'une et l'autre doivent convenir mutuellement de bonne foi. Une fois que la route d'Umiujaq aura été construite, soit par Hydro-Québec, soit par Mitirtuuq, Hydro-Québec devra s'assurer qu'elle est exploitée et entretenue conformément aux normes d'Hydro-Québec applicables à l'exploitation et à l'entretien de routes similaires dans le Territoire et en tenant compte des particularités de la route d'Umiujaq.

Avant la signature de la convention définitive, l'une ou l'autre des parties peut demander à l'autre de remplacer les engagements précités contenus dans le présent paragraphe 4. Toutefois, si Makivik, de son propre chef ou à la demande d'Hydro-Québec, décide de renoncer à l'exécution des engagements précités, les parties doivent, en date de la convention définitive, convenir d'engagements de rechange, financiers ou autres. Pour établir les modalités de ces engagements de rechange, les parties doivent tenir compte de toute circonstance pertinente, pourvu que leur valeur soit fondée sur l'engagement financier précité d'Hydro-Québec, y compris les coûts capitalisés évités associés à l'exploitation et à l'entretien de la route d'Umiujaq, et que les parties envisagent l'acquittement des engagements de rechange au cours d'un délai ne dépassant pas celui prévu ci-dessus pour la construction de la route d'Umiujaq.

5. Le complexe créera un nouveau régime des glaces dans les biefs d'amont et les réservoirs aménagés en conséquence; il entraînera notamment des déversements dans le détroit de Manitounuk provenant de la centrale de GB 1, qui modifieront les caractéristiques hydrauliques et le régime des glaces de celui-ci. Il en résultera dans chaque cas des modifications ou des modifications éventuelles des habitudes de déplacement en hiver. Hydro-Québec s'engage, avec la collaboration de Makivik,

- a) à surveiller les répercussions du complexe sur les conditions de la glace, en particulier sur l'utilisation par les Inuit de certaines zones dans la région du détroit de Manitounuk et dans les biefs d'amont, les réservoirs et les détournements du complexe;

3.1)  
M

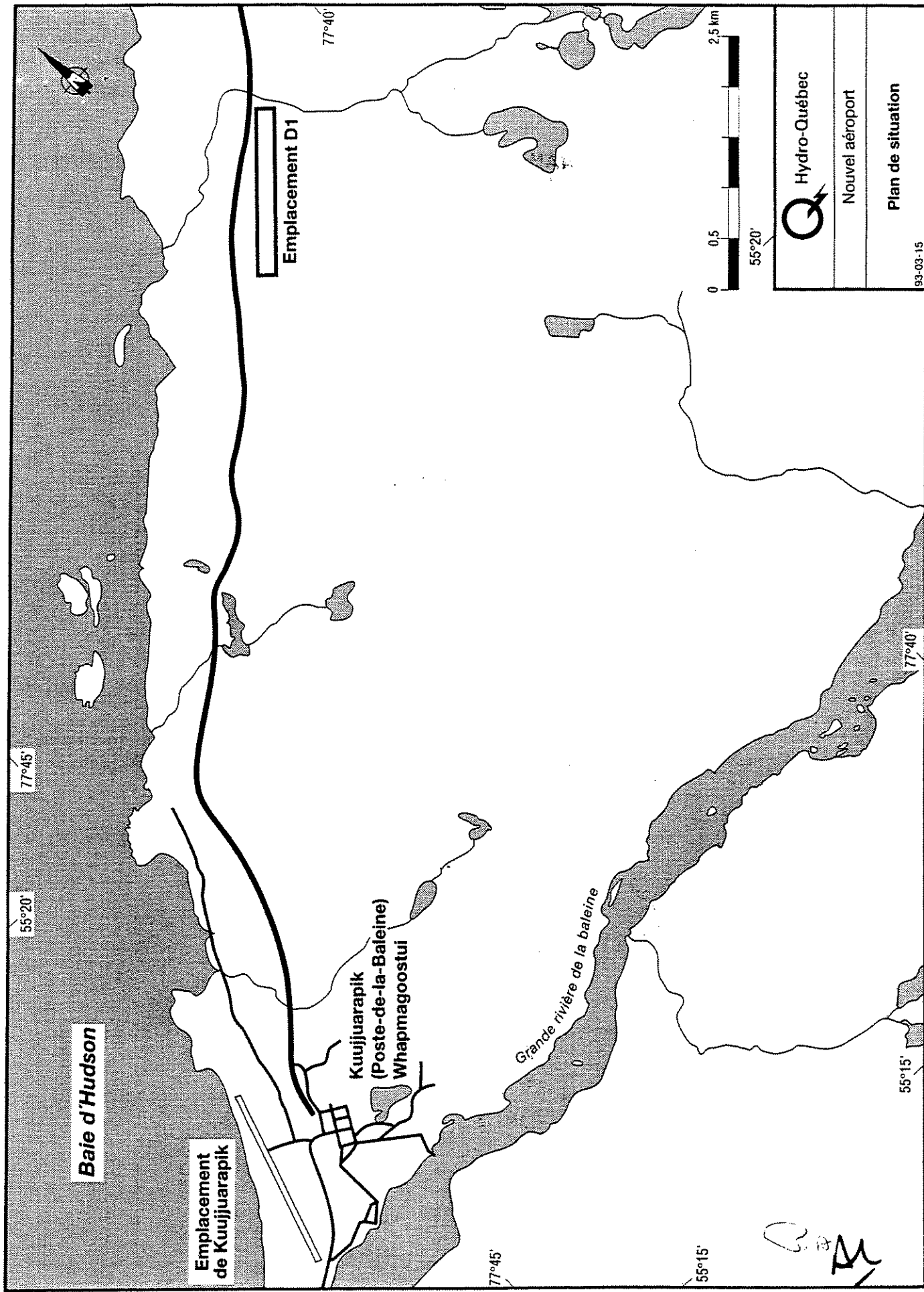
- b) à évaluer en particulier les répercussions de ces conditions de la glace dans le détroit de Manitousuk et dans ces biefs d'amont, réservoirs et détournements;
- c) à déterminer, en temps opportun, les endroits qui présentent un certain degré de sécurité ou de danger dans ces zones utilisées par les Inuit;
- d) à circonscrire, au cours de cette surveillance, l'information pertinente quant à ces zones utilisées par les Inuit et à mettre au point un programme pour la communiquer aux populations locales touchées;
- e) à fournir et à mettre en oeuvre les moyens de contourner ces zones ou d'y accéder.

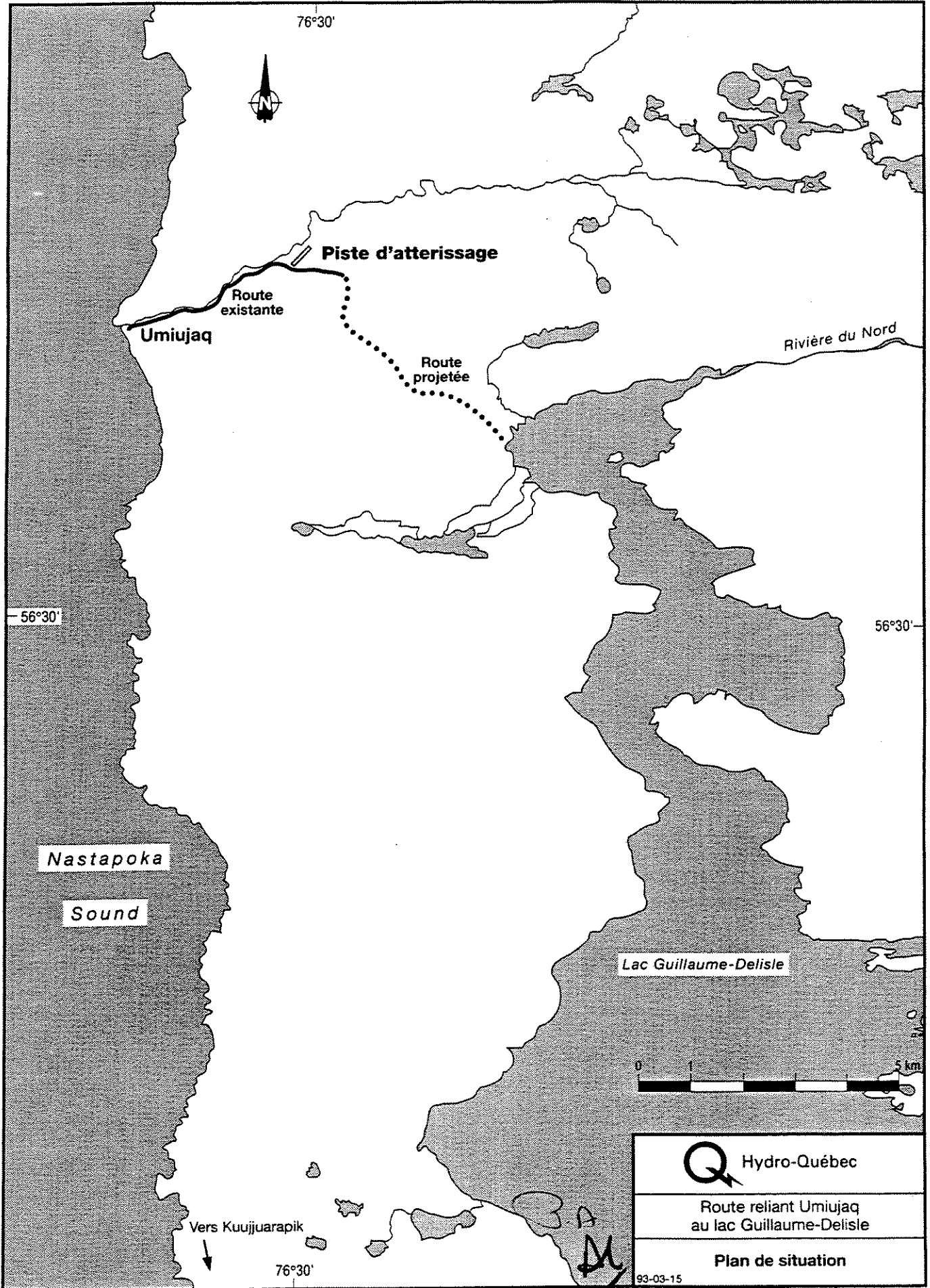
L'envergure et les détails de ces études et de ces activités de surveillance, du programme d'information et de ces moyens de contourner les zones ou d'y accéder doivent être énoncés dans la convention définitive et doivent figurer parmi les responsabilités particulières du comité de mise en oeuvre.

6. Pour ce qui concerne le détournement proposé de la Grande rivière de la Baleine, Hydro-Québec doit, en consultation avec Makivik et la Corporation de village nordique de Kuujjuarapik, planifier et mettre en oeuvre les mesures nécessaires au maintien d'un accès sûr au lieu actuel d'accostage des bateaux à Kuujjuarapik, situé à environ 1 kilomètre en amont de l'embouchure de la Grande rivière de la Baleine, y compris un tirant d'eau, une protection contre les vagues et un dégagement aux fins de la navigation qui équivalent au moins à ceux qui existent actuellement, ou encore prévoir un autre lieu mutuellement acceptable.

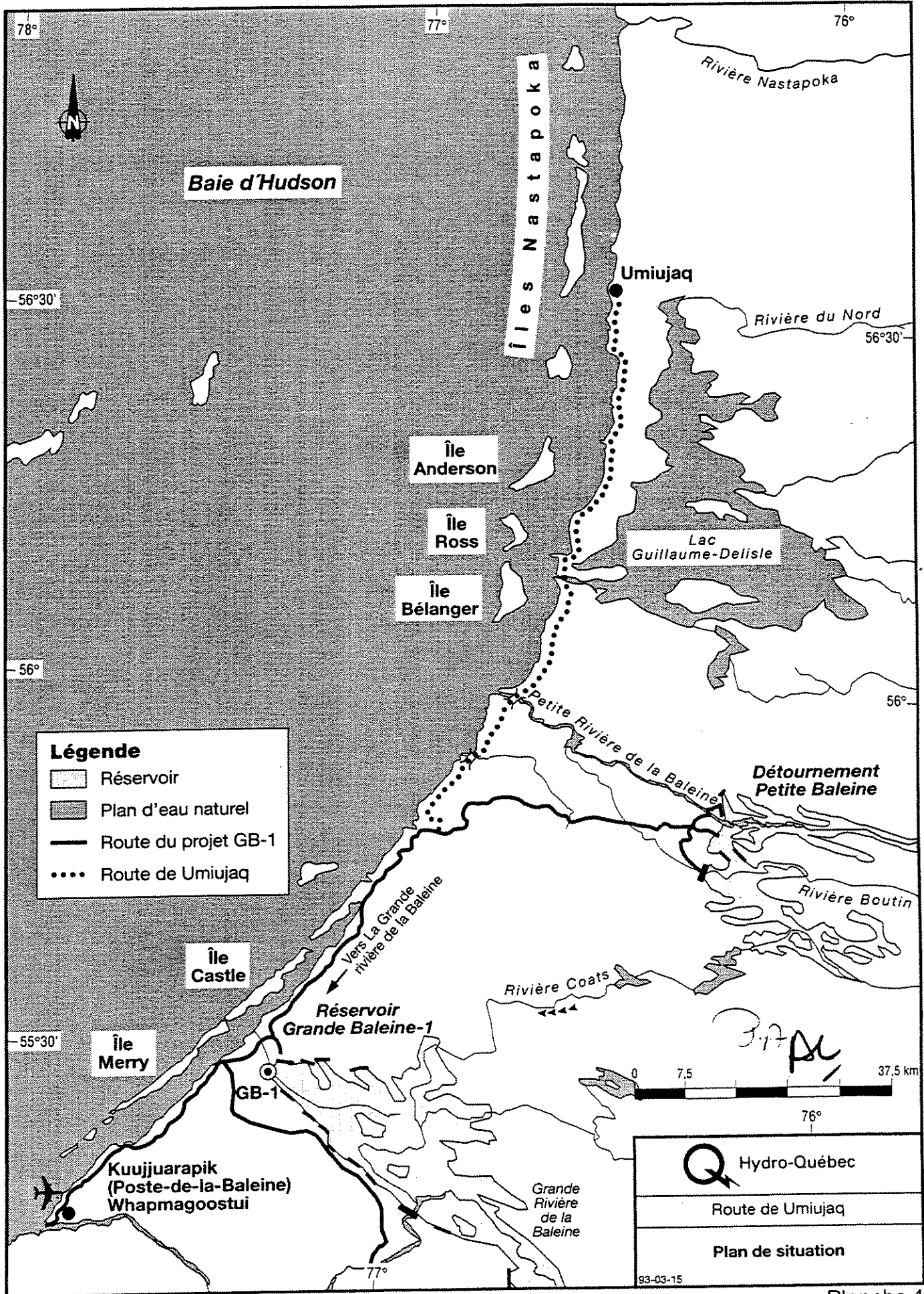
7. Si Hydro-Québec y est autorisée aux termes de l'autorisation relative au complexe, elle doit paver la route entre GB 1 et Kuujjuarapik. Hydro-Québec s'engage à informer Makivik et la Corporation de village nordique de Kuujjuarapik suffisamment à l'avance de la date prévue pour le début des travaux de pavage, de manière que celles-ci puissent réaliser, dans la mesure possible, des économies associées à la présence du matériel dans la région.

PA  
AL









**Légende**

- Réservoir
- Plan d'eau naturel
- Route du projet GB-1
- Route de Umiujaq

**Q Hydro-Québec**

---

**Route de Umiujaq**

---

**Plan de situation**

**ENTENTE DE PRINCIPE KUUJJUARAPIK (1993)**  
**ANNEXE 9.6A**

**UTILISATION DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL INUIT**  
**(ARTICLE 9.6, EP)**

Dans l'éventualité où le Fonds de développement culturel inuit visé par l'article 9.6 des présentes est établi, son actif peut être utilisé aux fins énoncées ci-après.

Protéger, préserver, promouvoir et mettre en valeur tous les aspects et les éléments de la culture et de l'héritage inuit par l'appui à des organismes et des groupes inuit préoccupés par ces questions, notamment l'Assemblée des aînés inuit et l'Institut culturel Avataq dans leurs activités, programmes, politiques et projets, y compris, sans toutefois s'y restreindre :

- a) l'établissement de programmes relatifs au Centre de documentation inuit, à la Division d'archéologie inuit, aux musées de villages inuit, aux centres de communication de la culture, à la promotion et la mise en valeur de l'inuktituut, au Centre culturel et laboratoire inuit, ou l'appui à ces programmes;
- b) la publication et la communication d'information sur la culture et l'héritage inuit par le biais de revues ou d'autres médias;
- c) l'établissement de programmes, ou l'appui à ceux-ci, dans les domaines suivants :
  - . médecine traditionnelle inuit,
  - . toponymie inuit (NUNATOP),
  - . noms de famille inuit,
  - . généalogie inuit,
  - . droit coutumier inuit,
  - . dictionnaire inuit,
  - . arts d'interprétation et littérature inuit,
  - . ethnographie inuit et recherche,
  - . études du langage inuit,
  - . collection d'oeuvres d'art du Nunavik;
- d) la formation et l'emploi permanent d'Inuit dans les domaines de la culture et de l'héritage.

P. 17  
AL

**ENTENTE DE PRINCIPE KUUJJUARAPIK (1993)  
ANNEXE 9.6B**

**UTILISATION DU FONDS DES UTILISATEURS INUIT  
(ARTICLE 9.6, EP)**

Dans l'éventualité où le Fonds des utilisateurs inuit visé à l'article 9.6 des présentes est établi, ses objets, ses buts et ses utilisations sont énoncés ci-après.

L'objet du Fonds est de verser un revenu de base aux utilisateurs inuit dont l'admissibilité doit être établie selon des critères justes et objectifs et dont l'exploitation constitue l'occupation ou l'activité principale, dans le cadre d'un programme et d'une stratégie d'ensemble axés sur la mise en valeur et l'exploitation rationnelles des ressources fauniques renouvelables.

Le Fonds est établi selon des critères visant la désignation annuelle des utilisateurs inuit admissibles par les communautés inuit; l'expérience, la motivation et les compétences accorderont priorité.

L'un des buts principaux du Fonds est de fournir l'aide financière qui permettra la poursuite des activités d'exploitation par les utilisateurs inuit, la promotion de la distribution et du commerce intercommunautaire des produits et sous-produits d'exploitation, de même que la promotion des activités d'exploitation aux fins communautaires.

Les critères établis pour l'admissibilité aux prestations du Fonds doivent tenir compte des conditions particulières applicables aux communautés inuit de Kuujjuarapik, Umiujaq, Inukjuak et Chisasibi par suite de la construction et de l'exploitation du complexe.

P.A.  
A

**ENTENTE DE PRINCIPE KUUJJUARAPIK (1993)**  
**ANNEXE 9.7.1**

**UTILISATION DES FONDS DE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE  
ET COMMUNAUTAIRE INUIT (ALINÉAS 9.1.1 - 9.1.4, EP) ET DU  
FONDS DE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE INUIT DU  
NUNAVIK  
(ALINÉA 9.1.5, EP)**

L'actif des Fonds de développement socio-économique et communautaire inuit établis pour les communautés inuit de Kuujjuarapik, Umiujaq, Inukjuak et Chisasibi et l'actif du Fonds de développement socio-économique inuit du Nunavik établi pour les communautés inuit dans le Territoire peuvent être utilisés par les entités inuit responsables de chacun d'eux aux fins énoncées ci-après :

1. la promotion du développement socio-économique local et régional et la contribution à celui-ci, selon les besoins des communautés inuit et des particuliers inuit, ainsi que l'octroi d'aide financière par le biais de divers programmes et versements à des particuliers, à des entreprises et à des organismes inuit, à l'échelle locale ou régionale, selon le cas;
2. l'aide aux diverses communautés inuit pour y assurer et améliorer la qualité de vie, y compris, sans toutefois s'y restreindre, l'aménagement et l'amélioration d'installations liées aux fins récréatives et culturelles ou économiques et commerciales, ainsi que la fourniture de services, versements et subventions et l'établissement de projets afférents à ces fins;
3. la promotion du maintien de la viabilité des communautés inuit existantes dans le Territoire par le biais de l'aménagement, l'amélioration et l'établissement de programmes, d'installations et de services sociaux, culturels et civiques, ainsi que l'appui à ceux-ci.

37  
AL

## ANNEXE 11.1A

### RÉSOLUTION DES CONFLITS

1. Les parties doivent tenter de résoudre à l'amiable, par la négociation, tout conflit qui peut survenir entre elles relativement à la convention définitive. Si elles ne peuvent y parvenir, elles conviennent d'avoir recours au mécanisme de résolution des conflits décrit ci-dessous (également présenté à l'annexe 11.1B) avant d'exercer les autres recours qui leur sont offerts.

2. La partie lésée doit aviser l'autre partie par écrit de l'existence du conflit; celui-ci doit être soumis au comité de mise en oeuvre pour règlement.

La convention définitive devrait prévoir, outre les rencontres régulières du comité de mise en oeuvre, des rencontres spéciales, dans une mesure raisonnable, pour résoudre les conflits.

3. Si le comité de mise en oeuvre ne résout pas le conflit à la satisfaction des parties dans les trente (30) jours ou dans un délai plus long dont il est mutuellement convenu, le conflit est soumis par écrit au président et chef de l'exploitation d'Hydro-Québec et au président de Makivik (les « présidents »), qui doivent le résoudre dans les quarante-cinq (45) jours suivant la date de la soumission écrite.

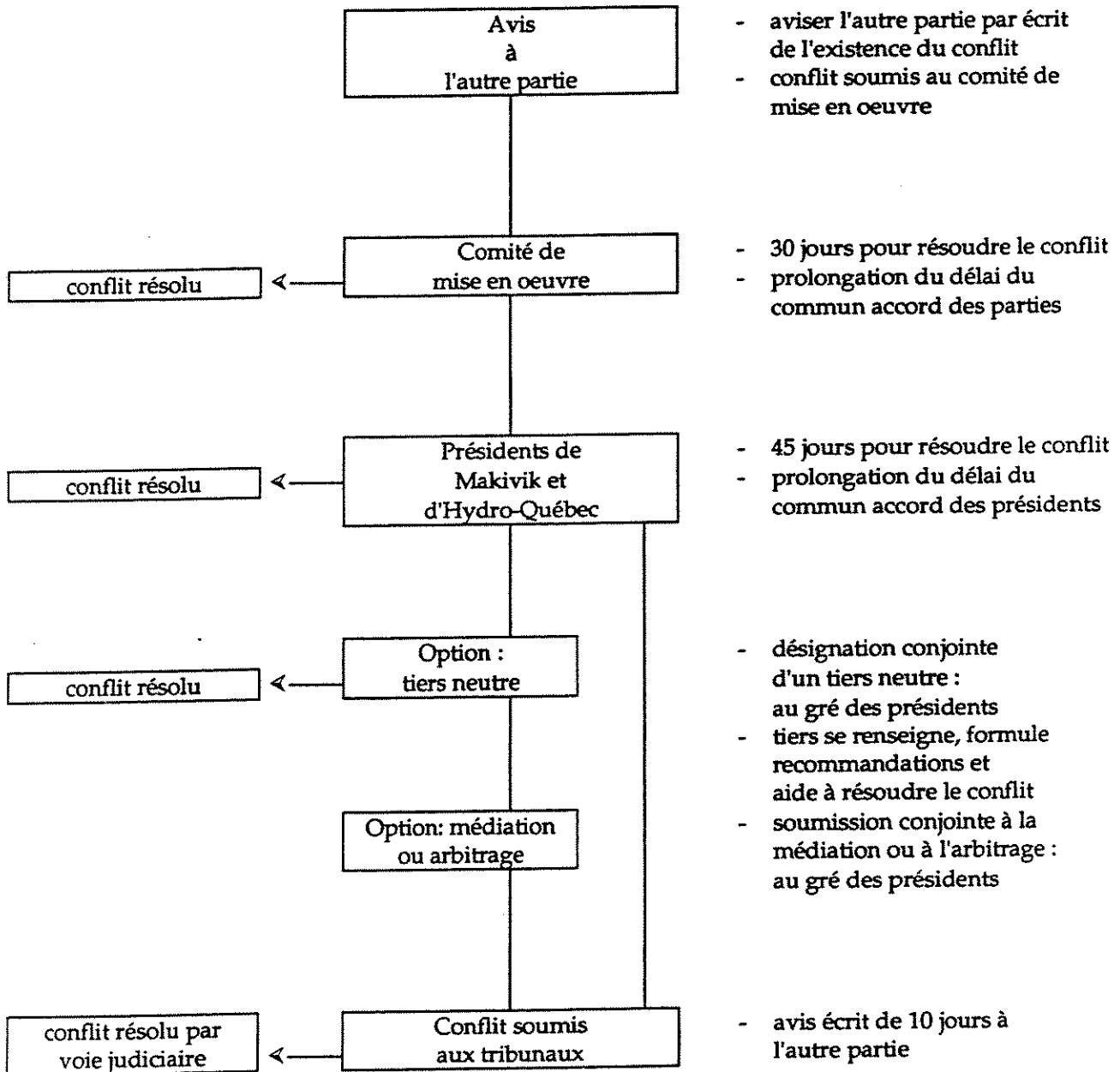
4. Les présidents, à leur gré et selon les modalités qu'ils jugent propices, peuvent soit désigner conjointement un tiers neutre chargé de se renseigner et de formuler des recommandations pour les aider à résoudre le conflit, soit soumettre conjointement le conflit à un processus formel de médiation ou d'arbitrage.

5. Si les présidents ne résolvent pas le conflit à la satisfaction des parties dans les quarante-cinq (45) jours qui leur sont alloués à cette fin, ou dans un délai plus long dont il est mutuellement convenu, l'une ou l'autre partie peut intenter des procédures judiciaires sur préavis écrit de dix (10) jours à l'autre partie.



## ANNEXE 11.1B

### SCHÉMA DU MÉCANISME DE RÉOLUTION DES CONFLITS



*Handwritten signature or initials*

---

**ENTENTE DE PRINCIPE KUUJJUARAPIK (1993)  
SUR LE  
COMPLEXE GRANDE-BALEINE**

**KUUJJUARAPIK AGREEMENT-IN-PRINCIPLE (1993)  
RESPECTING THE  
GREAT WHALE COMPLEX**

---

*Handwritten initials: P. 11 AY*

**KUUJJUARAPIK AGREEMENT-IN-PRINCIPLE (1993)  
RESPECTING THE  
GREAT WHALE COMPLEX**

**TABLE OF CONTENTS**

	<b>PAGE</b>
PREAMBLE.....	1
<b>1. OBJECTS OF AGREEMENTS.....</b>	<b>3</b>
1.1 Objects of Agreement-in-Principle.....	3
1.2 Objects of Final Agreement.....	3
<b>2. FINAL AGREEMENT.....</b>	<b>4</b>
2.1 Negotiation and Execution of Final Agreement.....	4
2.2 Coming into Force of Final Agreement.....	4
<b>3. NEGOTIATIONS.....</b>	<b>5</b>
3.1 Framework of Negotiations.....	5
3.2 Documentation Regarding Various Aspects of the Complex.....	5
3.3 Termination of Memorandum of Understanding.....	5
<b>4. GENERAL.....</b>	<b>5</b>
4.1 Preamble Forming Part of Agreement-in-Principle.....	5
4.2 Acknowledgement of Conformity of Complex with James Bay and Northern Québec Agreement.....	6
4.3 Non-Derogation from Rights of Parties under James Bay and Northern Québec Agreement.....	6
4.4 No Effect on Inuit Rights or Entitlement to Provincial and Federal Programs.....	6
4.5 Suspension of Legal Proceedings.....	6
4.6 Implementation Committee.....	7
4.7 Liaison Committees.....	7
4.8 Non-Native Compliance with Hunting, Fishing and Trapping Regime.....	7

G.A. 12



4.9	Safety, Security and Access .....	8
4.10	Nature of Obligations .....	8
4.11	Harmonization .....	8
4.12	Third-Party Intervenants.....	8
4.13	Right of First Refusal - Surplus Equipment and Property .....	9
4.14	Lodging and Recreation Facilities .....	9
4.15	Kuujuarapik Infrastructure Assistance .....	9
4.16	Burial Site Protocol.....	9
4.17	Inuit Harvesters' Claims Protocol.....	10
<b>5.</b>	<b>TECHNICAL DESCRIPTION OF THE COMPLEX .....</b>	<b>10</b>
5.1	Complex Design.....	10
5.2	Representations to Environmental and Governmental Authorities .....	10
5.3	Changes to Complex Design.....	10
<b>6.</b>	<b>ENVIRONMENTAL ASSESSMENT, MITIGATION AND SPECIFIC HYDRO-QUÉBEC REMEDIAL MEASURES.....</b>	<b>11</b>
6.1	Participation in Environmental Assessment and Review .....	11
6.2	Research and Monitoring .....	11
6.3	Mitirtuuq Corporation.....	12
6.4	Purpose of Mitirtuuq .....	12
6.5	Mandate of Mitirtuuq.....	13
6.6	Authorizations Required by Mitirtuuq.....	14
6.7	Mitirtuuq Funding .....	14
6.8	General Works and Specific Works.....	14
6.9	Maintenance Funding.....	15
6.10	Out-of-Scope Works.....	15
6.11	Duration of Mitirtuuq Mandate.....	15
6.12	Procedures Related to Budget Allocations .....	16
6.13	Coordination of Activities.....	16
6.14	Specific Hydro-Québec Remedial Measures .....	17
6.15	Mitirtuuq Expenditure Policy .....	17
6.16	Mitirtuuq Administration .....	17
<b>7.</b>	<b>INUIT TRAINING AND EMPLOYMENT .....</b>	<b>17</b>
7.1	Objective .....	17
7.2	Establishment of an Inuit Employment Strategy .....	17
7.3	Inuit Training .....	18

7.4	Review of Laws, Regulations, Collective Agreements, etc. ....	19
7.5	Finalization of Inuit Employment Strategy in Final Agreement .....	19
<b>8.</b>	<b>INUIT ENTERPRISES .....</b>	<b>19</b>
8.1	General Objective .....	19
8.2	Inuit Enterprises .....	19
8.3	Contracts .....	19
8.4	Role of Implementation Committee .....	20
8.5	Promotion of Inuit Participation in Contracts and Employment.....	21
8.6	Feasibility Study.....	21
<b>9.</b>	<b>FINANCIAL PROVISIONS.....</b>	<b>21</b>
9.1	Establishment of Funds .....	21
9.2	Administration of Funds .....	21
9.3	Use of Trusts.....	22
9.4	Payments.....	23
9.5	Allocation of Payments.....	23
9.6	Other Funds.....	24
9.7	Objects and Purposes of Funds.....	24
9.8	Books and Records.....	25
9.9	Disputes .....	25
9.10	Suspension or Cancellation of Complex Construction .....	26
9.11	Partial or Conditional Authorization .....	27
9.12	Substantial Modification .....	27
9.13	Delays.....	27
9.14	Calculation Factors.....	28
9.15	Periodic Review .....	28
9.16	Changes in Purposes of Funds.....	29
<b>10.</b>	<b>MERCURY.....</b>	<b>29</b>
10.1	Mercury.....	29
<b>11.</b>	<b>DISPUTE RESOLUTION.....</b>	<b>29</b>
11.1	Dispute Resolution.....	29

3A  
M

12.	AMENDMENT CLAUSE .....	29
12.1	Amendment.....	29
13.	COMING INTO FORCE .....	30
13.1	Coming into Force.....	30

## SCHEDULES

SCHEDULE 5.1	Technical Description of the Complex
SCHEDULE 6.5.1	Schedule of Works and Activities
SCHEDULE 6.5.3	Representative List of Hydro-Québec Studies and Activities
SCHEDULE 6.14	Specific Hydro-Québec Remedial Measures
SCHEDULE 9.6A	Uses of the Inuit Cultural Development Fund
SCHEDULE 9.6B	Uses of the Inuit Harvesters Fund
SCHEDULE 9.7.1	Uses of the Inuit Socio-Economic and Community Development Funds and the Nunavik Inuit Socio-Economic Development Fund
SCHEDULE 11.1A	Dispute Resolution
SCHEDULE 11.1B	Dispute Resolution Procedural Flow Chart

## SIGNATORIES

30  
AL

**KUUJJUARAPIK AGREEMENT-IN-PRINCIPLE (1993)  
RESPECTING THE  
GREAT WHALE COMPLEX**

**AGREEMENT BY AND BETWEEN:**

**MAKIVIK CORPORATION**, a corporation duly incorporated by special Act of the National Assembly of Québec, having its head office in Kuujjuaq, Québec, herein acting and represented by its undersigned representatives, duly authorized to execute this Agreement-in-Principle, as they so declare,

(hereinafter "Makivik"),

**AND:**

**HYDRO-QUÉBEC**, a corporation duly incorporated by special Act of the National Assembly of Québec, having its head office in Montréal, Québec, herein acting and represented by its undersigned representatives, duly authorized to execute this Agreement-in-Principle, as they so declare,

(hereinafter "Hydro-Québec"),

**AND:**

**LA SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES**, a corporation duly incorporated and having its head office in Montréal, Québec, herein acting and represented by its undersigned representatives, duly authorized to execute this Agreement-in-Principle, as they so declare,

(hereinafter "SEBJ"),

(hereinafter sometimes collectively the "Parties").

**PREAMBLE**

**WHEREAS** the *James Bay and Northern Québec Agreement* (the "JBNQA") of November 11, 1975 recognizes that there exists a possibility of a future hydroelectric project, referred to therein as the Great Whale Complex (the "Complex");

27  
AL

WHEREAS the proposed Complex will, if undertaken, have important social, economic, cultural and environmental impacts upon the region affected by the Complex and the Inuit residing therein and using the resources thereof;

WHEREAS this Agreement-in-Principle provides and the final agreement ("Final Agreement") contemplated herein shall provide important social, economic and cultural benefits for the Inuit residing in the Territory, as defined in subsection 1.16 of the JBNQA and using the resources thereof;

WHEREAS the Inuit have the rights, benefits and interests contemplated by the JBNQA, the enjoyment and exercise of some of which may and, in certain cases, shall be affected by the Complex;

WHEREAS Makivik is acting herein on its own behalf and on behalf of the Inuit of Québec;

WHEREAS Hydro-Québec wishes to undertake the Complex and has requested authorizations from the competent authorities for that purpose;

WHEREAS Makivik entered into a Memorandum of Understanding on January 23, 1992 with the Government of Canada, the Gouvernement du Québec, the Kativik Regional Government, the Cree Regional Authority and the Grand Council of the Crees (of Québec) (the "Environmental Assessment MOU") respecting the harmonization and coordination of the environmental assessment and review processes applicable to the Complex;

WHEREAS the Parties have deemed it in their interest to agree upon certain general and specific mitigation, remedial, financial and other compensatory measures in consideration of the above-mentioned impacts of the Complex as contemplated by subparagraph 8.1.3(f) of the JBNQA;

WHEREAS on February 6, 1991, Hydro-Québec and Makivik concluded a Memorandum of Understanding contemplating the conclusion of this Agreement-in-Principle and, subsequently, the Final Agreement on the above-mentioned measures relating to the Complex; and

WHEREAS Hydro-Québec and Makivik have negotiated the terms and conditions of the Agreement-in-Principle so contemplated, as hereinafter set forth, and now wish to enter into same.

**NOW, THEREFORE, THE PARTIES AGREE AS FOLLOWS:**

P.A.  
M

## 1. OBJECTS OF AGREEMENTS

### 1.1 Objects of Agreement-in-Principle

The objects of this Agreement-in-Principle are to:

- 1.1.1 set forth the principles forming the basis, as well as the framework for negotiation, of a Final Agreement among the Parties regarding the Complex, incorporating, defining and elaborating upon the provisions hereof, as the case may be; and
- 1.1.2 identify those matters upon which the Parties have concluded negotiations and intend their agreements to be incorporated in the Final Agreement substantially in conformity with the terms and conditions set forth herein.

### 1.2 Objects of Final Agreement

The objects of the Final Agreement referred to in Subsection 1.1 shall be:

- 1.2.1 to facilitate the undertaking of the Complex, which, subject to the terms and conditions of the authorizations referred to in the Preamble (6th paragraph), shall be constructed in accordance with a finalized description and definition thereof to be set forth in the Final Agreement;
- 1.2.2 to provide a framework for the carrying out of specific mitigating and remedial measures agreed upon with the Inuit in respect of the Complex and the involvement of the Inuit therein;
- 1.2.3 to facilitate equitable and meaningful participation by the Inuit and, in particular, the Inuit of Kuujjuarapik, Umiujaq, Inukjuak and Chisasibi, with respect to the Complex;
- 1.2.4 to ensure that the Inuit and, in particular, the Inuit of Kuujjuarapik, Umiujaq, Inukjuak and Chisasibi, derive direct and indirect social and economic benefits of both a short-term and long-term nature from the Complex during its construction and operation;
- 1.2.5 to elaborate and promote long-term economic opportunities for the Inuit to create greater economic and social stability within that part of the Territory north of the 55th parallel;

P.A.  
ML

- 1.2.6 to ensure the protection and improvement of the environment through the promotion of ongoing research to monitor impacts of the Complex in and upon the Complex region and its inhabitants; and
- 1.2.7 to ensure that the Inuit of Kuujjuarapik, Umiujaq, Inukjuak and Chisasibi are as much as possible able to maintain their means of subsistence in the Territory.

## 2. FINAL AGREEMENT

### 2.1 Negotiation and Execution of Final Agreement

Unless the Parties agree on other delays, they shall in good faith:

- 2.1.1 negotiate and agree upon the terms of a Final Agreement in respect of the Complex no later than three (3) months after the date upon which the environmental impact statement submitted by Hydro-Québec concerning the Complex is declared complete by the competent authorities, but, in any event, no later than eighteen (18) months from the date of the signing hereof; and
- 2.1.2 approve and execute such Final Agreement within a further three (3) months, in accordance with a process regarding approval or ratification of the Final Agreement by the Inuit to be mutually agreed between the Parties in advance.

### 2.2 Coming into Force of Final Agreement

The Final Agreement shall, upon its coming into effect, replace this Agreement-in-Principle. If the Parties are unable to conclude a Final Agreement within the period mentioned in Subsection 2.1 or any extension thereof, this Agreement-in-Principle shall be

- 2.2.1 null, void, without force and of no effect; and
- 2.2.2 without prejudice to the rights of the Parties.

Except as may be expressly provided otherwise therein with respect to certain transitional provisions, the Final Agreement shall come into full force and effect when Hydro-Québec has been authorized to proceed with the construction of the Complex by the competent authorities and has thereafter decided to so proceed by resolution duly adopted by its board of directors,

P. J. J.  
D.

notification of which shall be given to Makivik in accordance with a notice provision to be set forth in the Final Agreement.

### **3. NEGOTIATIONS**

#### **3.1 Framework of Negotiations**

The Parties shall continue negotiations through a main negotiating committee with the mandate to negotiate the terms and conditions of the Final Agreement, as well as through such sectorial subcommittees as they may agree upon from time to time. Negotiations shall be conducted in accordance with such schedule and at such locations as the Parties may agree upon from time to time.

#### **3.2 Documentation Regarding Various Aspects of the Complex**

Hydro-Québec has provided Makivik with documentation concerning technical, environmental and social aspects of the Complex, receipt of which Makivik acknowledges, and shall provide such further documentation as may be requested by Makivik and reasonably required for the purpose of negotiation of the Final Agreement. Without affecting the validity of documentation exchanged between the Parties hereto, the Parties acknowledge that only those documents specifically referenced herein or annexed hereto or in or to the Final Agreement, as well as those tabled with the Joint Support Team established under the Environmental Assessment MOU and the Technical Information Exchange Group established under a letter of undertaking signed by Hydro-Québec and dated January 23, 1992, shall have official character and status.

#### **3.3 Termination of Memorandum of Understanding**

The Memorandum of Understanding concerning negotiation of this Agreement-in-Principle, dated February 6, 1991, is hereby terminated.

### **4. GENERAL**

#### **4.1 Preamble Forming Part of Agreement-in-Principle**

The preamble hereto forms part of this Agreement-in-Principle.

3 A  
M



#### **4.2 Acknowledgement of Conformity of Complex with James Bay and Northern Québec Agreement**

The Parties shall mutually acknowledge in the Final Agreement that the construction and operation of the Complex, in accordance with the technical description to be set forth in the Final Agreement, based substantially on that set forth in Schedule 5.1 hereto, shall be in accordance with the JBNQA.

#### **4.3 Non-Derogation from Rights of Parties under James Bay and Northern Québec Agreement**

Nothing in this Agreement-in-Principle or in the Final Agreement shall amend or derogate from the rights of the Parties under the JBNQA and the legislation giving effect thereto. This Agreement-in-Principle is acknowledged by the Parties to be in conformity with and in application of the provisions of the JBNQA.

#### **4.4 No Effect on Inuit Rights or Entitlement to Provincial and Federal Programs**

Nothing contained in this Agreement-in-Principle is intended by the Parties to affect any right or entitlement of the Inuit to provincial and federal programs and funding.

#### **4.5 Suspension of Legal Proceedings**

During the period this Agreement-in-Principle is in force, Makivik shall not institute any legal proceedings or engage in or undertake any other actions or activities to prevent, delay or modify the Complex as described in Section 5 and Schedule 5.1 hereto. However, nothing in the Agreement-in-Principle shall constitute a waiver or release of any rights or remedies of the Inuit regarding the Complex in the event the Parties fail to conclude a Final Agreement. Moreover, this Subsection 4.5 shall not operate to prevent Makivik from fully participating in the environmental assessment and review of the Complex in conformity with and as foreseen in the JBNQA and the Environmental Assessment MOU and shall not be interpreted as restricting the scope and application of the provisions of Section 6 hereof concerning the evaluation of the impacts of the Complex and the remedial measures to attenuate same.

The Final Agreement shall similarly provide that, as mentioned in the preceding paragraph hereof and subject to the same conditions, neither Makivik nor any other third party intervening therein as referred to in Subsection 4.12 shall institute any such proceedings or engage in or undertake any such actions or activities.

P.T.M.

The Final Agreement shall provide that nothing therein, in particular the undertaking in the preceding paragraph hereof, shall prevent any claim by the Inuit or affect any liability of Hydro-Québec for any specific loss or damages arising out of the construction or operation of the Complex where such loss or damages have not been specifically provided for in the Final Agreement and the JBNQA.

#### 4.6 Implementation Committee

The Parties agree to establish an Implementation Committee to facilitate the implementation of the Final Agreement. The Implementation Committee shall be composed of equal numbers of executive-level representatives of Hydro-Québec and the Inuit. The specific membership, rules of procedure and, in addition to any set forth herein, the mandates of the Implementation Committee shall be set forth in the Final Agreement.

#### 4.7 Liaison Committees

The Final Agreement shall also provide for the creation of one or more liaison committees, comprising representatives of the Parties and of the Inuit Communities of Kuujjuarapik, Umiujaq, Inukjuak and Chisasibi, to serve as a forum for the exchange of information and the resolution of issues which may arise concerning Hydro-Québec's operation of the construction sites associated with the Complex and the impacts of such operations on the Inuit.

#### 4.8 Non-Native Compliance with Hunting, Fishing and Trapping Regime

In the context of its construction activities for the Complex and in accordance with applicable federal and provincial legislation, Hydro-Québec shall establish, in consultation with Makivik, internal rules and procedures for its employees, and for its mandataries, contractors and sub-contractors and their employees, regarding compliance with hunting and fishing laws and regulations, in particular the Hunting, Fishing and Trapping Regime established under the JBNQA. The parameters of such rules and procedures and the consultation mechanisms to ensure compliance with them shall be set forth in the Final Agreement.

In this connection, the Parties shall jointly review their respective data, records, studies and experience concerning this issue, in particular those arising out of the experience of Hydro-Québec at the various Complexe La Grande construction sites and operations facilities, with a view to developing differentiated rules, procedures and mechanisms that take into account the different conditions (size of work force, location in relation to Category I or

(3.1)  
M

Category II lands, to Native communities and to animal populations, etc.) applicable at the various proposed Complex camp sites.

#### 4.9 Safety, Security and Access

Subject to reasonable safety restrictions and appropriate notice, Hydro-Québec shall, during and after the construction of the Complex, permit the Inuit free access through the Complex construction sites and across or around the completed main structures.

The Final Agreement shall describe the strategies and measures, developed in the context of past experience, that Hydro-Québec shall implement to mitigate such impacts as may be associated with the temporary presence of a large construction work force and to ensure safety and security within the specific areas of construction of the Complex.

#### 4.10 Nature of Obligations

All obligations stipulated in this Agreement-in-Principle or in the Final Agreement in favour of Makivik, the Inuit or both, whether attributed to Hydro-Québec or SEBJ, shall be joint and several obligations of Hydro-Québec and SEBJ.

#### 4.11 Harmonization

The Parties acknowledge that, with respect to such obligations as Hydro-Québec may have to the Crees and Naskapis under the JBNQA and under the Northeastern Québec Agreement concerning the Complex, it may be necessary to provide mechanisms in the Final Agreement to harmonize Hydro-Québec's fulfilment of its obligations to the Inuit under the Final Agreement with fulfilment of any such obligations to the Crees and Naskapis, without thereby reducing the fulfilment of the obligations to the Inuit.

#### 4.12 Third-Party Intervenants

The Parties may provide in the Final Agreement for the intervention of or sub-agreements with, in addition to the Parties to this Agreement-in-Principle, any of the concerned Inuit Landholding Corporations, Northern Village Corporations and other corporations in the Territory north of the 55th parallel.

PA  
AC

#### 4.13 Right of First Refusal - Surplus Equipment and Property

The Inuit shall have the right of first refusal on terms and conditions no less favourable than those offered to third parties to purchase, prior to its removal or demolition, any equipment or property north of the 55th parallel related to construction of the Complex which is deemed surplus by Hydro-Québec. The modalities of such right of first refusal shall be set forth in the Final Agreement.

#### 4.14 Lodging and Recreation Facilities

The policy of Hydro-Québec is not to build any permanent communities for the purpose of construction of its installations and generally to dismantle the temporary structures required therefor after the construction period. Hydro-Québec hereby undertakes to apply this policy to the Complex.

For operational purposes, Hydro-Québec intends to continue the policy applied to the Complexe La Grande, that is, to install permanent lodging and recreation facilities as well as cafeterias at certain locations, in accordance with all applicable legislation, in lieu of building permanent communities.

Should Hydro-Québec modify this policy and decide to build permanent communities for purposes of operating the Complex, it shall conform to all applicable legislation and the provisions of the JBNQA, including, as and where applicable, those contemplating consultation with the Inuit.

#### 4.15 Kuujjuarapik Infrastructure Assistance

The construction of the Complex may occasion the development or expansion of certain infrastructure in Kuujjuarapik such as streets, buildings, the extension of water and sewer systems, etc., which would otherwise not have been necessary for a number of years. In such event, Hydro-Québec shall assist the Inuit of Kuujjuarapik, in a manner to be set forth in the Final Agreement, towards the development or expansion of this infrastructure and its financing.

#### 4.16 Burial Site Protocol

Makivik and Hydro-Québec shall, in consultation with the Inuit Communities, enter into a protocol respecting Inuit burial sites; such protocol shall contemplate, *inter alia*, the possible relocation of such sites in the event that works associated with the Complex would disturb such sites.

B.A.  
AL

#### 4.17 Inuit Harvesters' Claims Protocol

Makivik and Hydro-Québec shall enter into a protocol governing compensation or remedial measures to individual Inuit harvesters relating to camps and equipment if such equipment and camps are required to be reestablished or relocated as a result of works associated with the Complex.

### 5. TECHNICAL DESCRIPTION OF THE COMPLEX

#### 5.1 Complex Design

The Parties intend that the final design of the Complex to be set forth in the Final Agreement shall substantially conform to the design submitted for environmental approval, the scope and the limitations of which are set forth in the preliminary description set forth in Schedule 5.1.

If the environmental authorizations or permits authorize construction of the Complex in accordance with the principal design elements and characteristics as submitted, but stipulate the modification of one or more of such elements or characteristics, with a view to the overall reduction of the impacts of the Complex, the Parties agree to revise Schedule 5.1 or the similar schedule in the Final Agreement accordingly, if Hydro-Québec decides to proceed with the construction of the Complex on the basis so stipulated.

#### 5.2 Representations to Environmental and Governmental Authorities

Hydro-Québec's representations to the applicable environmental and governmental authorities shall be consistent with the intention that the terms and conditions of any environmental authorization(s) of the Complex reflect and incorporate the provisions of the Final Agreement respecting the technical description of the Complex and such others as the Parties may identify in the Final Agreement.

If, for reasons beyond Hydro-Québec's control, such provisions are not so reflected and incorporated in such authorizations, such provisions and all other provisions of the Final Agreement shall continue to bind the Parties to the extent not incompatible with any such environmental authorizations of the Complex.

#### 5.3 Changes to Complex Design

The Parties acknowledge that the final design of the Complex is not yet completed and that subsequent changes authorized or permitted in conformity

P.A.  
M

with and within the general scope of the final design of the Complex as set forth in the Final Agreement and in any applicable certificate of authorization for the Complex and the construction permits therefor may be made by Hydro-Québec, which shall inform Makivik of such changes.

## 6. ENVIRONMENTAL ASSESSMENT, MITIGATION AND SPECIFIC HYDRO-QUÉBEC REMEDIAL MEASURES

### 6.1 Participation in Environmental Assessment and Review

Hydro-Québec, as proponent, and Makivik, as intervenor, shall participate in the environmental assessment and review processes applicable to the Complex in accordance with the JBNQA and the Environmental Assessment MOU.

For purposes of reaching a Final Agreement, Hydro-Québec and Makivik shall continue bilateral cooperation and discussion so as (i) to allow the Inuit to fully understand and appraise the environmental and social impacts of the Complex identified in Hydro-Québec's impact assessment report and (ii) to enable the Parties, as fully as possible, to take into account in the Final Agreement the degree to which those impacts may be prevented or mitigated and the consequences of those impacts which cannot be prevented or mitigated.

The Parties intend, furthermore, that the activities undertaken pursuant to this subsection shall facilitate the environmental assessment and review of the Complex.

### 6.2 Research and Monitoring

In accordance with Hydro-Québec's internally approved programs and with the conditions of any authorization of the Complex, Hydro-Québec shall continue research and monitoring before and after commissioning of the Complex in order to

- 6.2.1 improve as may be deemed appropriate the relevant environmental and social baseline data secured by Hydro-Québec and its forecasts as to the environmental and social impacts of the Complex;
- 6.2.2 evaluate the accuracy of impacts and the efficacy of mitigating and remedial measures previously identified; and

3.1  
AL

- 6.2.3 identify, when deemed advisable, mitigating and remedial measures not previously identified for these impacts.

The Parties agree to review periodically the priorities related to such research, monitoring, mitigating and remedial measures.

### 6.3 Mitirtuuq Corporation

The Final Agreement shall provide for the establishment of a mitigating and remedial works corporation, designated in Inuktituut, "Mitirtuuq", in English, "Mitirtuuq Corporation", and, in French "Société Mitirtuuq". Makivik shall cause Mitirtuuq to be established as a non-profit corporation within sixty (60) days of a decision by Hydro-Québec, by resolution of its board of directors, to proceed with the construction of the Complex, once authorized. The incorporation of Mitirtuuq as aforesaid shall be in conformity with the provisions of the Final Agreement applicable thereto.

The members of Mitirtuuq shall include, but not necessarily be limited to, the Inuit Communities of Kuujjuarapik, Umiujaq, Inukjuak and Chisasibi, represented through the Landholding Corporation or other community entity of each, as well as Makivik Corporation and Hydro-Québec. The Final Agreement shall definitize the membership of Mitirtuuq and shall, furthermore, provide that such membership may be amended on terms and conditions to be agreed upon between Makivik and Hydro-Québec.

The board of directors of Mitirtuuq shall consist of six (6) to eight (8) appointees of the aforesaid members of Mitirtuuq. The number of appointees of each member of Mitirtuuq to the board of directors shall be established in the Final Agreement.

The Final Agreement shall establish the rules governing decision-making by Mitirtuuq, the voting rights of the members, as exercised through their respective directors, and, as well, the administrative framework of Mitirtuuq. Such rules shall, however, be based on the principle of parity of voting rights as between Hydro-Québec, on the one hand, and the Inuit Parties, on the other hand, with the exceptions thereto, as may be required, being set forth in the Final Agreement.

### 6.4 Purpose of Mitirtuuq

The Inuit Parties and Hydro-Québec have agreed to establish Mitirtuuq as the entity designated to undertake certain mitigation, research, monitoring and remedial works and activities with respect to the Complex for the benefit of the communities and individuals affected by the Complex.

PA  
M

## 6.5 Mandate of Mitirtuuq

The Final Agreement shall establish the mandate of Mitirtuuq, which shall, without limitation, include the following:

- 6.5.1 carrying out the General Works and Specific Works set out in the Schedule of Works and Activities, Schedule 6.5.1 hereto, describing those mitigative measures for which Hydro-Québec and Mitirtuuq shall respectively undertake responsibility;

General Works, without limitation, are characterized as those likely to be carried out during or immediately following construction of the Complex, with a view generally to protecting or developing the resources impacted and, unless stipulated otherwise, are carried out at the discretion of Mitirtuuq;

Specific Works, without limitation, are characterized as those likely to be carried out during and after construction of the Complex, over a longer period of time, with a view generally to facilitating the harvesting and traditional activities of the Inuit Communities and individuals and, unless stipulated otherwise, are carried out at the discretion of Mitirtuuq;

- 6.5.2 serving as the preferred forum through which Hydro-Québec shall disclose to the Inuit on a timely basis the details of its proposed Environmental Measures Program and Monitoring Plan for the Complex for the next following period, as same may be elaborated, updated, definitized or modified from time to time, as well as the results thereof;
- 6.5.3 participating, in a manner to be more fully identified in the Final Agreement, in certain studies, activities and measures undertaken or to be undertaken by Hydro-Québec in relation to the Complex, a representative list of which is set forth in Schedule 6.5.3 hereof;
- 6.5.4 carrying out, as the case may be, the undertakings in this Agreement-in-Principle and the corresponding section of the Final Agreement, on the terms and conditions set forth herein and therein, relating to certain of Hydro-Québec's Specific Remedial Measures set forth in Subsection 6.14 and referred to as "Hydro-Québec Works" in the Schedule of Works and Activities (Schedule 6.5.1) hereto; and

P.17  
AL



6.5.5 carrying out such other particular mitigating and remedial measures contemplated in Subsection 6.10 hereof and as may be identified in the Final Agreement or as may be agreed upon between Makivik and Hydro-Québec from time to time following the authorization of the Complex and arising out of the terms and conditions thereof.

#### 6.6 Authorizations Required by Mitirtuuq

The mitigating and remedial works and activities foreseen to be undertaken, executed or performed by Mitirtuuq are intended to fall within the scope of the authorization requested by Hydro-Québec for the Complex and, accordingly, would not require Mitirtuuq to obtain further authorizations necessitating environment impact studies. In the event such authorizations and studies are required, Makivik and Hydro-Québec shall mutually decide the terms and conditions upon which Mitirtuuq shall proceed with same.

#### 6.7 Mitirtuuq Funding

In respect of the activities proposed to be carried out by Mitirtuuq pursuant to Paragraphs 6.5.1, 6.5.2 and 6.5.3 hereof, Hydro-Québec shall fund Mitirtuuq, out of a budget specifically reserved for such purpose, in the amount of THIRTY MILLION DOLLARS (\$30,000,000) (September 1, 1993 Constant Dollars). This sum or the balance at any time remaining thereof after payments to Mitirtuuq, as the case may be, shall be adjusted for inflation to the date of any such payments to Mitirtuuq based on the Indexation Rate defined in Paragraph 9.14.2 hereof.

The Final Agreement shall provide (i) that the Parties hereto may mutually agree to pay Mitirtuuq, for the purpose of carrying out its mandate set forth herein, the whole of any remaining balance of the said sum two (2) years after the commissioning of the last turbine/generator unit of the Complex and, moreover, (ii) that Mitirtuuq may, after a further two (2) years, pay any remaining balance of the said sum to an Inuit entity upon such terms and conditions as the Parties hereto may mutually agree.

#### 6.8 General Works and Specific Works

It is understood that the activities undertaken by Mitirtuuq as General Works and Specific Works shall be carried out and performed, on its own initiative or on the proposal of any Inuit Party or Hydro-Québec, but in accordance with a matrix of priorities established by Mitirtuuq, provided that such activities within the list of General Works and Specific Works as constitute terms and conditions of any authorization of the Complex shall automatically be

3.2  
M

accorded priority, in accordance with the terms and conditions of this Agreement-in-Principle and the Final Agreement.

#### 6.9 Maintenance Funding

It is understood by the Parties that, save as they may jointly agree otherwise, the funding requirements for maintenance of such facilities or installations as Hydro-Québec or Mitirtuuq may establish pursuant to the Schedule of Works and Activities (Schedule 6.5.1) shall be provided, in the case of Hydro-Québec Works and Mitirtuuq General Works, by Hydro-Québec and, in the case of Mitirtuuq Specific Works, by Mitirtuuq.

#### 6.10 Out-of-Scope Works

If, as a result of terms and conditions associated with any authorization of the Complex or if, on its own initiative, Hydro-Québec decides to undertake any mitigating and remedial works and measures not contemplated as Hydro-Québec Works or as Mitirtuuq General Works or Specific Works, or as within the scope thereof, under the Schedule of Works and Activities (Schedule 6.5.1), Hydro-Québec shall retain responsibility for same or negotiate the undertaking of same by Mitirtuuq upon terms and conditions, including the provision of such increased funding as may be necessary, as Hydro-Québec and Mitirtuuq shall in good faith mutually agree in conformity with Paragraph 6.5.5.

To the extent required and not already addressed in this Agreement, the Parties hereto shall, in good faith, endeavour to define in the Final Agreement the proposed scope of activities for Hydro-Québec Works and Mitirtuuq General Works and Specific Works in a final Schedule of Works and Activities (Schedule 6.5.1).

#### 6.11 Duration of Mitirtuuq Mandate

The Final Agreement shall definitize the duration of the term during which Mitirtuuq shall exercise its mandate and conduct its activities. The Parties intend, however,

- 6.11.1 that such term shall cover both the construction and operating phases of the Complex;
- 6.11.2 that the sum contemplated by Subsection 6.7 shall, on a 1993 Constant Dollar basis, be allocated as between Mitirtuuq General Works and Mitirtuuq Specific Works in the proportion of sixty percent (60%) and forty percent (40%) respectively, provided, however, that the Parties may in the Final Agreement,

3.1  
A

reallocate the sums to achieve proportionate allocations of between fifty percent (50%) and sixty percent (60%) for General Works and between forty percent (40%) and fifty percent (50%) for Specific Works;

- 6.11.3 that the funding for General Works shall be allocated to reflect more intensive activities during the construction, commissioning and immediate post-commissioning phases of the Complex (approximately fifteen (15) years) and that the funding for Specific Works shall be allocated during the latter stages of the construction and post-commissioning phase and over the operating phase established, for the purposes hereof, as a period of approximately thirty-five (35) years; and
- 6.11.4 that the Final Agreement shall provide that Hydro-Québec and Makivik may, from time to time during the operating phase, review the mandate and activities of Mitirtuuq.

#### 6.12 Procedures Related to Budget Allocations

Subject to the overall funding ceilings established pursuant to Subsection 6.7 hereof, Hydro-Québec and Mitirtuuq shall establish such procedures as may be required to ensure that Hydro-Québec's yearly budget allocations are harmonized with the annual forecasts of Mitirtuuq's expenditures for its proposed activities for the following calendar year. Such procedures shall foresee that scheduled annual payments to meet expenditures may, where necessary, be reprofiled or adjusted in accordance with Mitirtuuq's actual operational requirements in any given year. Where the plan or execution of a particular work or undertaking of Mitirtuuq exceeds one calendar year, the payments may be reprofiled or adjusted to take into account such circumstances. For purposes of the Final Agreement, the Parties shall establish a provisional funding profile for Mitirtuuq covering the construction and immediate post-commissioning phases of the Complex, indicating the allocation of funds between General Works and Specific Works.

#### 6.13 Coordination of Activities

The Final Agreement shall provide that Mitirtuuq and Hydro-Québec shall coordinate their research, monitoring and mitigating or remedial activities in order to avoid duplication.

P.A.  
M

#### 6.14 Specific Hydro-Québec Remedial Measures

In consideration of the need to remedy the impacts of the Complex and the use of the Kuujjuarapik region as a staging area for the Complex, Hydro-Québec shall, at its expense, undertake or cause to be undertaken the Specific Hydro-Québec Remedial Measures described in Schedule 6.14 on the terms and conditions therein set forth and as further detailed in the Final Agreement. The said measures are also referred to under "Hydro-Québec Works" in Schedule 6.5.1, Schedule of Works and Activities, hereto.

#### 6.15 Mitirtuuq Expenditure Policy

The Final Agreement shall contain provisions respecting the internal management of Mitirtuuq to ensure (i) that the permitted uses of the funds are properly authorized, and (ii) that an appropriate mix of the permitted uses is maintained.

#### 6.16 Mitirtuuq Administration

Payment of all administrative expenses of Mitirtuuq, including, without limitation, those related to incorporation, general staff, board of directors secretariat, and board member participation, shall be borne by Mitirtuuq which shall charge same in any given year to the accounts maintained for General Works and Specific Works in proportion to the payments received and allocated to same in the given year.

### 7. INUIT TRAINING AND EMPLOYMENT

#### 7.1 Objective

The Final Agreement shall establish a program to promote Inuit training and employment during construction and operation of the Complex.

#### 7.2 Establishment of an Inuit Employment Strategy

The Final Agreement shall provide that Hydro-Québec shall, in cooperation with Makivik and the Kativik Regional Government, prepare a detailed Inuit employment strategy, set forth to the extent possible in the Final Agreement, to

- 7.2.1 identify the approximate number and types of employment opportunities with Hydro-Québec and its mandataries, resulting from construction of the Complex;

P. + )  
AL

- 7.2.2 identify the possibilities for training and employment opportunities for Inuit among the major suppliers of Hydro-Québec and SEBJ;
- 7.2.3 describe the types of occupational skills and levels of certification required to fill such employment opportunities;
- 7.2.4 set realistic targets, by trade, for Inuit participation in such employment opportunities, permitting such targets to be increased, and leading to a meaningful level of Inuit participation in the employment opportunities related to the Complex;
- 7.2.5 set up a hiring procedure in favour of the Inuit in relation to the manpower needs during the construction and operation of the Complex contemplating reasonable measures to establish Inuit priority in certain cases as foreseen by paragraph 29.0.31 of the JBNQA; and
- 7.2.6 establish an employment support system in order to integrate Inuit employees into the work force, including, without limitation
  - (a) the creation of a position of "Inuit Counsellor" to assist Inuit employees during construction and operation of the Complex; and
  - (b) on-the-job training and other forms of skills enhancement so as to encourage the employment and advancement of Inuit within Hydro-Québec, including monitoring and review mechanisms and orientation sessions.

### 7.3 Inuit Training

Training of Inuit for jobs for construction of the Complex shall be the responsibility of the Kativik School Board and the Kativik Regional Government. The Parties shall cooperate with the Kativik School Board and the Kativik Regional Government in advising on the training programs and follow-up support.

3  
A  
M

#### **7.4 Review of Laws, Regulations, Collective Agreements, etc.**

Hydro-Québec shall, in cooperation with Makivik, for purposes of the Final Agreement, analyze the impact of laws, regulations, collective agreements and language of work requirements on the hiring of Inuit for construction of the Complex.

#### **7.5 Finalization of Inuit Employment Strategy in Final Agreement**

The Parties agree that specific measures related to the Inuit employment strategy during the operation of the Complex shall be finalized after the coming into force of the Final Agreement in accordance with a procedure to be set forth therein, to the extent that same may be unable to be dealt with in the Final Agreement pending final determination by Hydro-Québec of its operational plan for the Complex.

### **8. INUIT ENTERPRISES**

#### **8.1 General Objective**

The objective of this Section is to promote Inuit economic development, in particular, the development of Inuit entrepreneurship and expertise and the use and employment of Inuit labour through the award of contracts and the procurement of goods and services in accordance with the terms and conditions set forth in this Section. The scope of the necessary measures to this effect shall be set forth in the Final Agreement.

#### **8.2 Inuit Enterprises**

In this Section, "Inuit enterprise" means a sole proprietorship owned by an Inuk, or a partnership, including a joint venture partnership, at least fifty percent (50%) of which is owned by one or more Inuit, or a cooperative or non-share-capital company, a majority of whose voting members are Inuit, or a share-capital company, a majority of whose voting shares are beneficially owned by one or more Inuit, or a company, a majority of whose voting shares are owned by one of the foregoing.

#### **8.3 Contracts**

The Final Agreement shall provide that in order to promote Inuit economic development, Hydro-Québec shall establish and maintain a procedure, set forth to the extent possible in the Final Agreement, favoring the award to Inuit enterprises of certain contracts for goods and services required for the

17  
ML

construction, operation and maintenance of the Complex. In order to promote the participation of Inuit enterprises in relation to such contracts, Hydro-Québec shall, consistent with reasonable scheduling, cost and quality requirements, design contract packages suited especially for such Inuit enterprises.

This Subsection shall not operate as a limitation of or derogation from the provisions of paragraph 29.0.31 of the JBNQA respecting Native priority of contracts in the Territory.

#### 8.4 Role of Implementation Committee

The Final Agreement shall provide that the Implementation Committee referred to in Subsection 4.6 shall oversee the implementation of the undertakings set forth in this Section. In particular,

- 8.4.1 Hydro-Québec shall inform the Committee of its general procurement procedures and consult with it as to changes of such procedures bearing upon the implementation of this Section;
- 8.4.2 Hydro-Québec shall provide the Committee with information, to be specified in the Final Agreement, to permit it to identify areas where contracts could be awarded to Inuit enterprises under this Section;
- 8.4.3 Hydro-Québec shall, twice a year during the construction phase and yearly during the operation phase, provide the Committee with a list of the requests for tenders which it intends to issue in relation to the Complex in the following six (6) months or twelve (12) months, as the case may be. The Committee shall examine this list to determine which contracts could be carried out by Inuit enterprises and Hydro-Québec shall then invite tenders or proposals from Inuit enterprises for such contracts. The Final Agreement shall also provide measures to enable Inuit enterprises to carry out unforeseen contracts to be awarded to meet new or urgent requirements;
- 8.4.4 the Committee shall advise the Parties and other interested bodies in assisting Inuit enterprises to familiarize themselves with Hydro-Québec's procurement procedures and in encouraging them to submit bids; and
- 8.4.5 the Committee shall promote the establishment of new Inuit enterprises to take advantage of contract opportunities relating

2.10  
M

to the Complex where existing Inuit enterprises are unable to do so.

#### 8.5 Promotion of Inuit Participation in Contracts and Employment

The Final Agreement shall provide for measures to promote Inuit participation in contracts awarded by Hydro-Québec and the employment of Inuit labour for the realization of the Complex.

#### 8.6 Feasibility Study

During negotiation of the Final Agreement, the Parties undertake to study the feasibility and opportunity to include, in contracts awarded by Hydro-Québec, provisions to promote the participation of Inuit enterprises and the employment of Inuit labour in the execution of subcontracts.

### 9. FINANCIAL PROVISIONS

#### 9.1 Establishment of Funds

The Parties acknowledge that it is appropriate to provide for long-term benefits to the Inuit and the Inuit Communities and agree that the Final Agreement shall provide for the establishment of the following funds (hereinafter "Funds"):

- 9.1.1 the Kuujjuarapik Inuit Socio-Economic and Community Development Fund;
- 9.1.2 the Umiujaq Inuit Socio-Economic and Community Development Fund;
- 9.1.3 the Inukjuak Inuit Socio-Economic and Community Development Fund;
- 9.1.4 the Chisasibi Inuit Socio-Economic and Community Development Fund; and
- 9.1.5 the Nunavik Inuit Socio-Economic Development Fund.

#### 9.2 Administration of Funds

The Funds referred to in Subsection 9.1 shall be administered as follows:

AL



- 9.2.1 The Socio-Economic and Community Development Funds referred to in Paragraphs 9.1.1 to 9.1.4 are intended for the use and benefit of the Inuit affiliated to and resident in the respective named communities and, as such, the respective Funds shall be owned, managed and controlled by Inuit entities, whether existing or newly created for the purposes hereof, identified in the Final Agreement and designated, in each case, by the respective Inuit affiliated to and resident in such communities in a manner jointly approved by the Parties hereto;
- 9.2.2 The Nunavik Inuit Socio-Economic Development Fund referred to in Paragraph 9.1.5, shall be owned, managed and controlled by Makivik or by an Inuit entity, whether existing or newly created for the purposes hereof, identified in the Final Agreement and designated by Makivik in a manner to be approved by Hydro-Québec; and
- 9.2.3 Makivik or the Inuit entity designated by Makivik and approved by Hydro-Québec as aforesaid shall use the said Fund on behalf of and for the benefit of the Inuit and the Inuit Communities in the Territory, including the Inuit and the Inuit Communities of Kuujuarapik, Umiujaq, Inukjuak and Chisasibi.

### 9.3 Use of Trusts

The Parties hereto acknowledge that the Funds referred to in Subsection 9.1 or part thereof may be more effectively used to achieve the respective purposes of each through the use of trusts named after the respective Funds, namely, by way of example, the Nunavik Inuit Socio-Economic Development Trust. The Parties hereto agree that Makivik and the Inuit Communities designating the Inuit entities referred to in Subsection 9.2 may establish or cause to be established such Inuit entities by trust deed as trusts to receive payments into the Funds. Any such trust shall use the Fund settled upon it for the use and benefit of the beneficiaries of such trusts, namely, the Inuit and Inuit Community or Communities contemplated by that Fund.

In the event Makivik or the Inuit Communities decide to establish or to cause to be established such trusts, the Final Agreement shall contain provisions stipulating, among other things, (i) the protection and enhancement of the Funds representing the settlement assets of such trusts through sound management practices and (ii) that the amendment of any particular trust deed shall require

3A  
AL

the approval of the Inuit contemplated by the Fund which is the object of the trust, in a manner to be determined in the Final Agreement.

#### 9.4 Payments

The Final Agreement shall provide that Hydro-Québec shall make the following aggregate payments to the aforesaid designated and approved Inuit entities respectively responsible for the Funds, on the basis of the allocation among the Funds set forth in Subsection 9.5 below and in the respective amounts to be set forth in a payment schedule to the Final Agreement:

- 9.4.1 a payment of THIRTY MILLION DOLLARS (\$30,000,000) (Current Dollars), payable upon the decision by resolution of the board of directors of Hydro-Québec to proceed with construction of the Complex and, in any event, not later than thirty (30) days thereafter;
- 9.4.2 seven (7) equal annual payments of THREE MILLION DOLLARS (\$3,000,000) (Current Dollars), totalling TWENTY-ONE MILLION DOLLARS (\$21,000,000) (Current Dollars), commencing with an initial payment upon the start of any infrastructure site work respecting construction of the Complex, and, in any event, not later than thirty (30) days thereafter, and followed thereafter by six (6) equal annual payments, each payable on the first business day of January, commencing in the month of January next following the start of any such site work respecting construction of the Complex; and
- 9.4.3 forty-two (42) annual payments, commencing with an initial payment of TWELVE MILLION TWENTY THOUSAND FIVE HUNDRED DOLLARS (\$12,020,500) (Current Dollars), payable on the first business day of the month of January next following the last payment under Paragraph 9.4.2 above, and followed by forty-one (41) annual payments, each also payable on the first business day of the month of January based on the previous year's payment and indexed, year over year, in accordance with the Indexation Rate defined in Paragraph 9.14.2.

#### 9.5 Allocation of Payments

The payments referred to in Subsection 9.4 shall be allocated among the four (4) Socio-Economic and Community Development Funds and the Nunavik

?  
A  
M

Inuit Socio-Economic Development Fund created pursuant to Subsection 9.1, in accordance with a schedule to be set forth in the Final Agreement, provided that the aggregate share thereof paid to the Kuujuarapik Inuit Socio-Economic and Community Development Fund, the Umiujaq Inuit Socio-Economic and Community Development Fund, the Inukjuak Inuit Socio-Economic and Community Development Fund and the Chisasibi Inuit Socio-Economic and Community Development Fund shall be no less than thirty percent (30%) but no more than fifty percent (50%) and the share thereof paid to the Nunavik Inuit Socio-Economic Development Fund shall be no less than fifty percent (50%) but no more than seventy percent (70%).

#### 9.6 Other Funds

The Final Agreement shall provide that the Inuit entity responsible for the Nunavik Inuit Socio-Economic Development Fund may, among other things, establish an Inuit Cultural Development Fund or an Inuit Harvesters Fund, or both, for the purposes respectively described in Schedules 9.6A and 9.6B hereof. In such event, a portion of the payments allocated and paid to the Nunavik Inuit Socio-Economic Development Fund may be allocated and paid to such Funds on terms and conditions to be agreed upon between the Parties and set forth in the Final Agreement.

#### 9.7 Objects and Purposes of Funds

The intent of the Parties with respect to the objects and purposes of the Funds established under Subsection 9.1 hereof is as follows:

9.7.1 The Funds referred to in Subsection 9.1 are established for the use and benefit of the Inuit and Inuit Communities specifically contemplated thereby. The respective designated and approved Inuit entities owning, managing and controlling same, shall use and invest the payments received from Hydro-Québec and any revenues therefrom, for the general purpose of providing short- and long-term economic, social and community benefits to the Inuit and the Inuit Communities and specifically, for the projects, activities, programs and other permitted uses to be established for each Fund in the Final Agreement, based on those set forth in Schedule 9.7.1 hereof; and

9.7.2 The Final Agreement shall contain provisions respecting the internal management of the Funds to ensure (i) that the permitted uses of the Funds are properly authorized, (ii) that an appropriate mix of the permitted uses is established, (iii)

PA  
AL

that an appropriate balance between the use and investment of the assets of the Funds is maintained so that the Funds shall be expended and committed in a timely way for the purposes intended, and (iv) that the assets of the Funds are not accumulated in a manner that would unreasonably defer the participation of the Inuit and the Inuit Communities in the benefits intended to derive to them from the Funds.

#### 9.8 Books and Records

The Final Agreement shall provide that the Parties hereto shall have the right to examine the financial statements, books of account, investment portfolios and other records of any Fund at any reasonable time at the offices of the Inuit entity managing and controlling such Fund.

The Final Agreement shall provide that the respective Inuit entities owning, managing and controlling the Funds shall each prepare annual reports, summarizing the uses of the assets of the Fund for which they are responsible, copies of which shall be furnished to the Parties to this Agreement-in-Principle and, furthermore, shall be generally made available to the Inuit beneficiaries of such Funds, in a manner to be set forth in the Final Agreement.

The Final Agreement shall provide that the accounts and financial transactions of the respective Funds shall be audited annually and a copy of the auditor's report shall be furnished to the Parties to this Agreement-in-Principle.

#### 9.9 Disputes

The Final Agreement shall provide that a dispute between Hydro-Québec and an Inuit entity responsible for a Fund regarding the permitted use of the monies in such Fund shall be submitted to the dispute resolution procedure set forth in Section 11 and Schedule 11.1 hereof and in the corresponding section of the Final Agreement. If, after application of the dispute resolution procedure, an expenditure is, either by agreement of the interested parties or by final decision of a person or body with competent jurisdiction, determined to be in breach of the provisions applicable to the use of such Fund, Hydro-Québec may, at its sole discretion, deduct the amount of the expenditure involved from the next scheduled payment to be made into such Fund unless, prior thereto, a settlement agreement regarding repayment of such expenditure is entered into between the interested parties.

B.H.  
M

## 9.10 Suspension or Cancellation of Complex Construction

- 9.10.1 If, following the authorization and commencement of construction of the Complex, the construction of same is, for any reason beyond the reasonable control of Hydro-Québec, suspended, the annual payments contemplated by Subsection 9.4 and next scheduled to be made following such suspension shall be suspended if such suspension of construction has, as of any such scheduled date of payment, endured for more than one (1) year. In such event, the payments so suspended shall be placed in escrow for the scheduled Inuit recipients of such payments in accordance with escrow arrangements to be specified in the Final Agreement. Any payments so held in escrow, together with interest accrued thereon pursuant to the escrow arrangements, shall be paid to the interested Inuit recipients upon the resumption of construction of the Complex and, in any event, not later than (30) days thereafter.
- 9.10.2 If, following the authorization and commencement of construction of the Complex, the Complex is cancelled, either contemporaneously with or after the suspension of construction as aforesaid, or if such suspension of construction should last longer than five (5) years, the Parties shall in good faith negotiate to determine the portion of any escrowed amounts that are to be paid to the Inuit in relation to the impacts of the Complex up to the date of such suspension or cancellation, provided that, if such cancellation or suspension occurred after closure of the Great Whale river at the GB 1 forebay/reservoir, the amounts so escrowed are in their entirety to be paid to the Inuit entities originally scheduled to receive same.
- 9.10.3 The other provisions of the Final Agreement shall remain in full force and effect during any such suspension, provided however that the parties to the Final Agreement shall in good faith negotiate such changes as may be necessitated as a result of such suspension of construction of the Complex.
- 9.10.4 The payments contemplated in Subsection 9.4 shall remain due and payable in accordance with the provisions hereof notwithstanding any circumstance whereby, following construction and commissioning of the Complex, the operation of same is decreased, suspended or otherwise halted.

PJ  
M

### 9.11 Partial or Conditional Authorization

If an authorization of the Complex is partial or conditional such that construction is commenced or may only be fully proceeded with upon the fulfilment of suspensive conditions or the obtaining of a further authorization, the payments provided for in Subsection 9.4 shall be partially deferred such that the portion actually paid shall correspond to the percentage that the amounts spent or committed by Hydro-Québec for or to the authorized portion of the Complex represents of the total budgeted cost for the construction of the Complex (Part 2, Book 4, ch. 9, para. 9.1.3, Complex Feasibility Study), provided the amounts so deferred will be set up as deferred accounts payable on the books of Hydro-Québec and paid to the Inuit entities contemplated to receive same with accrued interest thereon, compounded annually, upon the fulfilment of such aforementioned suspensive conditions or the obtaining of such full authorization enabling Hydro-Québec to proceed with the Complex and, in any event, not later than thirty (30) days thereafter.

### 9.12 Substantial Modification

If, pursuant to an authorization of the Complex, the design of the Complex is modified with the result that the proposed installed capacity (3,212 MW) or annual average energy capability (16.2 TWh) (Part 2, Book 4, ch. 1, para. 1.2, Complex Feasibility Study) is modified by more than five percent (5%), calculated in the same manner and based on the same criteria as used by Hydro-Québec in such feasibility study to determine such installed capacity and annual energy capability for the Complex, the Parties agree to review the amounts provided for in Subsections 6.7 and 9.4 hereof with a view to determining what, if any, adjustments in such amounts would be appropriate in the circumstances, provided that any such adjustment modifying same shall not be greater than the amount by which the percentage of modification exceeds the aforesaid five percent (5%).

### 9.13 Delays

In the event that, for any reason beyond the reasonable control of Hydro-Québec, the Complex is not authorized by December 31, 1996 and results in any payment contemplated by Subsection 9.4 hereof being deferred to a year subsequent to that foreseen by the Parties in a schedule of payments to the Final Agreement, any such payment, except for the forty-one payments referred to in Paragraph 9.4.3, shall be adjusted for inflation prorata for each year or part thereof of the intervening period between the payment date foreseen and the actual payment date. The indexation rate applied for such adjustment shall be the forecast long-term inflation rate of three per cent (3%) and, for greater certainty, any payment that, notwithstanding such aforesaid delay in

J.A.  
AL

authorization, is made in accordance with the payment schedule in the Final Agreement shall not be so adjusted for inflation, save and except for the forty-one (41) payments referred to in Paragraph 9.4.3 which are automatically adjusted in accordance with the Indexation Rate (Paragraph 9.14.2).

#### 9.14 Calculation Factors

9.14.1 The amounts of the payments set forth in this Section 9 have been expressed in current value dollars, using, for purposes of establishing the initial payment under Paragraph 9.4.3, a nominal discount factor of nine and a half percent (9.5%) and a forecast long-term annual average indexation rate of 1.030 agreed upon by the Parties.

9.14.2 For the purposes of indexation of the forty-one (41) indexed payments referred to in Paragraph 9.4.3 hereof, the rate of indexation, representing the adjustment for inflation, shall be based, as at September 30 of each year, on the Consumer Price Index for Canada, All-Items, Not Seasonally Adjusted (CPI) as published (presently in catalog no. 62-001) by Statistics Canada, or its successor, using the average annual index obtained by dividing the total of the published indexes for each month from October to September by twelve (12). The quotient obtained by dividing the average annual index for the current twelve months by the average annual index for the previous twelve months shall constitute the rate of indexation ("the Indexation Rate"). The average annual index shall be rounded to the first decimal place and the rate of indexation shall be rounded to the third decimal place. In the event of changes in the official base period, the published indexes shall be converted to their equivalent with reference to the base in effect in 1993 using the conversion factor to be obtained from Statistics Canada or its successor.

#### 9.15 Periodic Review

The Final Agreement shall provide that as and from an anniversary date (to be specified in the Final Agreement) of the commencement of the long-term annual payments referred to in Paragraph 9.4.3, and periodically thereafter, the Parties shall review the long-term annual payments schedule to determine whether such schedule should be modified and the payments adjusted in light of then current circumstances, provided that such review and any adjustment arising therefrom shall in no way change the present value calculation in

3.1.1  
A

1993 dollars established for the purposes hereof with respect to the payments contemplated by Subsection 9.4.

#### 9.16 Changes in Purposes of Funds

The Final Agreement shall provide that as of an anniversary date (to be specified in the Final Agreement) of the commencement of the long-term annual payments provided for in Paragraph 9.4.3 hereof, the uses and purposes established for each of the Funds in the Final Agreement may be modified from time to time to take into account possible uses and purposes of a particular Fund not foreseen by the Parties in the Final Agreement but otherwise consistent with the uses and purposes set forth in the Final Agreement.

### 10. MERCURY

#### 10.1 Mercury

The Parties agree to establish in the Final Agreement the terms and conditions applicable to the Parties in connection with the impacts of mercury related to the Complex. The Final Agreement shall also provide that the terms and conditions thereof shall be without prejudice to the rights and recourses of the Inuit or any individual Inuit arising from the presence of toxic substances, including mercury, as a consequence of the Complex.

### 11. DISPUTE RESOLUTION

#### 11.1 Dispute Resolution

The Final Agreement shall contain the dispute resolution procedure set forth in Schedule 11.1A for the resolution of any disputes that may arise from time to time in connection with the interpretation, administration and implementation of the Final Agreement.

### 12. AMENDMENT CLAUSE

#### 12.1 Amendment

This Agreement-in-Principle shall not be amended except by a memorandum in writing signed by the Parties hereto, and any amendment hereof shall be null and void and shall not be binding upon any Party which has not given its consent as aforesaid.

Q.A.  
M



**13. COMING INTO FORCE**

**13.1 Coming into Force**

This Agreement-in-Principle shall come into force on the date of its signature by the Parties.

IN WITNESS WHEREOF, the Parties have signed this Agreement-in-Principle in the places and on the dates hereinbelow indicated.

37  
AL

## SCHEDULE 5.1

### TECHNICAL DESCRIPTION OF THE COMPLEX

For the purposes of this Agreement-in-Principle, the Complex is described as follows:

1. The Complex will comprise three (3) powerplants with appurtenant works, the 315 kV collector transmission system and the infrastructure required for construction and operation, generally as shown on the plan appended hereto as Plate 1.
2. The three (3) proposed powerplants are identified "GB 1", "GB 2" and "GB 3", and will have a total installed capacity not exceeding 3,212 MW.
3. The Great Whale River will be closed by a dam at approximately km 80, creating the GB 1 forebay/reservoir. The flow of the Great Whale River at that point, together with the flow diverted from the Little Whale River, will be directed through the GB 1 powerplant located in the Domanchin Valley and discharged into Manitounuk Sound. The GB 1 spillway will be located at the dam closing the Great Whale River and will discharge into the original riverbed.
4. The GB 2 powerplant and the GB 2 spillway will be located along the natural course of the Great Whale River at approximately km 223 and km 225 respectively. The GB 3 powerplant and the GB 3 spillway will be located along the natural course of the Great Whale River at approximately km 285 and km 295 respectively.
5. Lac Bienville will be utilized as the principal reservoir for the Complex through the installation of a control structure also used as a spillway at approximately km 370. The water level of the Lac Bienville reservoir will not be raised above 399.0 metres above Mean Sea Level.
6. The diversion of the Little Whale River will be effected by a dam at approximately km 41 diverting the flow by a canal to the Boutin River which will be closed by a dam at approximately km 29. From the Boutin River, the flow will be directed towards and into the Coats River, which will discharge into the GB 1 forebay/reservoir. The maximum level of the Little Whale - Boutin - Coats diversion pool will be determined in the Final Agreement but will not exceed 240 metres above Mean Sea Level.
7. A collector system will carry the electricity generated by the Complex to the Complexe La Grande transmission system, consisting of four (4) 315 kV lines



terminating at the Radisson and Chissibi substations, located at the northern end of the James Bay transmission system and associated with the Complexe La Grande, generally configured as follows:

- (a) two (2) lines, running side by side, from the GB 1 powerplant to the Radisson substation;
- (b) a third line interconnecting the GB 2 and GB 3 powerplants; and
- (c) a fourth line from GB 3 to the Chissibi substation.

8. The following transportation and lodging infrastructure and auxiliary facilities will be built:

- (a) the LG 2 - GB 1 road, of approximately 240 km;
- (b) the GB 1 - Kuujjuarapik/Whapmagoostui road, of approximately 40 km;
- (c) the road from km 174 along the LG 2 - GB 1 north-south axis to Bienville, of approximately 295 km;
- (d) the Kuujjuarapik Airport relocated to site D-1;
- (e) the permanent GB 2 - GB 3 Airport;
- (f) the temporary Fagnant Airport;
- (g) approximately six (6) camps for workers at the GB 1, GB 2, GB 3 sites and the Lac Bienville reservoir;
- (h) other smaller camps at the sites of the Little Whale River diversion;
- (i) two (2) temporary family villages near GB 1 and the GB 2 - GB 3 Airport respectively; however, should the construction and commissioning program of the Complex be modified to schedule construction of the GB 2 and GB 3 powerplants later than the Lac Bienville reservoir, a temporary family village may be built near the Lac Bienville reservoir work camp;
- (j) temporary diesel-powered generating stations at each camp and village;
- (k) an airport near the Little Whale diversion; and
- (l) the GB 1 - Little Whale diversion road, of approximately 87 km.

3.1  
AM



## SCHEDULE 6.5.1

### SCHEDULE OF WORKS AND ACTIVITIES

#### MITIRTUUQ WORKS

#### HYDRO-QUÉBEC WORKS

- restoration of borrow areas and sites used for developing temporary infrastructures
- installation of nesting platforms for birds of prey
- relocation of golden eagle nest
  
- development of peatbogs for wastewater
- development of habitats for waterfowl in Southern Québec
- baffles to accentuate or create swift-current areas
- recovery of wood debris to the extent necessary for operations
- mapping reservoirs and changes to other hydrographic features
- construction of access ramps to the extent required for construction and operations
- studies and follow-up as per Schedule 6.5.3
- remedial measures as per Schedule 6.14

#### General Works

- restoration : clayey-silt flats of sections of reduced-flow rivers
- deforestation of the edge of the diversion of the Coats River
- development of spawning grounds
  
- fertilization of fish
- pollarding
  
- two (2) weirs in sections of reduced-flow rivers
- additional recovery of wood debris
  
- installation of additional access ramps
- development of fishing areas in reservoirs
  
- development of substitute fishing areas
- shoreline restoration
  
- clearing: timber and debris
- stream and spawn area enhancement

#### Specific Works

- development of additional snowmobile trails
- development of waterfowl hunting ponds
- waterfowl management and development of goose corridors and ponds
- eider nests
  
- marine mammal management
  
- emergency shelters
- construction of boat landing sites
  
- construction and maintenance of access roads and trails
- development of parking areas
  
- provision of safety equipment
- studies and follow-up: Inuit harvesting patterns
- studies and follow-up: access to harvesting areas
- studies and follow-up: habitat enhancement

**HYDRO-QUÉBEC  
WORKS**

**MITIRTUUQ WORKS**

**General Works**

**Specific Works**

- production of plants
  - mini-dikes
  - fish farms and hatcheries
  - social adaptation mechanisms
  - shoreline enhancement
  - construction of boat landing sites
  - construction and maintenance of access roads and trails
  - development of parking areas
  - channel improvement
  - navigational aids
  - beacons and indicators
  - community information system
  - ice condition mapping
- studies and follow-up: changes in the social milieu
  - studies and follow-up: imbalances in the ecosystem
  - studies and follow-up of the social milieu
  - camps and harvesting facilities
  - support to Inuit harvesters of Kuujjuarapik, Umiujaq, Inukjuak and Chisasibi, harmonized with the Inuit Harvesters Fund if same is established pursuant to Subsection 9.6 of the Agreement-in-Principle

3.7  
AL

### SCHEDULE 6.5.3

#### REPRESENTATIVE LIST OF HYDRO-QUÉBEC STUDIES AND ACTIVITIES

The Inuit have been or may be involved in, among others, the following studies and activities that have been undertaken by Hydro-Québec within the Complex study area, as described in Hydro-Québec's Feasibility Study, or that may be undertaken in this area or at the locations described hereunder if Hydro-Québec proceeds with construction of the Complex. Hydro-Québec has borne and shall bear the costs associated with the studies and activities described below, including those relating to Inuit involvement or participation where same is an inherent part of the study or activity and has been requested by Hydro-Québec or where Hydro-Québec has engaged the services of the Inuit in connection with such studies and activities on terms and conditions upon which the Inuit have agreed. In other cases, where such involvement or participation is beyond the scope of involvement or participation requested by Hydro-Québec or is on the initiative of the Inuit, Mitirtuuq shall bear the costs of such involvement or participation.

#### 1. Studies

Before commissioning of the Complex, studies of:

- (a) ring, bearded and harp seals in Manitounuk Sound;
- (b) beluga whales - distribution patterns in the estuaries of the Great Whale, Little Whale and Nastapoka rivers;
- (c) benthos;
- (d) sediments in Manitounuk Sound;
- (e) ptarmigan - nesting and feeding areas;
- (f) whitefish and brook trout habitat and spawning at the Little Whale and Great Whale rivers;
- (g) caribou, their migration patterns and hunting pressure;
- (h) geese - nesting, feeding, and migration patterns and hunting pressure.

Q.P.A.  
AL

It is acknowledged that Hydro-Québec may from time to time participate in studies of the species referred to in paragraphs (g) and (h) or of other species, the management of which may be the responsibility of one or more governmental agencies. Hydro-Québec shall provide Makivik with all relevant information it possesses pertaining to such studies.

## 2. Monitoring and Follow-up

After commissioning of the Complex, the following monitoring and follow-up studies and activities will be undertaken:

- (a) erosion and sedimentation at the mouth of the Great Whale River after cut-off for the purpose of detecting undue erosion of the cliffs south of the village or undue sedimentation that could interfere with navigation;
- (b) harvesting patterns of ring and harp seals in Manitounuk Sound for at least five (5) years after commissioning for the purpose of detecting changes in seal presence in Manitounuk Sound;
- (c) beluga whales in the estuaries of the Little Whale and Great Whale rivers for at least five (5) years after commissioning of GB 1 for the purpose of detecting changes in whale presence in these estuaries;
- (d) mercury content in fish and marine mammals in the proposed reservoirs and Manitounuk Sound;
- (e) mercury content in waterfowl, including eiders and loons, in the proposed reservoirs and Manitounuk Sound;
- (f) waterfowl nesting and feeding areas within the Complex study area;
- (g) whitefish spawning in the Little Whale and Great Whale rivers;
- (h) the impacts of water releases from the GB 1 tailrace on the currents and turbulence in Manitounuk Sound;
- (i) habitats, feeding and migration patterns of caribou and geese within the Complex study area;
- (j) benthos in Manitounuk Sound for at least five (5) years after commissioning; and

J.P.A.  
AL



- (k) the impacts of operation of the spillway at the Great Whale River cut-off.

3. **Social environment follow-up activities**

- (a) use of territory: major routes, campsites, hunting and fishing techniques;
- (b) eating habits;
- (c) economic spin-offs and their impact on social organization and way of life; and
- (d) evolution of Inuit perception of the project and its impacts.

P<sub>n</sub>  
A<sub>1</sub>

## SCHEDULE 6.14

### SPECIFIC HYDRO-QUÉBEC REMEDIAL MEASURES

1. Hydro-Québec shall construct a new airport and appurtenant works at site D-1, approximately 10 kilometres north of Kuujjuarapik, as shown on the plan appended hereto as Plate 2, provided that

- (a) Hydro-Québec obtains all applicable governmental authorizations for, and proceeds with, construction of the Complex; and
- (b) the lands on which the airport and appurtenant works will be built are designated Category III lands and that the planned allocation of Category I lands takes this fact into account.

The parties shall use their best efforts to ensure that the site of the existing airport at Kuujjuarapik is decommissioned and restored. The specifications of the new airport at site D-1 shall be detailed in the Final Agreement, but shall comprise a 1,500-metre runway, associated control tower, terminal, hangar, warehousing and repair facilities and navigational and landing equipment. The Parties agree upon the objective that the Inuit shall be involved in the planning, construction and operation of the new airport.

2. The Parties recognize that occasional salinity problems are experienced with the current location of the Kuujjuarapik water intake. As its possible relocation is being discussed and a temporary solution is being contemplated, Hydro-Québec undertakes to cooperate with the appropriate governmental departments and agencies in order to ensure a viable water source and to preinvest if necessary, subject to the coming into force of the Final Agreement, so that the works for the temporary water intake can be used towards the permanent solution.

3. If the proposed diversion of the Little Whale River is authorized, then, during the construction season following the completion of the road from LG 2 to GB 1, the Parties shall cause Mitirtuuq or a designee of the latter to improve and complete the existing road from Umiujaq to Richmond Gulf (approximately 8 km when complete), a preliminary alignment of which is shown on the plan appended hereto as Plate 3. Hydro-Québec shall provide a maximum of seven hundred thousand dollars (\$700,000) (1993 Constant Dollars indexed until construction is commenced, in accordance with the forecasted long-term rate of inflation referred to in Paragraph 9.14.1 hereof) to fund this undertaking. The Municipality of Umiujaq shall be responsible for obtaining all necessary permits.

J.H.M.

4. If the proposed diversion of the Little Whale River is authorized, Hydro-Québec shall construct an all-season road, including the installation of a ferry operation, extending from approximately kilometre 46 along the GB 1 - Little Whale River Diversion Road to Umiujaq (the "Umiujaq Road") (estimated length: 100 km), a preliminary alignment of which is shown on the plan appended hereto as Plate 4. Construction shall start during the construction season following the actual completion of the Little Whale River Diversion and would be foreseen to extend over two construction seasons.

To fund the said construction, which Hydro-Québec shall complete, Hydro-Québec has presently budgeted to provide a maximum of Fifteen Million Dollars (\$15,000,000 (\$ September 1, 1993)). Hydro-Québec may, at its discretion, negotiate the performance of the aforesaid undertaking by Mitirtuuq upon such terms and conditions as Hydro-Québec and Mitirtuuq shall in good faith mutually agree. Once constructed by either Hydro-Québec or Mitirtuuq, Hydro-Québec shall ensure that, in either event, the Umiujaq Road is operated and maintained in accordance with Hydro-Québec's standard operating procedure governing the operation and maintenance of similar roads in the Territory, taking into account any circumstances particular to the Umiujaq Road.

Either Party hereto may request the other, prior to the Final Agreement, to substitute the aforesaid undertakings contained in this paragraph 4 provided that if Makivik, on its own initiative or at the request of Hydro-Québec, decides to waive the performance of the aforesaid undertakings, the Parties shall, as of the Final Agreement, agree upon such undertakings, financial or otherwise, as shall be substituted therefor. The Parties shall take all relevant circumstances into account in determining the terms and conditions of such substituted undertakings, provided that the value thereof shall be based on Hydro-Québec's aforesaid financial commitment, including the avoided capitalized costs associated with the operation and maintenance of the Umiujaq Road, and that the Parties shall contemplate performance of the substituted undertakings not later than the time frame foreseen above for the construction of the Umiujaq Road.

5. The Complex will give rise to new ice regimes in the forebays and reservoirs created thereby and, in particular, to discharges from the GB 1 powerplant which will modify the hydraulic characteristics and ice regime of Manitounuk Sound and will, in each case, modify or potentially modify winter travel patterns. Hydro-Québec shall, with the cooperation of Makivik,

- (a) monitor the impact of the Complex on ice conditions, in particular on the use by Inuit of certain areas in the region of the Manitounuk Sound and in the Complex forebays, reservoirs and diversions;

P. A.  
AL

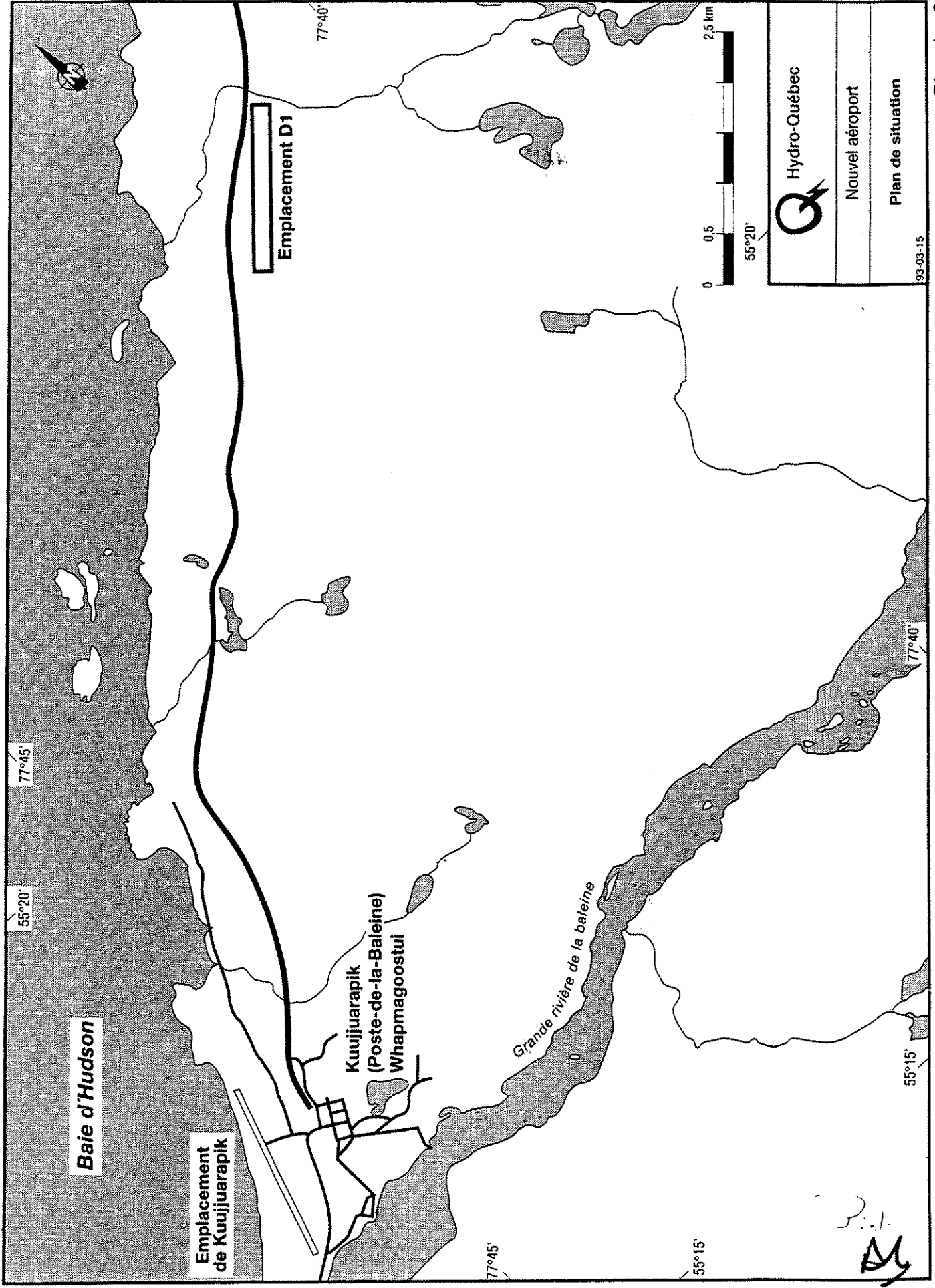
- (b) evaluate, specifically, the impact of such ice conditions within Manitounuk Sound and the said forebays, reservoirs and diversions;
- (c) identify, in due course, the sites of relative safety or danger in such areas of Inuit use;
- (d) determine which information from such monitoring activities is relevant in relation to such areas of Inuit use and elaborate an information program to disseminate same to the local populations affected; and
- (e) provide for and implement a bypass and access system to the said areas.

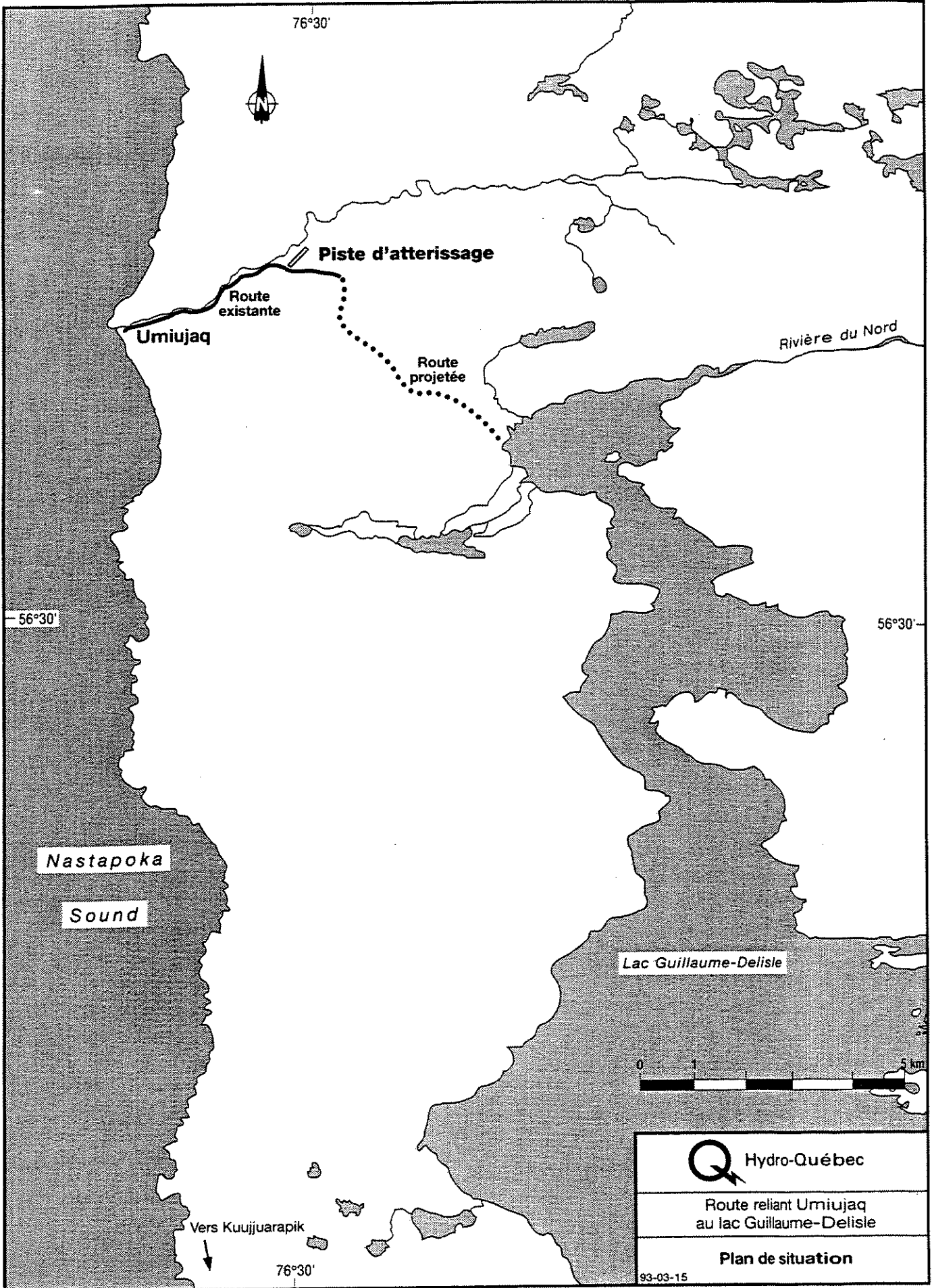
The scope and details of the foregoing studies and monitoring activities, information program and bypass and access systems shall be set forth in the Final Agreement and shall be foreseen as among those matters for which the Implementation Committee shall have special responsibility.

6. Having regard to the proposed diversion of the Great Whale River, Hydro-Québec shall, in consultation with Makivik and the Northern Village Corporation of Kuujjuarapik, plan and implement measures to maintain safe access to the existing boat landing area in Kuujjuarapik, situated approximately 1 kilometre upstream from the mouth of the river, with drafts, wave protection and navigational clearances no less than now exist, or provide a mutually acceptable alternative site.

7. If authorized as part of the authorization of the Complex, Hydro-Québec shall pave the road between GB 1 and Kuujjuarapik. Hydro-Québec shall inform Makivik and the Northern Village Corporation of Kuujjuarapik sufficiently in advance of the scheduled paving commencement date so that the latter can benefit, to the extent possible, of economies associated with the presence of the equipment in the area.

3/19  
AL





Nastapoka

Sound

Piste d'atterrissage

Route existante

Umiujaq

Route projetée

Rivière du Nord

Lac Guillaume-Delisle

Vers Kuujuarapik



Hydro-Québec

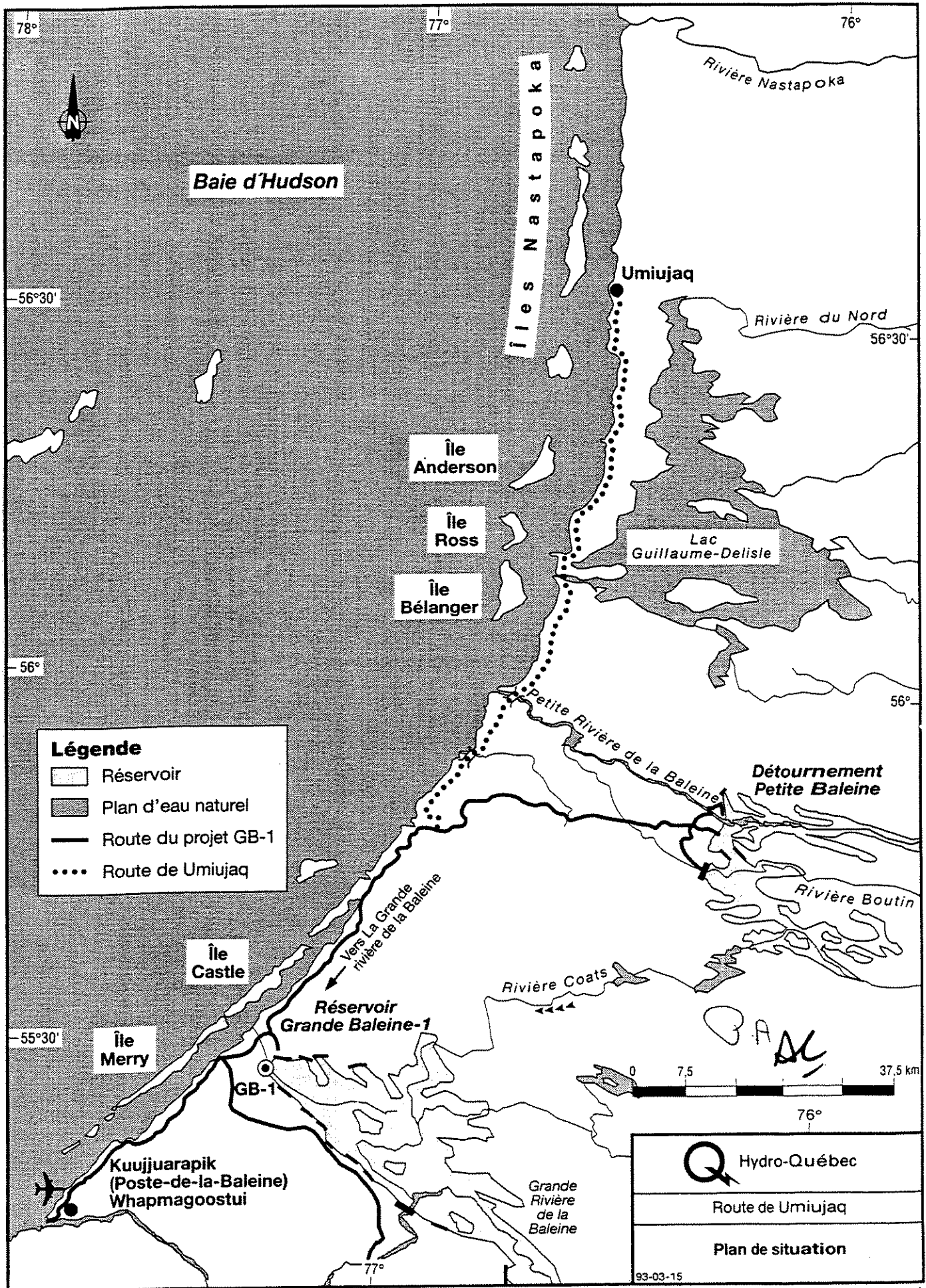
Route reliant Umiujaq au lac Guillaume-Delisle

Plan de situation

93-03-15

Q.A.M.

Planche 3



**KUUJJUARAPIK AGREEMENT-IN-PRINCIPLE (1993)**  
**SCHEDULE 9.6A**

**USES OF THE INUIT CULTURAL DEVELOPMENT FUND**  
**(SUBSECTION 9.6, AIP)**

In the event the Inuit Cultural Development Fund contemplated by Subsection 9.6 hereof is established, the assets of the Fund may be used for the following purposes:

To secure, preserve, promote and develop all aspects and elements of Inuit culture and heritage by supporting Inuit organizations and groups representing Inuit cultural and heritage concerns, such as the Inuit Elders Assembly and the Avataq Cultural Institute, in their activities, programs, policies and projects including, without limitation,

- (a) the establishment or support of programs relating to the Inuit Documentation Centre, the Inuit Archaeology Section, the Inuit Village Museums and Cultural Transmission Centres, Inuit Language Promotion and Development and an Inuit Cultural Centre and Laboratory Facility;
- (b) the publication and distribution of information on Inuit cultural and heritage issues to Inuit through magazines or other media;
- (c) the establishment or support of projects related to
  - . Inuit traditional medicine
  - . Inuit place names (NUNATOP)
  - . Inuit surnames
  - . Inuit genealogies
  - . Inuit customary law
  - . Inuit dictionary
  - . Inuit performing arts and literature
  - . Inuit ethnographic histories and research
  - . Inuit language studies
  - . The Nunavik Inuit Art Collection; and
- (d) the training and permanent employment of Inuit in cultural and heritage sectors of activity.

*Handwritten initials*



**KUJJUARAPIK AGREEMENT-IN-PRINCIPLE (1993)**  
**SCHEDULE 9.6B**

**USES OF THE INUIT HARVESTERS FUND**  
**(SUBSECTION 9.6, AIP)**

In the event the Inuit Harvesters Fund contemplated by Subsection 9.6 hereof is established, the objects, purposes and uses of the Fund shall be as follows:

The object of the Fund shall be to provide a basic core revenue to Inuit harvesters whose eligibility to participate in the Fund shall be determined on the basis of fair and objective criteria and who shall be engaged in harvesting as their principal occupation or activity, as part of an overall program and strategy directed to the rational development and utilization of renewable wildlife resources.

The Fund shall be based on program criteria contemplating the designation of eligible Inuit harvesters on a yearly basis by the Inuit communities, with priority given to those with experience, motivation and ability.

A primary purpose of the Fund shall be to provide the financial assistance through which Inuit harvesters may continue to be engaged in harvesting activities and through which the distribution and inter-community trade in the products and by-products of harvesting and harvesting for community purposes may be promoted.

The criteria established for eligibility under the Fund shall take into account the special conditions applicable to the Inuit Communities of Kuujjuarapik, Umiujaq, Inukjuak and Chisasibi as a result of the construction and operation of the Complex.

*P. J. AL*

**KUUJJUARAPIK AGREEMENT-IN-PRINCIPLE (1993)**  
**SCHEDULE 9.7.1**

**USES OF THE INUIT SOCIO-ECONOMIC AND COMMUNITY  
DEVELOPMENT FUNDS  
(PARAGRAPHS 9.1.1 - 9.1.4, AIP)**  
**AND THE NUNAVIK INUIT SOCIO-ECONOMIC DEVELOPMENT FUND  
(PARAGRAPH 9.1.5, AIP)**

The assets of the Inuit Socio-Economic and Community Development Funds established for the Inuit Communities of Kuujuarapik, Umiujaq, Inukjuak and Chisasibi and the Inuit Socio-Economic Development Funds may be used by the Inuit entities respectively responsible for same for the following purposes:

1. To promote and contribute to regional and local social and economic development required by the Inuit Communities and individual Inuit and to provide financial assistance through various forms of programs and contributions to Inuit individuals, Inuit enterprises and Inuit organizations on a local or regional basis, as the case may be.
2. To assist the respective Communities in developing, improving and enhancing the quality of life therein through, without limitation, the development, improvement and enhancement of physical facilities and installations related to recreational, cultural or economic and commercial objectives and the provision of services, contributions, subsidies and projects in connection therewith.
3. To promote the continued viability of existing Communities in the Territory through the support, development, enhancement and establishment of social, cultural and civic programs, facilities and services.

P  
A  
A,

## SCHEDULE 11.1A

### DISPUTE RESOLUTION

1. The Parties shall endeavor to amicably resolve, by negotiation, any dispute which arises between them in connection with the Final Agreement. In the event of failure to resolve directly any dispute arising out of or in connection with the Final Agreement, the Parties agree to use the following dispute resolution procedure (also outlined in Schedule 11.1B) prior to either party pursuing other available remedies.

2. The aggrieved Party shall notify the other Party in writing of the existence of such a dispute, and the dispute shall be submitted to the Implementation Committee for resolution.

The Final Agreement should provide that, in addition to the scheduled meetings of the Implementation Committee, the Committee may meet on a reasonable *ad hoc* basis for the purpose of resolving disputes.

3. If the Implementation Committee fails to resolve the dispute to the satisfaction of the Parties within thirty (30) days, or within a mutually agreed upon extension thereto, the dispute shall be submitted in writing to the President and Chief Operating Officer of Hydro-Québec and the President of Makivik Corporation (the "Presidents") who shall have forty-five (45) days to resolve the dispute from the date of the written submission.

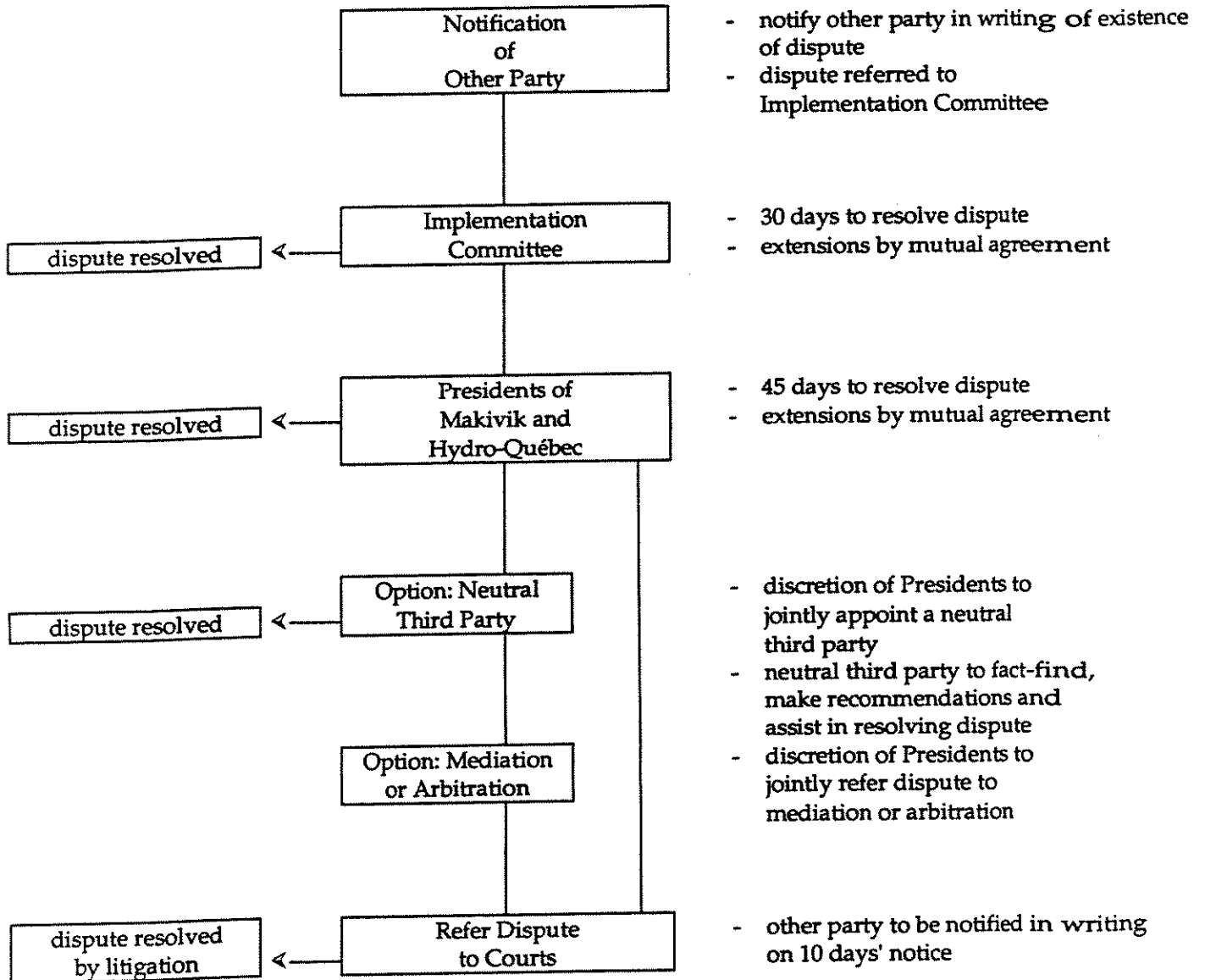
4. The Presidents, in their mutual discretion and under such terms and conditions as they deem appropriate, may jointly nominate a neutral third party to fact-find and make recommendations to assist them in resolving the dispute or may jointly refer the dispute to formal mediation or arbitration.

5. If the Presidents fail to resolve the dispute to the satisfaction of the Parties within the forty-five (45) days allocated therefor, or within a mutually agreed upon extension thereto, either Party may initiate litigation upon ten (10) days' written notice to the other Party.

P  
A  
AL

SCHEDULE 11.1B

DISPUTE RESOLUTION PROCEDURAL FLOW CHART




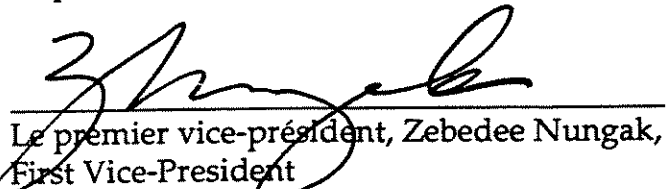
P. 17  
AL

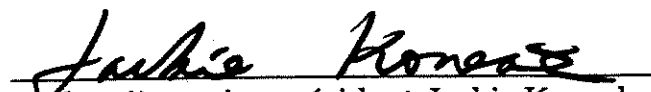
SIGNÉE à Montréal (Québec), le 14 avril 1994,

EXECUTED in Montréal, Québec on April 14, 1994 by:

Pour la SOCIÉTÉ MAKIVIK,  
MAKIVIK CORPORATION

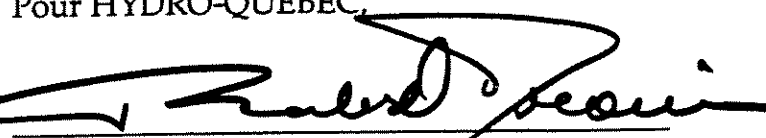
  
Le président, Simeonie Nalukturuk, President

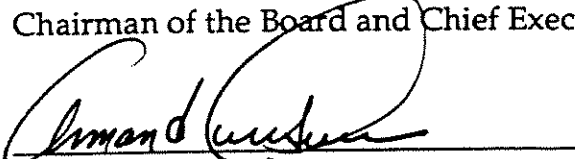
  
Le premier vice-président, Zebedee Nungak,  
First Vice-President

  
Le deuxième vice-président, Jackie Koneak,  
Second Vice-President

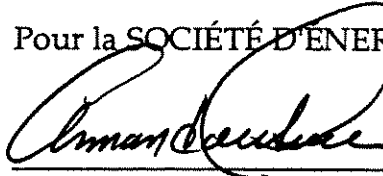
  
Le secrétaire, Daniel Epoo, Secretary

Pour HYDRO-QUÉBEC,

  
Le président du Conseil et chef de la Direction,  
Richard Drouin,  
Chairman of the Board and Chief Executive Officer

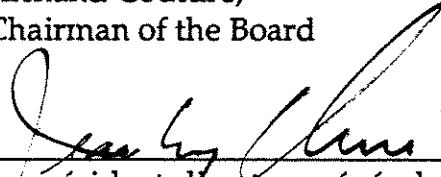
  
Le président et chef de l'Exploitation,  
Armand Couture,  
President and Chief Operating Officer

Pour la SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES,



---

Le président du Conseil,  
Armand Couture,  
Chairman of the Board



---

Le président-directeur général,  
Jean-Guy René,  
President and Chief Executive Officer